

Football

Dan Ndoye, un attaquant devenu incontournable pour la Nati ●●● PAGE 19



Environnement

Les substances chimiques et autres polluants auront-ils leur «GIEC»? ●●● PAGE 11

Carrières

Quand l'employeur se soucie de préserver la fertilité de ses salariés ●●● PAGES 16 À 18

Musique

A Genève, Souad Massi ouvre la saison de la Scène Ella Fitzgerald ●●● PAGE 20

ÉDITORIAL

Quand les assurances rassurent

ANNICK CHEVILLOT  
✉ @chevillot\_a

Curafutura et Santésuisse sont en état de mort clinique: les membres les plus influents de ces deux faïtières – soit plus de 90% du marché – ont claqué la porte, de concert, jeudi pour en créer une nouvelle qui commencera ses activités début 2025. Menée dans le plus grand secret, cette révolution était urgente! Le secteur, libéral, est menacé de toutes parts: projet de nouvelle caisse maladie unique, volontés cantonales de tester des modèles de caisses publiques, hausse des coûts et des primes de plus en plus insupportables, etc.

Et pendant que les payeurs de primes souffraient, les faïtières regardaient ailleurs. Ou du moins pas dans la même direction. Les inimitiés étaient telles entre les deux organisations que plusieurs spécialistes du secteur ont qualifié leurs joutes musclées de «batailles de bac à sable ridicules». De quoi énerver les assureurs, bailleurs de fonds de ces associations. A commencer par Thomas Harnischberg, patron de KPT, qui a quitté le navire Curafutura en novembre dernier. Il en avait marre des guéguerres. Les autres ont définitivement saisi l'ampleur du problème avec les récentes luttes intestines.

Unis, les assureurs seront plus crédibles

Les faïtières se sont écharpées sur le nouveau tarif médical, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2026, après un compromis arraché de haute lutte par le Conseil fédéral. Et lors de la campagne sur l'initiative voulant freiner les coûts de la santé, début juin, Santésuisse soutenait le projet quand Curafutura luttait contre. A Berne, les parlementaires se sont aussi énervés à de nombreuses reprises à cause des divergences constantes des deux lobbys. Divergences qui ont fait perdre de nombreuses années à des projets cruciaux selon plusieurs élus.

Ce coup de théâtre dans le monde très régulé de l'assurance maladie est peut-être la facture à payer pour les deux belligérantes irréconciliables. Mais c'est aussi la promesse d'une nouvelle dynamique. En renversant la table, les assureurs ont décidé de se libérer du poids de leurs conflits pour passer à l'union de raison. Il y va aussi de leur exemplarité. Souvent très critiques face à l'absence de pilote dans le système de santé, ils étaient empêtrés dans leurs propres luttes intestines. Difficile de faire la leçon aux autres quand on n'arrive pas à balayer devant sa porte... Unis, les assureurs seront plus crédibles et leur force de frappe en sera décuplée. Le message ne vise pas que la branche. Il concerne aussi les tenants d'une caisse maladie étatisée. ■

Les caisses maladie font leur révolution contre les faïtières

**SANTÉ** D'un coup de crayon, Santésuisse et Curafutura deviennent (presque) des coquilles vides. Treize caisses maladie, représentant plus de 90% du marché, les ont quittées hier

■ «Le système de santé va dans le mur. Il a besoin d'actions fortes, pas de deux faïtières qui génèrent de la confusion», explique Thomas Boyer, directeur du Groupe Mutuel, qui s'annonce partant

■ Les assureurs qui ont fait sécession vont créer une nouvelle association. Le but? Défendre les intérêts des payeurs de primes, lutter contre la hausse des coûts et conserver le système libéral actuel

●●● PAGES 2, 3

Sur les pas du vote d'extrême droite



**FRANCE VOISINE** Dans les départements voisins de la Suisse, le Rassemblement national est arrivé en tête des élections européennes. «Le Temps» s'est rendu sur place pour décrypter ce vote contestataire. (GEX, 17 JUIN 2024/NORA TEYLOUNI/LE TEMPS)

●●● PAGES 6, 7

En Géorgie, un rêve qui vire au cauchemar

**CAUCASE** Depuis l'adoption d'une controversée loi sur «l'influence étrangère», la société civile redoute la dérive autoritaire du parti au pouvoir, Rêve géorgien. Les membres de l'opposition, des activistes et des journalistes sont victimes d'un nombre croissant d'actes d'intimidation et d'agressions physiques. Pour beaucoup, les élections du 26 octobre représentent un réel espoir de changement. Pour tenter de renverser la situation, le travail de mobilisation électorale se déroule en toute discrétion. Mais la crainte d'élections truquées est dans tous les esprits. ●●● PAGE 4

La BNS baisse son taux

**POLITIQUE MONÉTAIRE** La décision de la Banque nationale permet une dépréciation du franc et devrait soutenir l'économie suisse

■ Concrètement, les hypothèques Saron vont redevenir attractives, l'impact sera limité sur les loyers, mais ce ne sera pas une bonne affaire pour les épargnants

●●● PAGE 13

Souvenirs d'indépendance

**QUESTION JURASSIENNE** Il y a 50 ans, une partie des Juraissiens gagnaient leur autonomie cantonale par un vote unique. Après une lutte de plusieurs dizaines d'années, les indépendantistes obtenaient la scission avec le canton de Berne. Retour sur cet événement si particulier et ses prémices historiques avec Pierre Boillat, ministre du premier gouvernement jurassien. ●●● PAGE 9



# Maîtrise des coûts de la santé: vous y croyez vraiment?

OPINION

J'ai été choqué récemment à la lecture du titre d'un article paru dans la *Revue médicale suisse* concernant l'initiative du Centre «Pour des primes plus basses. Frein aux coûts dans le système de santé». Son titre: «Unis et la tête haute pour un grand NON à l'initiative pour un frein aux coûts».

Quelle arrogance des médecins face à la situation de crise que vit notre système de santé. Ne devraient-ils pas adopter une attitude constructive au lieu de tout rejeter en bloc. Que proposent-ils? Rien. Le responsable, c'est toujours l'autre. Je suis un médecin de 80 ans. Dans les années 1990, il y avait un tourisme médical effréné, les patients se rendaient chez un spécialiste pour n'importe quel bobo. En tant que spécialiste des maladies rénales, combien ai-je vu débarquer dans mon cabinet de patients ayant mal aux reins, alors qu'ils souffraient d'un lumbago? Les franchises augmentaient d'année en année. Cette situation devenait intolérable.

Conscients que nous allions dans le mur, nous, médecins internistes et généralistes, avons créé à Genève le plus grand réseau de médecins de famille de Suisse, regroupant 260 médecins internistes et généralistes afin de nous impliquer dans le contrôle des coûts.

Dans ce but, nous avons demandé aux assureurs de nous donner le profil des coûts des médecins du réseau afin de déterminer ceux qui étaient dispendieux. On peut imaginer que cette démarche n'a pas toujours été bien accueillie! Nous avons cherché à comprendre pourquoi certains médecins avaient des coûts dépassant la moyenne. Certains ont pu donner une explication convaincante, d'autres non. Pour ces derniers, nous leur avons demandé de s'adapter aux normes, sinon ils seraient exclus du réseau.



JEAN-FRANÇOIS BURKHALTER  
MÉDECIN À LA RETRAITE, CHÈSEREX (VD)

**Croyez-vous  
que par un tour de  
passe-passe ils vont  
se mettre d'accord?  
On a fini de rêver!**

Notre but n'était pas de punir mais de sensibiliser aux coûts engendrés. Cette démarche était innovante. Nous avons mis sur pied des cercles de qualité visant à faire une médecine de qualité au meilleur coût. Contre une réduction de primes, les assurés ont massivement adhéré au réseau (appelé le ReMed) auquel a participé la grande majorité des caisses maladie. Nous avons fait le job.

Que voit-on actuellement? Plus personne ne prend ses responsabilités, que ce soit les médecins, les patients, les assureurs, les Chambres fédérales ou le Conseil fédéral.

C'est ainsi que les médecins spécialistes gagnent jusqu'à trois fois le salaire d'un généraliste, alors que le Tarmed devait

corriger cette injustice, que le gaspillage se généralise, tel scanner est effectué à double dans deux institutions différentes (il est demandé chaque fois par un médecin!), les patients consultent pour s'assurer qu'ils sont en bonne santé, tel directeur de caisse maladie gagne 1 million de francs par année, la classe politique tourne en rond.

Il n'y a aucun contrôle des dépenses. La seule mesure que l'on prenne est d'augmenter les primes d'année en année. Comme si un salarié demandait à son patron d'augmenter chaque année son salaire parce qu'il dépense sans compter.

Il y a urgence. Cela n'est plus tenable pour un nombre toujours plus grand d'assurés. Le 9 juin dernier, le peuple a rejeté l'initiative «Pour des primes plus basses. Frein aux coûts dans le système de santé» par 62,8%. Un contre-projet va entrer en vigueur qui demande au gouvernement de fixer des objectifs de coûts et de qualité pour une période de quatre ans après avoir consulté les assureurs, les assurés, les cantons et les prestataires, mais point de mesures contraignantes.

Ces acteurs ne se sont pas entendus jusqu'à présent. Croyez-vous que par un tour de passe-passe ils vont se mettre d'accord? On a fini de rêver! Sans prendre des mesures immédiates et efficaces, on va au-devant d'une grave crise sociale.

Face à cette inactivité, il n'y a qu'une mesure, certainement imparfaite: un frein aux coûts de la santé tiré par le Conseil fédéral. Le gâteau cessera de grandir, et les partenaires devront se répartir des tranches plus petites. Mais contrairement à ce que prétendent les opposants, personne ne va mourir de faim. Il faudra se serrer un peu la ceinture. C'est bon pour la ligne, pour la santé et les finances! ■

## Bürgenstock, un échec lourd de sens

CHRONIQUE



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON  
ENTREPRENEUSE ET ESSAYISTE  
MH.MIAUTON@BLUEWIN.CH

Il y a deux semaines dans cette colonne, je m'interrogeais sur la pertinence du sommet organisé par la Suisse au Bürgenstock à la demande de Volodymyr Zelensky, et promettais d'y revenir après l'événement. Etant très attachée à la Suisse, à ses institutions et à son gouvernement, il me coûte de tenir à son égard des propos critiques.

Pourtant, qui aime bien châtie bien et il convient, dans le cas présent, d'oser nommer l'échec. Un échec que la plupart des commentateurs ont contourné sous prétexte que l'initiative était méritoire, qu'il fallait bien essayer, que c'était un premier pas dans la bonne direction, etc.

Bref, ils se sont montrés lénifiants face à la vacuité du résultat et ont tenté de faire croire aux Suisses que tout cela avait un sens. Les médias internationaux, eux, ne s'y sont pas trompés et ce n'est pas flatteur pour notre pays.

A l'origine, ce n'est pas la Suisse qui a lancé l'idée, mais Volodymyr Zelensky qui en a convaincu Viola Amherd lors du Forum de Davos. Pour lui, il s'agissait de réunir le maximum de nations autour de son «plan de paix en dix points» afin d'isoler la Russie. Rien à lui reprocher. Il défend sa patrie et joue parfaitement son rôle.

Mais la Suisse, elle, aurait dû imposer d'emblée ses règles si elle voulait s'afficher comme l'intermédiaire neutre qu'elle fut très longtemps. Or, elle est entrée naïvement dans un jeu perdant, en obtempérant entre autres sur l'interdiction de convier la Russie et en centrant les débats sur la feuille de route ukrainienne.

Les 160 invitations sont donc parties aux quatre coins du monde. La participation a été jugée élogieuse, mais au-delà de ce succès numérique, certains chefs d'Etat dûment enregistrés n'ont fait qu'une apparition de politesse, comme Emmanuel Macron qui est arrivé en coup de vent samedi soir pour disparaître tôt le dimanche matin. Il est vrai qu'il a en ce moment d'autres chats à fouetter.

Quant à Kamala Harris, venue en lieu et place de Joe Biden qui ne voulait sans doute pas engager trop les USA dans ce sommet, elle est repartie très vite... Faut-il comprendre qu'un acte de présence s'imposait afin de soutenir l'Ukraine, mais que les discussions en elles-mêmes ne méritaient pas qu'on s'y attarde? Alors, trois discours et puis s'en vont!

D'ailleurs, l'analyse du communiqué final prouve que les délibérations n'étaient effectivement pas déterminantes pour dessiner les contours d'une paix juste en Ukraine. Sur les dix points proposés, seuls trois ont été retenus par les participants. L'un concerne la protection des installations nucléaires civiles, ce dont s'occupe déjà l'Agence internationale pour l'énergie atomique chargée de la centrale de Zaporijjia.

Le deuxième porte sur la libre circulation des céréales ukrainiennes. Or, le vice-ministre ukrainien de l'Economie et du Commerce assurait en février que «grâce à la situation en matière de défense et de sécurité dans la mer Noire, nous pouvons garantir la sécurité de la navigation dans les eaux territoriales ukrainiennes». Le problème semble donc être réglé.

Le troisième demande la libération complète des prisonniers de guerre, ce à quoi il faut évidemment souscrire. Mais cela se produit déjà régulièrement puisque, selon Dmytro Lubinets, commissaire ukrainien aux droits de l'homme, il y a eu 49 échanges de prisonniers depuis le début des hostilités, essentiellement sous l'égide des Emirats arabes unis.

Pourtant, malgré l'inconsistance de cette «déclaration conjointe» finale, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, la Jordanie, l'Irak, les Emirats, la Colombie, la Thaïlande, la Libye, le Mexique, le Rwanda, l'Arménie ou le Bahreïn ont refusé de la signer.

En résumé, la Suisse s'est laissée dicter son agenda par le président ukrainien. En ameutant le ban et l'arrière-ban du gratin mondial pour un sommet auquel personne ne croyait, elle a terni son image de pragmatisme efficace. La partie adverse n'a pas eu le sentiment d'être en terrain impartial et cherchera un autre médiateur pour ses prochaines discussions. Tout cela n'est pas sans conséquence, quoi qu'on en dise. La confiance en une Suisse neutre capable de négocier habilement a été entachée, ce qui marque un tournant dans son positionnement international. ■

PODCAST



Le Vert Nicolas Walder, l'homme qui monte dans un parti qui baisse. Il est l'invité de *Sous la Coupole*, au micro de Nicolas Lamon et Romain Clivaz. Au programme: négociations Suisse-UE. Répliques politiques du séisme Nemo à l'Eurovision. Condamnation pour inaction climatique à Strasbourg. Le Carougeois est sur tous les fronts.

www.letemps.ch/  
podcasts



# Fracture numérique: évitons une société à deux vitesses!

OPINION

En Suisse, il n'existe que peu de statistiques sur l'illettrisme numérique, ou fracture numérique. Si les experts estiment que la tendance toucherait une personne sur dix dans notre pays, un récent article du *Temps* indiquait que plus de 30% des personnes interrogées se sentaient démunies pour accomplir des tâches quotidiennes, dans un monde qui se numérise de plus en plus.

Et qu'on ne s'y trompe pas, il n'est pas question ici de jeux numériques ou de réseaux sociaux, mais bien de l'exécution de tâches indispensables, comme l'achat de billets de transport ou l'exécution de tâches administratives. D'ailleurs, la levée de bouilliers qui a lieu à chaque fois qu'une société de transport supprime des automates à billets, au motif que les gens peuvent acheter leurs billets avec leur smartphone, illustre bien la problématique.

Quand on parle de fracture numérique, on pense très souvent aux personnes peu formées, aux personnes âgées, ou encore aux personnes souffrant d'un handicap. Il s'agit là sans aucun doute de catégories de personnes particulièrement à risque. Mais si plus de 30% des personnes se déclarent démunies, il est évident non seulement que la problématique touche bien au-delà de ces catégories dites à risque, mais aussi, qu'il ne s'agit pas d'un épiphénomène.

En outre, à côté du manque de connaissances en tant que tel, il faut aussi mentionner le problème lié à l'accessibilité de certaines technologies. Lorsqu'il faut scanner un code QR pour aller sur un site internet, qui lui-même comprend des renvois sur d'autres sites, cela devient rapidement problématique pour des personnes malvoyantes.



CÉLINE WEBER  
CONSEILLÈRE NATIONALE (VERT LIBÉRALE/VD)

**Il y a aussi les  
conséquences  
psychologiques...  
Souvent ces personnes  
se sentent exclues  
de la société**

Or les conséquences pour les personnes concernées ne doivent pas être sous-estimées. Il y a d'abord les conséquences purement matérielles ou logistiques, qui compliquent le quotidien, comme le fait de devoir demander à une connaissance d'acheter un billet de train pour soi, ou de payer des factures (à cause d'une méconnaissance de l'utilisation du code QR), plutôt que de pouvoir le faire spontanément soi-même.

Mais il y a aussi les conséquences psychologiques liées au fait que souvent ces personnes se sentent exclues de la société, ou qu'elles ont le sentiment d'être dépendantes, d'être des assistés.

Alors que faire? En avril dernier, le parlement a accepté mon postulat deman-

dant au Conseil fédéral d'une part, d'analyser, à l'aide des cantons, le pourcentage et les catégories de personnes concernées par la fracture numérique, que ce soit au niveau des connaissances, ou de l'accessibilité aux technologies, et, d'autre part, de proposer les types de mesures à mettre en place pour venir en aide à ces personnes.

Certes, en Suisse, la mise à niveau des connaissances relève avant tout de la responsabilité individuelle des personnes. Et ni la Confédération ni les cantons ne sauraient se substituer à cette responsabilité. Ceci étant, la numérisation galopante des procédures, qui envahissent notre quotidien et qui simplifient la vie de nombreuses personnes, ne relève pas d'un choix individuel.

Invoyer dès lors la seule responsabilité individuelle pour laisser 30% des personnes qui se sentent démunies se débrouiller par elles-mêmes serait une excuse trop facile pour ne rien faire. Ne pas s'en préoccuper revient à prendre le risque de créer une société à deux vitesses. Il ne s'agit pas d'exiger de la Confédération qu'elle mette en place des cours à tout-va pour expliquer comment fonctionne une plateforme de streaming ou comment poster une vidéo en ligne. Le secteur privé s'en charge très bien et ne saurait être concurrencé à l'aide de deniers publics.

Il s'agit d'analyser quelles sont les populations concernées par la fracture numérique, et comment on peut leur venir en aide, afin de leur permettre de disposer des connaissances nécessaires pour pouvoir remplir leurs obligations légales, et de ne pas perdre leur indépendance. Car il est de notre devoir de ne pas laisser ces personnes finir au ban de la société! ■



# Coup de tonnerre dans le ciel de la santé

**ASSUREURS MALADIE** Treize caisses, qui représentent plus de 90% du marché, ont décidé de quitter Santésuisse et Curafutura pour créer une nouvelle association. Ce mouvement signe la fin des deux faïtières bernoises

ANNICK CHEVILLOT, BERNE  
 ✕ @chevillot\_a

Ça grenouillait depuis de nombreux mois: le coup de semonce a été tiré par l'assurance maladie KPT en novembre dernier. Le patron de la caisse bernoise, Thomas Harnischberg, décidait de quitter Curafutura. Alors, il avait été explicite: il faut resserrer les rangs et en finir avec la guéguerre que se livrent les deux faïtières d'assurance maladie Santésuisse et Curafutura.

Sept mois plus tard, c'est la quasi-totalité de la branche qui claqué la porte des deux organisations. A la manoeuvre: six caisses, rejointes le mercredi 19 juin par sept autres entreprises. Ce jeudi, elles sont donc 13 assureurs maladie à quitter leurs vaisseaux amiraux respectifs pour créer une nouvelle association faïtière. Sur 39 sociétés actives dans ce secteur, ces treize-là représentent plus de 90% du marché. Autant dire que le mouvement est majeur. Assura, Atupri, Concordia, CSS, EGK, Groupe Mutuel, Helsana, KPT, ÖKK, Sanitas, Swica, Sympany et Visana se lancent donc ensemble dans une nouvelle aventure dès le 1er janvier 2025.

## Parler d'une seule voix

«La démarche est commune à pratiquement tous les assureurs d'importance, et la porte est ouverte aux autres assurances qui désireraient nous rejoindre, explique Thomas Boyer, directeur du Groupe Mutuel. C'est aussi un message très positif que nous lançons à la branche: désormais, nous allons parler d'une seule voix.» Une nécessité, voire une urgence, dans le secteur: «Le système de santé va dans le mur, ajoute le directeur. Il a besoin d'actions fortes, pas de deux faïtières qui génèrent de la confu-



L'objectif affiché par la nouvelle faïtière des assureurs maladie est, notamment, de défendre les intérêts des payeurs de primes. (THONEX, 4 JUIN 2024/NORA TEYLOUNI/LE TEMPS)

sion là où l'union est nécessaire. Maintenant que nous avons réglé nos problèmes internes, nous sommes disponibles pour devenir une force de proposition d'autant plus crédible qu'elle est unie. Cela va faciliter nos efforts pour proposer des réformes avec les autres acteurs du système de santé.»

Cette révolution est aussi l'aveu d'un échec: celui de ne pas avoir réussi à rapprocher les deux associations, ni à les fusionner. Face au mur des dissensions internes, les plus grandes caisses du pays

ont pris l'initiative et décidé de renverser la table. «C'est important pour nous de partir d'une feuille blanche, ajoute Thomas Boyer. L'historique et le poids des deux faïtières ne permettaient pas d'avancer. Pour jeter des ponts vers les autres acteurs du système, il est important de chercher le compromis.»

L'objectif de la nouvelle faïtière est de défendre les intérêts des payeurs de primes, lutter contre l'explosion des coûts tout en conservant le système

libéral actuel, qui doit aussi être capable de garantir une santé durable, finançable et de haute qualité. «Et il faut aller vite sur ces points», renchérit le directeur général du Groupe Mutuel. En creux, Thomas Boyer signale qu'il n'est plus possible de passer plus de dix ans à se déchirer sur le financement des soins (EFAS), ni de se livrer à une lutte fratricide sur le nouveau tarif médical qui entrera finalement en vigueur le 1er janvier 2026 et qui est le fruit d'un compromis arra-

ché par le Conseil fédéral et non par la branche.

Le mouvement étant lancé, il reste désormais à trouver un nom à cette nouvelle faïtière, un siège, la dotation de statuts et d'objectifs clairs permettant de dégager des majorités évidentes au sein de la faïtière. D'une certaine manière, la branche de l'assurance maladie quitte l'adolescence et ses crises pour entrer dans l'âge adulte, plus mature.

Les conséquences d'une telle décision sont évidemment lourdes

pour Curafutura et Santésuisse. Leurs membres renonçant à leurs affiliations existantes, les deux associations n'ont plus de raison d'être. Une cessation d'activité de Curafutura à la fin de l'année est inévitable, mais les missions de Santésuisse sont plus complexes que celle de son concurrent et ne se réduisent pas qu'au lobbyisme politique, à l'élaboration d'études et de projets législatifs.

## Une nouvelle direction

Le groupe Santésuisse emploie quelque 200 personnes – contre 16 chez Curafutura – et gère des tâches communes à tous les assureurs: Tarifsuisse SA négocie les tarifs dans l'assurance de base dans toutes les régions linguistiques, Sasis s'occupe des solutions électroniques de la branche et la Fédération suisse pour tâches communes des assureurs maladie (SVK) propose des services pour le traitement et le suivi des patients atteints de certaines maladies. Le groupe est donc à l'aube d'une réorganisation. L'entité technique ne sera pas reprise par la future faïtière, qui se concentrera sur les affaires publiques et politiques.

Enfin, la direction de la nouvelle association sera revue. Les deux directeurs concernés par cette rupture – Verena Nold pour Santésuisse et Pius Zängerle pour Curafutura – ne reprendront pas la tête de la nouvelle organisation. Thomas Boyer se veut néanmoins rassurant: «Verena Nold pourrait avoir un rôle dans les activités de services tels que Sasis et Tarifsuisse, qui sont actuellement sous l'égide de Santésuisse. La nouvelle association représente également une perspective passionnante pour les employés actuels des deux entités. Elles comptent d'excellents spécialistes qui pourront rejoindre la nouvelle faïtière, s'ils le désirent.» ■

## A Genève, la caisse publique compromise

**PROJET** Le conseiller d'Etat Pierre Maudet a remis un rapport au Grand Conseil sur la faisabilité de créer une caisse d'assurance maladie cantonale publique. L'analyse conduit à de grands écueils et privilégie un réseau de soins, sur le modèle développé dans le Jura bernois

MARC GUÉNIAT

Durant la campagne qui l'a mené au Conseil d'Etat, Pierre Maudet promettait de réaliser à Genève une caisse d'assurance maladie cantonale publique. Ceux qui l'ont élu sur cette base pourraient bien déchanter, car sa faisabilité paraît compromise. C'est ce qui transparaît du rapport, remis mercredi par le gouvernement au Grand Conseil, sur la motion, adoptée en octobre dernier, invitant l'exécutif à «évaluer la possibilité» de créer une telle entité. On se souvient d'ailleurs que, peu avant les élections, le magistrat socialiste Thierry Apothéloz avait qualifié, dans nos colonnes, le projet de Pierre Maudet de «miroir aux alouettes», l'«illusion démagogique» d'un combat ne pouvant se dérouler que sur le terrain de la Berne fédérale.

Certes, ce rapport constitue un «premier état des lieux» explorant des «pistes potentielles» et privilégiant une «variante possible, qui fera l'objet d'un examen plus approfondi» ces prochains mois. Mais l'optimisme ne paraît pas de rigueur. D'abord, les services de Pierre Maudet, à la tête du Département de la santé et des mobilités (DSM), rappellent que la législation fédérale, à savoir la loi sur l'assurance maladie et la loi sur la surveillance de

l'assurance maladie, ne permet pas de créer une caisse cantonale monopolistique, en évinçant les assureurs privés. Cela même dans le cadre d'un projet pilote que la Confédération accepterait de tester.

Seconde option: la caisse cantonale de compensation qu'appelait notamment de ses vœux Delphine Bachmann, conseillère d'Etat centriste. Ayant pour mission de fixer le montant des primes et de transmettre les factures aux assureurs, tout en garantissant la transparence du processus, cette caisse serait «extrêmement complexe à mettre en œuvre», souligne le DSM. Là aussi, des «modifications fondamentales» de la loi seraient nécessaires, «sans garantie de résultat». L'administration doute qu'elle contribue à faire baisser les coûts et donc les primes.

## «La seule issue réside dans la caisse publique nationale»

JEAN-MARC GUINCHARD, DÉPUTÉ DU CENTRE AU GRAND CONSEIL GÉNOVOIS

Quant à la caisse publique qui serait en concurrence avec des assureurs privés, elle serait soumise aux mêmes contraintes en termes de réserves à constituer, de fixation des primes et de personnel. D'ailleurs, de telles caisses ayant existé à Bâle-Ville et dans le canton de Vaud ont fini par être privatisées au début du millénaire. Dès lors, l'expérience est possible, mais se révèle peu probante.

«J'ai signé cette motion pour qu'on débattenne, relève le député du Centre Jean-Marc Guinchard, qui s'était joint à la formation de Pierre Maudet, Libertés et justice sociale. Mais on voit bien que la seule issue réside dans la caisse publique nationale. Comme dans le domaine des accidents, les assureurs privés continueraient leur activité profitable avec les complémentaires.»

## Modèle alternatif

Au bout du compte, le Conseil d'Etat propose de poursuivre ses travaux devant mener à une plus grande transparence dans le calcul des primes, la maîtrise des coûts et le pouvoir d'achat de la population. Cette intention peu détaillée pourrait prendre la forme d'un réseau de soins intégrés, à expérimenter durant «la deuxième partie de la présente décennie». Un modèle d'assurance «sous seing public» qui optimiserait les parcours de soins. La tâche serait déléguée à un partenaire privé et privilégierait le forfait de soins par tête, afin de réduire les coûts et inciter à l'exécution de tâches peu rentables pour les prestataires, comme la prévention. De cette façon, ce réseau offrirait des primes inférieures à la moyenne cantonale. Cette idée s'inspire, sans que cela soit dit, du modèle du Réseau de l'Arc SA, découlant d'un accord scellé en 2022 entre le groupe privé Swiss Medical Network, l'assureur Visana et l'Hôpital du Jura bernois.

Contacté, le DSM n'a pas donné suite, notamment pour préciser le calendrier de mise en œuvre de ce réseau de soins. ■

## «Nous devons sortir de nos guéguerres internes»

**GOUVERNANCE** Thomas Boyer, directeur général du Groupe Mutuel, explique en quoi l'unité fait la force pour les assureurs maladie et que des efforts seront faits pour sauver un maximum d'emplois

Qu'est-ce qui a poussé les assureurs à abandonner leurs faïtières et à en lancer une nouvelle? Parce qu'on ne peut pas continuer avec le statu quo actuel qui consiste à générer de la confusion. Nous devons sortir de nos guéguerres internes. Le constat est partagé par toute la branche. Les politiques nous demandaient avec insistance de parler d'une seule voix, tout comme les autres acteurs du système de santé. Ce ralliement autour d'une nouvelle association est une très bonne chose pour la branche et pour l'ensemble du système de santé.

Pourquoi maintenant? Parce que les dernières discussions autour d'un rapprochement voire d'une fusion de Santésuisse et Curafutura ont échoué. Et aussi parce que l'état actuel du système de santé nécessite des actions fortes et concertées pour garantir sa pérennité et sa qualité. Actuellement, le système manque de pilotage. Dans ce contexte, les assureurs doivent montrer l'exemple et se présenter de manière unie.

Pourquoi est-il capital de parler d'une seule voix? Pour être crédibles, nous devons être unis. Et nous devons chercher des solutions avec les autres acteurs. La désunion actuelle nous fait perdre en crédibilité face aux prestataires, aux politiques et aux cantons.

Les deux faïtières emploient 216 collaborateurs. Il va y avoir de la casse au niveau de l'emploi.



## «Pour être crédibles, nous devons être unis»

Comment allez-vous minimiser cela? Nous sommes au début du processus et ces questions ne sont pas encore définies. Mais l'attitude la plus intelligente à ce stade est d'essayer de sauver le maximum d'emplois. Santésuisse et Curafutura ont fourni un travail de qualité et comptent de nombreux collaborateurs de qualité. On va avoir besoin de leur expertise.

De plus, la large majorité des employés de Santésuisse travaillent dans des sociétés qui fournissent des services à l'ensemble de la branche et ne sont pas concernés par la nouvelle association faïtière qui se concentre sur les enjeux politiques du système de santé.

Est-ce que la contraction du marché de l'assurance maladie, qui est passé de 62 caisses en 2014 à 39 en 2024, joue un rôle dans cette décision? Ce n'est pas un élément qui a guidé nos réflexions. Nous ne nous sommes pas posé ces questions-là. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR A. CT

INTERVIEW



# «S'ils volent le scrutin, nous nous battons»

**GÉORGIE** Depuis l'adoption de la loi sur «l'influence étrangère», la société civile et l'opposition sont victimes de violences et redoutent la dérive autoritaire du parti au pouvoir. Un seul espoir subsiste: les élections législatives d'octobre

TEXTE ET PHOTOS: CAMILLE PAGELLA,  
DE RETOUR DE TBILISSI  
X @CamillePagella

En Géorgie, la société civile est sous attaque. Ce matin de juin dans les cafés de Tbilissi, ils ne parlent que de ça. Un activiste a été envoyé à l'hôpital le nez cassé après avoir été passé à tabac alors qu'il rentrait chez lui quelques heures plus tôt. Tous pointent du doigt la responsabilité de Rêve géorgien, le parti au pouvoir, y voyant une campagne d'intimidation ciblée. Car depuis l'adoption de la loi controversée sur «l'influence étrangère» qui oblige toutes les ONG ou médias à s'étiqueter comme «agent de l'étranger» et à se soumettre à un contrôle administratif accru si plus de 20% de leur financement provient de l'international, les menaces se multiplient. Beaucoup craignent que la loi serve à réprimer l'opposition à quelques mois des législatives.

Dernière tendance en date? Peindre en rouge les mots «Ici réside un agent de l'étranger qui vend le pays» sur les murs des sièges de différentes organisations. «Mais il y a aussi ces numéros aux indicatifs éthiopiens ou égyptiens qui nous appellent continuellement pour nous insulter et nous menacer», explique Teo Kavtarashvili, à la tête de l'ONG TechGOGO, une association qui forme les femmes des zones rurales du pays aux métiers du digital. De son côté, suivant de près les menaces qui pèsent sur la société civile, le service du chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borrell a «déploré» le nombre croissant d'actes d'intimidation et d'agressions physiques signalés en Géorgie contre l'opposition, des activistes et journalistes, appelant les autorités géorgiennes «à mettre un terme à ces évolutions négatives et à enquêter de manière approfondie et en temps utile sur les actes de violence et d'intimidation documentés.»

**«Nous nous attendons à ce que beaucoup de jeunes aillent voter, il le faut absolument ou alors c'est la fin de la partie»**

ATINA BREGVADZE ET TEKLA TEVDORASHVILI,  
COFONDATRICES DE LA PLATEFORME GRIZWAVE

Comme 200 autres ONG du pays, TechGOGO – qui reçoit principalement ses fonds de l'Union européenne (UE) –, a affirmé qu'elle ne se soumettrait pas à la loi. Malgré des conséquences lourdes: jusqu'à 25 000 laris (8 000 francs suisses) d'amende, une somme qui risque d'être doublée en cas de récidive. «Je compte sur les élections pour que les choses changent», explique Teo Kavtarashvili, qui, sans relâche, s'attelle à expliquer aux femmes qu'elle aide dans la campagne géorgienne de se rendre aux urnes. «Si Rêve géorgien vole les élections, nous nous battons. Et si cela ne donne rien, alors je quitterai mon pays avant qu'il ne devienne la Russie. L'UE est notre seule chance.» Dans le pays, plus de 80% de la population soutient l'adhésion à l'UE selon plusieurs sondages.

Fuir. Beaucoup gardent cette éventualité dans un coin de leur tête. Mais d'abord, tous misent sur les élections qui auront lieu le 26 octobre prochain et pour lesquelles la présidente Salomé Zourabichvili s'est donné la lourde tâche de rassembler l'opposition autour d'une «charte géorgienne». Le rythme des manifestations quasi quotidiennes pendant cinquante jours durant les mois d'avril et mai a ralenti et Tbilissi somnole désormais dans la torpeur de l'été. Le travail de mobilisation continue en toute discrétion. «Certains partent dans les villages pour informer la popu-



Teo Kavtarashvili dirige l'ONG TechGOGO, une association qui forme les femmes des zones rurales de Géorgie au numérique. (11 JUIN 2024)



Herman Szabo, député du parti libertaire de droite Girchi. (13 JUIN 2024)



Manu Khvitia, manifestante: «Je ne partirai pas.» (13 JUIN 2024)

lation sur les enjeux de l'élection et sur cette loi, explique l'activiste et DJ Keto Urushadze. Un de mes amis vient de rentrer de Koutaïssi avec ce message: «Victoire! Nous avons sept personnes de plus de notre côté.»

Il est 15h, Keto ouvre la porte truffée de stickers à la gloire de l'Ukraine de son magasin de vinyles, sur la rive droite de la rivière Koura qui traverse la capitale. Son magasin est resté fermé pendant des semaines. «Nous ne parlions que de la loi, nous ne pensions qu'à ça, mais il fallait bien recommencer à travailler.» Les activistes et ONG ont tout de même appelé à une nouvelle journée de mobilisation, ce jeudi. Keto, elle, a participé à toutes les manifestations, souvent en compagnie de sa mère de 57 ans et de ses amies.

«Je me souviens de chaque instant, de la violence de la police. Les forces spéciales repéraient des manifestants dans la foule, principalement des hommes, et les battaient. Et puis nous avions le droit aux canons à eau et aux grenades de gaz lacrymogène. Avec cette voix préenregistrée par haut-parleurs: «Rentrez chez vous ou nous utiliserons la force contre vous.»

Face aux allégations des manifestants, le Ministère de l'intérieur avait assuré un usage «légitime» de la force dans une «manifestation violente» et qu'il n'y avait pas de problème «de violences systémiques de la part des policiers». Quant à la loi, le parti assure qu'elle est destinée à permettre une transparence sur le financement des médias et des ONG et accuse l'opposition d'exacerber les tensions et de chercher à «harceler» ses partisans.

## Nouvelle loi contre «la propagande homosexuelle»

«La propagande de Rêve géorgien marche plutôt sur les générations plus âgées», expliquent Atina Bregvadze et Tekla Tevdorashvili, cofondatrices de la plateforme progressiste multimédia GrizWave qui cumule plus de 125 000 abonnés sur les différents réseaux sociaux. «Notre campagne qui s'axait principalement autour des questions queers, féministes et écologiques s'est transformée en une mobilisation pour inciter les jeunes à aller voter pour continuer la lutte.» Plus de 100 000 jeunes Géorgiens qui attein-

dront leurs 18 ans seront appelés pour la première fois aux urnes cette année. «Nous nous attendons à ce que beaucoup de jeunes aillent voter, il le faut absolument ou alors c'est la fin de la partie», soufflent les deux femmes. Derrière elles trône une affiche représentant un montage: sur le visage géant de Vladimir Poutine, 84 autres se distinguent en transparence, soit le nombre de députés géorgiens qui ont voté pour la loi controversée.

Outre les actes de violences qui se multiplient, la propagande anti-LGBT mise sur pied par Rêve géorgien tourne à plein régime, ce qui inquiète particulièrement Atina et Tekla. Mardi 4 juin, le parti au pouvoir a présenté un ensemble de propositions de loi visant à interdire ce qu'il qualifie de «propagande homosexuelle», écho à la législation en vigueur en Russie. Les textes proscrirent la promotion des relations homosexuelles à la télévision et dans l'éducation et bannissent les «rassemblements et manifestations» les promouvant. Ils veulent également inscrire l'interdiction du mariage et de l'adoption par des couples de même sexe dans le Code civil. «Ce qui n'a aucun

sens dans un pays où aucune loi ne l'autorise», soupire Atina.

«Aujourd'hui, pour rester au pouvoir, Rêve géorgien s'est trouvé un nouvel ennemi extérieur, comme cela se fait dans les pays totalitaires, analyse Herman Szabo, député de l'opposition. Le premier ennemi était l'ancien président Mikhaïl Saakachvili en exil en Ukraine. Aujourd'hui il est en prison et ne représente plus aucune menace. Le nouvel ennemi extérieur est devenu l'Occident, selon eux «décadent» et qui souhaite ouvrir un nouveau front en Géorgie après la guerre en Ukraine.»

**«Pour rester au pouvoir, Rêve géorgien s'est trouvé un nouvel ennemi extérieur, comme cela se fait dans les pays totalitaires»**

HERMAN SZABO, DÉPUTÉ DE L'OPPOSITION

Face au parlement sur lequel flotte un drapeau de l'UE, le politicien du parti libertaire de droite Girchi se remémore cette dernière session ubuesque. «Chaque fois que les députés posaient des questions qui dérangent Rêve géorgien, ils étaient exclus. Les vieux officiers de sécurité du parlement plaisaient même en disant qu'ils n'avaient jamais vu cela.»

Le 27 mai 2024, lors du troisième et dernier examen de la loi, les députés de l'opposition quittent l'hémicycle en signe de protestation. Herman Szabo et trois autres collègues resteront jusqu'au bout. «Nous avons tenté de faire changer d'avis des députés de Rêve géorgien jusqu'au dernier moment. Il en suffisait de neuf pour que la loi ne passe pas et que le gouvernement soit dissous.» Il n'en sera rien. A cette même date, la loi est finalement adoptée à 84 voix pour et 4 contre.

## «Les élections seront truquées»

Si les prochaines législatives représentent un réel espoir de changement, beaucoup redoutent des fraudes ou que les abus des forces de l'ordre contre des adversaires politiques et les activistes se multiplient. «Nous prenons la direction de la Russie, mais nous n'y sommes pas encore et je ne m'attends pas à un bourrage d'urne le jour de l'élection, ajoute Herman Szabo. Les résultats seront cependant truqués à cause de tout ce qu'il se passera avant. Rêve géorgien tente d'influencer la population en lui permettant d'éviter le service militaire, en offrant des remises de peines aux personnes en détention, en menaçant de supprimer des prestations de sécurité sociale ou encore en tentant de pousser les 300 000 employés de la fonction publique à voter pour eux.»

Manu Khvitia, une mère de famille de 40 ans, affirme garder espoir. «Sans cela, on ne peut pas se battre, on ne peut pas survivre. Je crois que c'est cela qui nous fait tenir. Avec l'aide de nos partenaires occidentaux, nous pourrions sortir de l'ombre de la Russie.» Une ombre que la jeune femme, qui a également participé à la Révolution des roses de 2003 qui avait abouti à la démission du président Edouard Chevardnadze, ne connaît que trop bien.

«Je ne partirai pas. A cause de mon histoire, j'ai déjà dû fuir», dit-elle. En 1993, Manu avait 9 ans lorsqu'elle a dû se réfugier avec sa famille à Tbilissi. Sur sa terre natale, l'Abkhazie, qu'elle n'a pas revue depuis, les forces indépendantistes soutenues par l'armée russe avaient rompu le cessez-le-feu en vigueur. Restée dans la région, une partie de sa famille ne lui parle jamais de l'occupation russe. «Ils ont peur.» Alors, avec ses compatriotes, Manu Khvitia a manifesté pour l'Europe. ■



4\_97816612

4\_97816612



PATEK PHILIPPE  
GENEVE



TWENTY~4 AUTOMATIQUE  
FONDEZ VOTRE PROPRE TRADITION

POUR PLUS D'INFORMATION VEUILLEZ CONTACTER UN DES PARTENAIRES  
PATEK PHILIPPE CI-DESSOUS.

CRANS-MONTANA L'Atelier du Temps SA, Rue du Prado 16 | LAUSANNE A L'Emeraude, Place St-François 12  
MONTREUX Roman Mayer, Avenue du Casino 39

4\_97816612





Evan et Erwan voteront RN aux législatives. (SEYSSSEL, HAUTE-SAVOIE, 17 JUIN 2024)



Dans ce bistrot populaire de Valsérhône (anciennement Bellegarde) dans l'Ain, les avis ne sont pas unanimes mais la désillusion est un sentiment partagé. (17 JUIN 2024)

# Cette France voisine où colère se dit RN

**ÉLECTIONS LÉGISLATIVES** Entre ras-le-bol de l'immigration et sentiment profond de déclassement, le Rassemblement national a fait un carton aux européennes dans l'Ain et dans une moindre mesure en Haute-Savoie

TEXTE: LAURE LUGON ZUGRAVU  
PHOTOS: NORA TEYLOUNI/LE TEMPS  
X @laurelugon

Elle a des choses à dire, la patronne. Mais c'est l'heure du coup de feu et les clients attendent le menu du jour: salade de museau, poulet à la crème, tarte aux abricots maison. Ils sont en bleu de travail pour la plupart et elle, en tablier chasuble. «Le seul programme auquel je crois, c'est celui de mon lave-linge! s'empare Nathalie Pillard, virevoltant entre la salle et la cuisine. Mais comme on a tout essayé, reste le RN!»

Il n'a pas fallu chercher longtemps pour rencontrer les électeurs de l'extrême droite aux élections européennes, ces 31,4% qui ont amené le président de la République à dissoudre l'Assemblée nationale et font trembler le pays à quelques jours de législatives. L'Ain, traditionnellement plutôt au centre droit, a hissé le Rassemblement national à la première place, avec 36,53% accordés à la liste menée par Jordan Bardella. Loin devant la liste Renaissance de Valérie Hayer (14,57%) et la liste socialiste-Place publique de Raphaël Glucksmann (11,60%). Si on ajoute au RN la liste de Marion Maréchal, on arrive à 42% pour l'extrême droite.

A Valsérhône, anciennement Bellegarde, le RN s'est renforcé de neuf points (34,7%) par rapport à 2019. Chez Nath, bistrot populaire, les avis ne sont pas unanimes mais

la désillusion est un sentiment partagé. Alors on renvoie à la patronne qui s'est déjà fait un nom. Invitée la semaine dernière de David Pujadas sur LCI parmi d'autres Français, la restauratrice jouit manifestement de considération, dans le quartier. Pour avoir dit avec authenticité «ce que les politiciens dans leurs prisons dorées ne voient jamais».

**«Nous, les artisans, ne sommes pas reconnus»**

La voilà qui énumère les maux de la France: «La hausse des taxes et des prix, l'insécurité, les incivilités, quand ça braille et que ça pétarade sous les fenêtres la nuit, quand ça caillasse du flic, quand on s'en prend même aux infirmières, quand on veut accueillir toute la misère du monde et qu'on est à saturation, quand on favorise l'assistanat des uns et que les autres se crévent à la tâche, quand on dénigre les métiers manuels, quand on gouverne à coup de 49,3 au lieu de s'en remettre au peuple.» Un ouvrier abonde dans son sens: il veut davantage de démocratie directe, ce que promet le RN, et trouve désolant que ce dernier soit un flot de récriminations, l'expression d'une colère dont les racines semblent plus profondes qu'un trait de caractère français qu'on qualifie volontiers, en Suisse, de râleur.

Ali, lui, ne votera pas RN le 30 juin, mais il partage ces constats. Né de parents issus de

l'immigration algérienne des années 1960, il a travaillé dur, seul actuellement dans sa petite entreprise de chauffage, «parce que cela ne sert à rien de former des jeunes qui partent en Suisse. Nous, les artisans, ne sommes pas reconnus, alors que nous sommes le réservoir fiscal de la France. Les travailleurs ne sont pas valorisés, au contraire de ceux qui ne font rien.» Son ami Mahmoud, ouvrier, énumère les subventions et avancées sociales, comme le revenu de solidarité active ou les 35 heures: «Ils ont tellement donné qu'ils ne pourront plus revenir en arrière.» Puis, ils s'inquiètent à l'idée d'une retraite misérable, comptent le nombre d'usines qui ont quitté la région et rappellent la gloire passée de leur ville, première à avoir bénéficié de l'éclairage public – même si le titre est disputé par La Roche-sur-Foron.

Ali, Mahmoud et les autres, ou l'exaspération de la France qui se lève tôt sans attirer du respect. Même l'immigration n'est plus taboue, quand bien même Ali a connu dans sa jeunesse la discrimination à l'embauche, et qu'il souffre maintenant du racisme affiché d'une corporation à laquelle il appartient par passion, les chasseurs. Giboyeur de sangliers, celui qui fut aussi premier adjoint à la mairie est un concentré apparent de paradoxes: «La génération de mes parents a été appelée par la France pour répondre à un besoin. Ils se sont intégrés. Tandis que les immigrés actuels n'ont rien à voir avec ce pays et touchent un paquet de subventions.» Ali n'est pas tendre non plus avec une certaine frange de la jeunesse qui ne s'identifie pas à son pays: «Ce qui fait monter Jordan Bardella, ce sont les jeunes Français qui brandissent des drapeaux algériens dans les stades alors que c'est la France qui joue. Si on n'aime pas un endroit, on le quitte.»

Ce n'est pas Emmanuelle, 27 ans, la fille de la patronne, qui dira le contraire. Elle a toujours voté Marine Le Pen, alors les drapeaux palestiniens qui fleurissent dans les manifestations de gauche sont un encouragement supplémentaire, s'il en fallait un: «Quand la gauche passait, la droite n'était pas dans la rue!» Puis elle ajoute, ingénue: «Et Jordan Bardella est si mignon!» A quoi cela tient...

Oui, le tiktoker du RN qui se rêve à Matignon affole une partie de la jeunesse. A Seyssel, commune à cheval entre l'Ain et la Haute-Savoie (41,74% pour le RN), Erwan et Evan, la vingtaine, racontent la recette d'un succès auquel ils ont aussi succombé: «Il a ciblé les jeunes sur les réseaux sociaux, c'était bien vu, dit Evan. Avant, cela m'aurait gêné de voter extrême droite, mais maintenant, je n'ai plus honte. Entre les «droitards», les jeunes influencés par les réseaux et les anti-Macron, le RN peut l'emporter.»

**«Ici, les gens ont peur, mais de quoi?»**

Ce qu'ils en attendent? Davantage de référendums, plus d'ordre, des politiciens issus du monde ouvrier ou indépendant. L'un travaille dans un «drive-in» du coin, les parents de l'autre sont en usine à la chaîne de montage. Ils parlent un langage qui ne semble pas de leur âge: «En dix ans, on a vu la dégradation de la région, et pourtant elle n'était pas à son prime». En France, l'autorité est dénigrée, alors qu'il en faut plus. Mais on n'a rien contre les étrangers qui saisissent les opportunités dans le respect.» De l'autre jeunesse qui défile dans les rues des grandes villes en faveur du Nouveau Front populaire, ils ne savent pas grand-chose. Histoire de classes sociales, affaire de fossé villes-campagnes, impression de relégation, sans doute.

Pourtant, dans cette charmante bourgade partagée par les eaux du Rhône, qui sent le terroir et la culture préservée, rien n'invite à imaginer un théâtre de truanterie ou d'invasion. C'est ce qui frappe Olivier, veilleur de nuit dans un EMS, Brésilien d'origine et adopté: «Ici, les gens ont peur, mais de quoi? Regardez! Nous sommes entourés de vaches et de cochons. Comme si leur bétail

ou leurs terres allaient leur être enlevés!» Le virage RN, il l'explique aussi par la «manipulation des médias» et l'influence des guerres nouvelles, ce vent de l'Histoire qui rattrape l'Europe. Il votera à gauche. Tout comme son amie Margot l'aurait fait, mais c'est un passeport rouge à croix blanche qu'elle possède. Tenancière d'une crèperie ambulante qui ne connaît pas la frontière franco-suisse, elle



A Seyssel, «en dix ans, on a vu la dégradation de la région», selon deux jeunes. (17 JUIN 2024)





confie qu'elle ne se serait pas établie ici avec sa famille si elle avait anticipé la montée du RN, qui a réussi sa banalisation. Elle y voit une menace pour les étrangers, pour les avancées sociales, même le droit à l'avortement, pourtant ancré dans la Constitution.

### «Les gens ne supportent plus qu'on crache sur le drapeau»

PAUL RANNARD, MAIRE DE LA COMMUNE DE CHÊNE-EN-SEMINE

Un peu plus loin, dans son commerce de matelas, Philippe, «droitiste» assumé, fustige les «guignols de la France insoumise qui rendraient le pays ingouvernable.» S'il refuse de nous confier la couleur de son vote, son analyse lève le doute: il fallait arrêter l'immigration avant, se préoccuper du pouvoir d'achat, mettre un frein à l'assistanat. Patriote affirmé, il raconte avoir été interpellé par une dame agacée de voir le drapeau tricolore sur son camion de livraison: «Elle m'a demandé si je n'avais pas honte! Allez vous faire soigner, j'ai répondu.» Plus loin, dans la petite commune rurale de Chêne-en-Semine, le maire, Paul Rannard, estime que la tentation de l'extrême droite vient aussi de ce que «les gens ne supportent plus qu'on crache sur le drapeau.»

#### Ce qu'on voit et ce qui couve

Au fil des rencontres, on sent sourdre l'ire d'une population en mal d'espoir et de considération de la part des élites. Même l'éventualité du chaos ne semble pas devoir freiner ce grondement qui monte des campagnes. Que la question identitaire s'invite derrière les clochers relève du contraste saisissant. Il y a ce qu'on voit et ce qui couve.

La belle ville de Gex en est l'illustration parfaite. Traditionnellement de droite, le Pays de Gex

est devenu ces dernières années une terre macroniste. Mais le RN l'a emporté aux européennes, avec 23,82% dans la sous-préfecture de Gex, comme dans 22 des 30 communes du territoire. Pourtant, cette région frontalière se porte plutôt bien, malgré des problèmes de transports, de manque de médecins et structures de soins, d'augmentation des loyers soumis à la pression suisse. Dans une boucherie de la ville, la patronne se félicite d'ailleurs de la marche des affaires. De droite, elle n'a cependant plus peur d'un «vrai changement» pour régler d'autres problèmes: les profiteurs du système, la hausse des cambriolages, la construction tous azimuts de logements sociaux, le danger de l'extrême gauche, liste-t-elle. Et que le programme économique du RN ne soit pas précisément de droite ne l'inquiète pas plus que cela, tablant sur le retour au pragmatisme une fois au pouvoir.

Prévoyant d'abord une aggravation farfelue du déficit public de 100 milliards d'euros, alors qu'il a déjà franchi la barre des 5%, le RN rétropédale de jour en jour devant l'inquiétude des milieux financiers et patronaux. La dernière estimation prévoit un déficit supplémentaire de 14 milliards, au prix de nombreux renoncements, comme la suppression de l'impôt pour les moins de 30 ans. Encore un peu et il ne restera que la baisse de TVA sur le gazole. Quant à revenir à la retraite à 60 ans, une promesse ferme du Nouveau Front populaire, le RN reste nébuleux.

#### Une identité questionnée

L'employé de la boucherie, 36 ans, n'a pas voté aux européennes mais donnera sa voix au RN le 30 juin. Un choix qu'on pourrait résumer par la perte des repères identitaires et qui tient en une anecdote, que certains qualifieront de couverture à l'intolérance et d'autres, de sensation de dépossession: «A l'école, ils ne font plus Noël, il paraît que c'est pas inclusif. C'est devenu la fête des pulls moches.» Identité questionnée, sentiment de déclassement, tissu industriel défait, immigration, défiance à l'égard des élus. C'est une combinaison de fantômes, de petits agacements et de grosses colères, ajoutés aux populismes en vogue, qui pousse même la France voisine à perdre son calme. C'est la France du grand malentendu.

Maire de Gex, Patrice Dunand ne le sait que trop. Appartenant au bloc de Laurent Waquiez (LR), dont il se félicite qu'il n'ait fait alliance ni avec le RN, ni avec Renaissance de Macron, il analyse: «A la désindustrialisation qui a conduit les ouvriers à quitter la gauche pour le RN s'ajoute un nouveau phénomène: le manque de vision politique. Cela a amené les gens, en perte de repères, au rejet.» Si Emmanuel Macron a hérité de l'incurie de ses prédécesseurs, il a échoué à convaincre d'une troisième voie en cassant la gauche et la droite, selon lui: «Le manque de choix clairs a créé un malaise profond qui pousse à une recomposition sur des socles radicaux.»

La création d'un arc républicain pour faire barrage, Patrice Dunand n'y croit pas: «Jouer des concepts contre les extrêmes, c'est illisible pour la population et destructeur. Expliquer que des formations adverses se mettent ensemble pour les élections, ça ne passe plus.» Son credo: apporter des solutions plutôt que crier au diable. Pas sûr qu'il soit encore temps. C'est pourtant ce qu'attendent trois adolescentes de 14 à 17 ans au sortir d'un examen. Deux voteraient au centre, la troisième à gauche. Familières des débats politiques, elles analysent le coup de poker de Macron, les conséquences possibles, la nécessité pour l'Europe de rester soudée alors que des guerres sont à nos portes. Le mot de la fin à l'une d'elles: «Si jamais le RN passe quand même, je pars en Suisse!» ■

### MAIS ENCORE

#### Attaque russe massive sur le réseau ukrainien

Des infrastructures énergétiques, dont une centrale, ont été endommagées en Ukraine par une importante attaque russe nocturne qui a fait sept blessés parmi leurs employés, ont annoncé hier les autorités de ce pays. Dans la foulée, la Roumanie a annoncé l'envoi d'un système de défense anti aérienne Patriot à Kiev afin d'aider son voisin à se protéger. Quant aux Etats-Unis, ils «ont pris la décision difficile mais nécessaire» de donner désormais la priorité à l'Ukraine par rapport à d'autres alliés en matière de livraison de missiles destinés à la défense anti aérienne, a dit hier un porte-parole de la Maison-Blanche. (AFP)

# Giorgia Meloni façonne une nouvelle Italie

**RÉFORME** Le gouvernement d'extrême droite veut permettre aux régions d'obtenir plus d'autonomie et prône l'élection directe du premier ministre, dans l'espoir de bouleverser le système politique

ANTONINO GALOFARO, MILAN

✕ @ToniGalofaro

«C'est un premier pas pour renforcer la démocratie, assurer la stabilité des institutions et restituer aux citoyens le droit de choisir qui les gouverne», exultait mardi la présidente du Conseil des ministres. Giorgia Meloni est convaincue de réussir là où ses prédécesseurs ont échoué, en parvenant à réformer la Constitution. Le Sénat s'est prononcé cette semaine en faveur d'un texte instaurant l'élection directe du premier ministre et neutralisant les pouvoirs du président de la République. Dans le même temps, la majorité parlementaire d'extrême droite permet aux régions de s'émanciper de Rome en réclamant davantage d'autonomie dans de nombreuses matières. Au pouvoir depuis plus de deux ans, Giorgia Meloni, dont le succès politique a été confirmé une nouvelle fois dans les urnes lors des élections européennes début juin, est bien décidée à façonner l'Italie à sa manière.

#### Une réforme aux contours encore imprécis

Et cette Italie, elle veut la gouverner après avoir été élue directement par les citoyens, dans la peau d'une première ministre aux pouvoirs renforcés. Selon le texte approuvé en première lecture par les sénateurs, la cheffe du gouvernement pourrait ainsi être élue au suffrage universel pour un mandat de cinq ans et disposerait du pouvoir de dissoudre les deux chambres si sa majorité devait lui faire défaut. Cette prérogative est aujourd'hui entre les seules mains du garant des institutions, le président de la République: en cas de chute d'un gouvernement, avant d'induire de nouvelles élections, il demande toujours au parlement de rechercher une nouvelle majorité, quitte à imposer un premier ministre «technique», comme Mario Draghi par exemple. Cette situation explique le nombre élevé d'exécutifs s'étant succédé depuis la naissance de la République italienne en 1946. Cette instabilité chronique

découle de la Constitution, conçue dans l'espoir d'empêcher le retour d'un régime autoritaire.

C'est cette Constitution que Giorgia Meloni a décidé de réformer. Son projet doit être approuvé par les deux tiers du parlement, sans quoi il sera soumis à référendum. Or pour l'heure, les parlementaires ne disposent pas d'un cadre complet: la réforme ne précise pas encore le système électoral. L'élection des parlementaires dépendra-t-elle du score des candidats de chaque parti ou coalition au poste de premier ministre? Les électeurs disposeront-ils de bulletins pour les députés, les sénateurs et le président du Conseil? La portée des changements introduits par la majorité d'extrême droite est impossible à prévoir, le texte voté au Sénat ne précisant pas encore tous les bouleversements liés à une réforme de cette ampleur. Mais l'opposition en sait assez pour dénoncer le «risque d'une dérive autoritaire», comme titrait le 19 juin *L'Unità*.

### «Le parlement courrait le risque de ne plus représenter le pays et de devenir une simple structure au service du gouvernement»

EXTRAIT D'UNE DÉCLARATION DE 180 CONSTITUTIONNALISTES DANS «L'UNITÀ»

Le projet de Giorgia Meloni provoque les mêmes craintes que la réforme de Matteo Renzi, en 2016, lorsque le premier ministre démocrate voulait abroger le bicaméralisme parfait et prônait l'élection du «maire d'Italie». Son texte avait été rejeté par près de 60% des électeurs. Le résultat l'avait poussé à démissionner. «Il existe dans la Péninsule un sentiment diffus de «peur de l'homme fort au pouvoir», depuis la chute du régime fasciste, sur laquelle l'opposition base ses arguments», commente Stefano Ciccanti, professeur de sciences politiques

à l'Université La Sapienza de Rome ainsi qu'ancien sénateur et député du Part démocrate. Ce constitutionnaliste ne veut pas dramatiser la situation et appelle l'opposition à travailler avec la majorité dans l'espoir qu'ils écrivent «ensemble les nouvelles règles du jeu». Car plutôt qu'un risque de dérive autoritaire, le professeur observe «une culture tendant à confondre l'efficacité d'un exécutif avec de l'autoritarisme». Aujourd'hui, faute d'une réforme aboutie, Stefano Ciccanti juge la critique encore «infondée». Il a donc refusé de signer la tribune de ses 180 confrères.

#### Le prix à payer

Or «l'Italie est historiquement fondée sur un système de gouvernement parlementaire, nuance Paolo Roberto Graziano, professeur de sciences politiques à l'Université de Padoue. Il est donc évident qu'une telle réforme puisse provoquer une grave blessure institutionnelle.» Le politologue attend d'avoir plus d'éléments concrets pour commenter. La réforme comme la loi sur «l'autonomie différenciée» n'auront pas un «impact immédiat». Car la même majorité s'étant prononcé en faveur de l'élection directe du premier ministre a aussi approuvé une loi permettant aux régions de demander à l'Etat davantage d'autonomie concernant 23 fonctions, comme le système sanitaire, l'éducation, l'environnement, la culture, les transports ou encore la politique énergétique. Après négociations, Rome devra accorder une plus grande liberté d'action dans l'une, plusieurs ou toutes ces matières aux gouverneurs la réclamant.

Giorgia Meloni imagine donc une Italie qu'elle gouvernera avec davantage de pouvoirs mais dans une capitale privée de nombre de ses prérogatives au détriment des régions. Elle dirigera un pays fracturé en deux, selon ses détracteurs, entre un nord plus riche, ralenti par les régions les plus pauvres, et un sud démuní. Son dessein est contradictoire car cette nouvelle loi ne réjouit en réalité que les élus régionalistes et fédéralistes de la *Lega* de Matteo Salvini, le vice-premier ministre. Il s'agit du prix à payer pour tenir sous contrôle ses alliés, maintenir soudée sa coalition des droites au pouvoir et rester au pouvoir jusqu'à l'aboutissement de sa réforme constitutionnelle. ■

# Mark Rutte, la voie royale pour diriger l'OTAN

**DÉFENSE** Surnommé «Monsieur Téflon» et réputé capable de dompter Donald Trump, le premier ministre des Pays-Bas succédera au secrétaire général Jens Stoltenberg le 1er octobre prochain. Depuis hier, il n'a plus d'adversaire

VALERIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

✕ @vdegraffenried

Mark Rutte, premier ministre démissionnaire des Pays-Bas, succédera à Jens Stoltenberg à la tête de l'OTAN le 1er octobre prochain. Hier, le dernier obstacle, en l'occurrence le président roumain Klaus Iohannis, s'est levé. Sauf incroyable surprise, Mark Rutte peut donc déjà imprimer ses cartes de visite de nouveau secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. La décision officielle, prise par consensus par les 32 Etats membres, sera annoncée ces prochains jours, bien avant le sommet annuel de l'organisation, qui se déroule du 9 au 11 juillet à Washington.

#### Un moment critique

Les chances de Klaus Iohannis, entré très tardivement dans la course, étaient dès le début proches de zéro et ce dernier a fini par en venir lui-même à cette conclusion. Il n'avait qu'un seul soutien parmi les 31 autres pays de l'OTAN: le premier nationaliste hongrois, Viktor Orban. Mais ça, c'était jusqu'à mardi: Viktor Orban a fini par faire comme les autres et se ranger dans le camp du Néerlandais. Du coup, le président roumain

n'a eu d'autre choix que de faire de même.

Mark Rutte s'impose depuis des mois comme le favori. Il prendra la tête de l'OTAN dans un moment critique, alors que la guerre en Ukraine fait rage, et avec la perspective de voir Donald Trump se faire élire une nouvelle fois à la présidence des Etats-Unis, un mois après son entrée en fonction. Un Donald Trump qui n'a cessé de souffler le chaud et le froid sur l'alliance militaire, au point que certains craignent un retrait américain.

#### «J'aime bien ce type!»

Mais avec le républicain, Mark Rutte saura y faire, agacé par «tous ces gémissements et pleurnicheries» à son propos. «Les observateurs reconnaissent que le Néerlandais est un «homme qui murmure à l'oreille de Trump», grâce à sa capacité à conclure des accords avec des hommes politiques de différents horizons, ce qui lui a même valu les éloges de l'ancien locataire de la Maison-Blanche («J'aime bien ce type!»), rappelle *Politico*. Mark Rutte, 57 ans, chef de file du VVD (Parti populaire pour la liberté et la démocratie), est premier ministre depuis octobre 2010. A quelques mois près, il se fait voler le record de longévité au pouvoir au sein de l'UE par Viktor Orban. Plus jeune, il rêvait de devenir pianiste. Et a notamment fréquenté l'IMD à Lausanne. Réputé pour son franc-parler et affichant souvent un large sourire, Mark Rutte se déplace quand il le peut à vélo et refuse de se faire accompagner par des gardes du corps. Mais en septembre 2021, menacé

par la Mocro Maffia dans le cadre d'investigations sur le trafic de cocaïne qui touche très fortement les Pays-Bas, il a dû revoir sa sécurité.

#### Des F-16 pour l'Ukraine

Le 10 juillet 2023, il a annoncé son retrait de la vie politique et la tenue d'élections législatives anticipées, trois jours après l'implosion de son gouvernement de coalition quadripartite. Surnommé «Monsieur Téflon», parce qu'aucune difficulté ne semble l'atteindre, il était menacé par une motion de censure, chahuté à propos de la politique migratoire. S'il est toujours en place, c'est parce qu'un nouveau gouvernement n'a été formé qu'il y a quelques jours, après des mois d'âpres tractations, et prêter serment le 2 juillet.

Mark Rutte, qui se décrit comme un «célibataire heureux», n'est officiellement candidat au poste de l'OTAN que depuis novembre. C'est lui qui a poussé en faveur de la livraison d'avions de combat F-16 à l'Ukraine. Mais sa position à l'égard d'Israël lui vaut des critiques, les Pays-Bas ayant récemment autorisé la livraison de pièces et d'équipements pour des avions de chasse F-35 de l'armée de l'air israélienne, sans garantie qu'ils ne soient utilisés pour le bombardement de populations palestiniennes. Il n'a pas non plus montré beaucoup d'empressement à répondre aux exigences de l'OTAN de consacrer 2% du PIB aux dépenses militaires. Mais l'objectif a fini par être atteint cette année. Juste avant qu'il n'accède au poste de secrétaire général. ■



# Retour à Pramont pour un jeune très déboussolé

**DÉTENTION** La défense de ce garçon perturbé parvient à lui éviter la réintégration dans un «petit internement». Il retrouve le centre éducatif pour jeunes en Valais et le Service d'application des peines genevois est prié de s'activer en vue de la prochaine sortie

C'est un peu le monde à l'envers. Chris, de son prénom d'emprunt, est content d'être de retour au centre éducatif fermé de Pramont (VS) d'où il était sorti le 29 avril 2023 avant de retrouver tous ses démons. Une liberté sans filet qui s'était transformée en véritable descente aux enfers pour ce jeune homme perturbé et prompt à consommer toutes sortes de drogues.

Un discours délirant et des menaces avaient conduit les premiers juges à révoquer sa conditionnelle et à ordonner une mesure institutionnelle. Saisie d'un appel, la Cour a suivi la défense et préféré un placement pour jeunes adultes malgré l'âge et l'état psychique instable de l'intéressé.

## «Enormes souffrances»

Dans son arrêt du 11 juin dernier, la Chambre pénale d'appel de révision de canton de Genève prononce cette réintégration jusqu'au 25 avril 2025, date du 30e anniversaire de Chris. L'âge limite pour une telle mesure. D'ici là, le Service d'application des peines et mesures (Sapem) est prié «d'anticiper cette date» et «d'entreprendre dès maintenant toute démarche pour préparer la sor-

tie» afin «de prévenir une dégradation telle que constatée depuis sa libération conditionnelle». Le message est clair.

C'est une victoire pour la défense, représentée par Mes Saskia Ditisheim et Lukaz Samb, qui arrivent ainsi à éviter un retour à cette case prison où Chris avait déjà passé six longues années avant de prendre le chemin de Pramont et d'y rester encore deux ans. Les indéniables progrès accomplis là-bas devaient encore être accompagnés à l'extérieur au sein d'une institution adéquate. Mais, faute de place, le jeune homme avait erré entre le domicile de sa mère et des chambres d'hôtel, avec quelques contrôles aux toxiques et entretiens en guise d'accompagnement.

Le jour de l'audience d'appel, la défense, qui s'était elle-même démenée pour lui trouver à nouveau une place à Pramont, a plaidé avec conviction pour cette solution. Absent de l'audience et interpellé à ce sujet, le Ministère public s'en est rapporté à la décision des juges. Celle-ci a été prise rapidement afin de ne pas perdre la «réservation» si convoitée.

«Mon mandant est heureux et soulagé de réintégrer Pramont. C'est dire à quel point son chaos mental et physique avait atteint son paroxysme. Cette sortie non préparée lui a causé d'énormes souffrances. Il se reconstruira à Pramont et une nouvelle chance sera donnée au Sapem pour revoir sa copie», réagit Me Ditisheim. A vérifier dans quelques mois. ■ FA.M.

## MAIS ENCORE

**Une autre plainte de Migros contre Damien Piller a été classée**

Le Ministère public fribourgeois a classé une deuxième plainte de Migros Neuchâtel-Fribourg contre Damien Piller, celui-ci n'ayant commis aucune infraction pénale. Le géant orange reprochait à l'homme d'affaires de lui avoir fait perdre près de 10 millions de francs dans une transaction immobilière à Granges-Paccot en 2016, d'avoir tenté, en décembre 2018, d'acheter à Migros un terrain à Romont pour une valeur de 2 millions inférieure à sa valeur réelle, a indiqué hier le Ministère public. (ATS)

# Affaire des écoutes: Pierre Aubert reste aux commandes

**GENÈVE** La demande de récusation formée contre le procureur extraordinaire par un des promoteurs plaignants est rejetée. Le magistrat pouvait répondre aux médias, même s'il aurait été plus prudent de ne pas le faire

FATI MANSOUR

✉ @fatimansour

Le procureur extraordinaire Pierre Aubert, chargé d'enquêter sur la fameuse affaire des écoutes de conversations entre des promoteurs genevois et leurs avocats, garde la main sur le dossier.

La Chambre pénale de recours vient de rejeter une demande de récusation formulée par l'une des cibles de cette surveillance secrète qui lui reprochait sa partialité, notamment en lien avec certaines déclarations publiques. «Même s'il aurait été plus prudent que le cité s'abstienne de tout commentaire à ce stade de la procédure, le seul fait qu'il ait répondu aux questions des médias ne le rend pas suspect de prévention», souligne l'arrêt rendu le 17 juin dernier.

Pour rappel, le magistrat neuchâtelois, Pierre Aubert, vertement critiqué par les avocats des promoteurs au moment d'annoncer son intention de classer la plainte déposée contre l'ancienne procureure et contre l'inspecteur principal qui s'était occupé des écoutes, avait expliqué à Blick.ch que l'erreur procédurale était établie, mais que le dessein de nuire lui semblait faire défaut. Il avait aussi remis en contexte une vieille déclaration où il disait avoir accepté d'être



PIERRE AUBERT  
MAGISTRAT NEUCHÂTELOIS

candidat à ce poste nouvellement créé pour «rendre service» à son collègue Olivier Jornot, le canton ayant de la peine à recruter des volontaires.

La demande de récusation n'a pas tardé. Dans sa requête, Me Nicola Meier a rappelé que le magistrat est soumis au secret de fonction, contrairement à l'avocat qui est libre de ses propos et ne s'en prive pas. A ses yeux, les déclarations du procureur extraordinaire pouvaient à tout le moins donner l'apparence d'une prise de position définitive sur ce dossier ainsi que d'une bienveillance à l'égard de son collègue genevois, alors qu'il avait été précisément élu pour garantir une indépendance dans les affaires impliquant des membres du parquet.

Autant d'arguments écartés. L'arrêt, publié sur le site internet du pouvoir judiciaire, souligne que la présente affaire avait déjà fait l'objet de nombreuses communications et que le seul fait de répondre aux médias ne rendait pas le magistrat suspect de prévention.

Les propos dénoncés ne faisaient que confirmer les motifs de l'avis de prochaine clôture, sans préjuger du sort qui serait réservé aux réquisitions de preuve des plaignants. En résumé,

Pierre Aubert n'est pas sorti du cadre légal en s'adressant aux médias, ni n'a préjugé de sa décision ultérieure.

S'agissant de «rendre service» au procureur général, l'arrêt précise que la récusation d'un magistrat s'impose lorsque celui-ci entretient un rapport d'amitié étroit avec une partie ou son conseil. En l'occurrence, Olivier Jornot n'est pas partie à la procédure.

**«Il aurait été plus prudent que le procureur s'abstienne de tout commentaire à ce stade de la procédure»**

LA CHAMBRE PÉNALE DE RECOURS

Quoi qu'il en soit, ajoute la Cour, «rendre service» à quelqu'un signifie lui être utile, l'aider. «Il n'y a, dans cette intention à l'égard d'un collègue d'un autre canton, rien qui porte atteinte à l'indépendance d'un magistrat, donc à celle du procureur extraordinaire cité. Ce d'autant que le cité a été désigné à cette fonction, dans la procédure par le président du conseil supérieur de la magistrature et non par le procureur général genevois.»

La décision peut être contestée devant le Tribunal fédéral. ■

# Au Tessin, l'enquête sur l'affaire Gobbi est close, mais la polémique demeure

**JUSTICE** Le Ministère public a reconnu deux agents coupables de traitement de faveur envers le conseiller d'Etat Norman Gobbi, à la suite de l'accident de la route dans lequel il a été impliqué en novembre dernier. Les députés attendent que celui-ci s'explique devant le parlement sur les questions restées en suspens

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, LOCARNO

L'enquête sur la gestion de l'accident de la route survenu au conseiller d'Etat Norman Gobbi le 14 novembre dernier en haute Léventine est close. C'est ce qu'a annoncé la semaine dernière le procureur général du Tessin, Andrea Pagani. Ce soir-là, le directeur du Département des institutions, qui chapeaute la police, a été impliqué dans un incident sans conséquences graves dont il n'était pas responsable; l'autre partie aurait reconnu sa propre responsabilité. L'enquête concernait trois agents.

Des lettres anonymes provenant du milieu policier et envoyées aux médias ainsi qu'au Ministère public ont ensuite appris à la population que le conseiller d'Etat aurait notamment été soumis à un premier test d'alcoolémie, qui s'est révélé légèrement au-dessus de la limite.

Un second test aurait été effectué, dont le résultat était dans la norme. Mais il aurait été fait plus de deux heures après l'incident, alors qu'à ce stade, un contrôle sanguin aurait été requis.

**Une analyse sanguine qui n'a pas été ordonnée**

Au terme de l'enquête pénale, deux des trois policiers intervenus le 14 novembre ont été reconnus coupables de traitement de faveur envers le conseiller d'Etat. Ils seront jugés devant la Cour pénale. Le Ministère public estime qu'ils auraient tenté de favoriser le conseiller d'Etat. Pour le



**«Je compatis humainement avec ces agents, en exprimant ma pleine confiance dans la justice»**

NORMAN GOBBI,  
CONSEILLER D'ÉTAT TESSINOIS

troisième, le magistrat a envisagé un décret de révocation.

Le Tribunal pénal tentera d'éclaircir pourquoi une analyse sanguine n'a pas été ordonnée dans un deuxième temps, comme l'exige la loi. Selon une des avocates de la défense, Me Maria Galliani, il s'agissait d'une pratique en vigueur depuis un certain temps. «Si l'on dépasse de quelques minutes l'épreuve probatoire, sous certaines conditions, l'incident est clos et la prise de sang n'a pas lieu.»

Malgré la fin de l'enquête pénale, pour plusieurs parlementaires, de nombreuses questions demeurent en suspens. C'est le cas pour Fiorenzo Dado, président du Centre tessinois, qui a rendu l'affaire publique avec le dépôt d'une interpellation parlementaire. Le procès des deux agents devra permettre d'apprendre les détails de cette histoire. «En attendant, un élément laisse les citoyens perplexes, dit

le politicien, le procureur a reconnu qu'il y a eu traitement de faveur, mais apparemment, personne n'en aurait bénéficié! Norman Gobbi devra répondre devant le Grand Conseil de façon très précise à mon interpellation.» Cela aura vraisemblablement lieu lors de la session parlementaire d'automne.

Depuis le 27 mars, sous pression, le conseiller d'Etat s'était temporairement auto-suspendu de toute responsabilité politique au sein de la police cantonale. Via un communiqué, il a d'ailleurs indiqué avoir pris connaissance de la décision du procureur général. Cette dernière «clôt définitivement toute hypothèse d'implication de ma part dans l'intervention de la police cantonale suite à l'accident survenu en novembre 2023 et qui réfute toutes les déductions et calomnies dont j'ai fait l'objet», écrit notamment le ministre.

**Les policiers sont «des proies faciles»**

Norman Gobbi ajoute avoir pris note du fait que le procureur estime que le comportement de deux policiers intervenus devrait être évalué par un juge: «Je compatis humainement avec ces agents, en exprimant ma pleine confiance dans la justice, ainsi que dans le corps de la police cantonale et tous les agents.»

Pour sa part, le syndicat des policiers OCST déplore que les deux policiers condamnés, «des proies faciles», paient le prix fort dans cette affaire. Son secrétaire, le conseiller national (Centre) Giorgio Fonio, estime que «le pire scénario est en train de se réaliser: les policiers risquent d'endosser la responsabilité, même pénale, d'une affaire qui a été difficile pour eux dès le premier instant. J'espère que ces derniers recevront le soutien nécessaire et que le sentiment général d'abandon que les forces de police ont connu ces derniers mois ne sera pas alimenté». ■

## EN BREF

### L'Ouest lausannois sécurise ses rivières face aux risques de crues

Destiné à protéger l'Ouest lausannois contre les crues et à renforcer la biodiversité, le projet Broye-Chamberonne a été présenté hier. Il prévoit notamment le percement d'une galerie souterraine de 2 kilomètres pour le ruisseau de Broye. Cet ouvrage sera creusé entre Prilly et le site de l'Université de Lausanne (Unil), où «un exutoire» le reliera à la Chamberonne. D'un diamètre de 3,6 mètres, la galerie sera percée à une profondeur moyenne de 19 mètres, a indiqué hier l'Etat de Vaud. Cette galerie va récolter les eaux claires du bassin-versant du ruisseau de Broye, ce qui permettra de réduire «durablement» le risque d'inondations, notamment dans le périmètre de la gare de Renens. ATS

### Le nombre de changements de sexe a diminué en 2023 d'après l'OFS

Les changements de sexe inscrits à l'état civil étaient nettement moins nombreux l'an passé en Suisse. Après avoir été facilitées par une nouvelle loi entrée en vigueur début 2022, les inscriptions sont tombées à 713 en 2023, contre 1177 l'année précédente (-39,4%). En 2023, on dénombrait 332 modifications de sexe inscrit «homme» à sexe inscrit «femme» et 381 de sexe inscrit «femme» à sexe inscrit «homme», indique hier l'Office fédéral de la statistique. Trois quarts de ces changements surviennent chez des personnes âgées de 15 à 29 ans. Dans la classe d'âge des 15 à 19 ans, on dénombre 217 inscriptions de changement de sexe, 199 pour les 20-24 ans et 117 parmi les 25-29 ans. ATS

### Une voie de médecine générale est testée aux urgences de Sion

Des médecins généralistes de garde prennent désormais en charge des personnes arrivées aux urgences de l'Hôpital de Sion en soirée pour une situation non urgente. Un projet pilote testé durant quatre mois et qui doit contribuer à désengorger le service. La mise en place de cette voie de médecine générale aux urgences (VMGU) «est le fruit d'un long travail» entre les différents partenaires impliqués, a indiqué hier le chef du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture. Le canton a approché des médecins généralistes des cercles de garde de Sierre, Sion et Martigny pour mettre sur pied cette expérience pilote. ATS



# Le Jura, l'exception au «Sonderfall» helvétique

**INDÉPENDANCE** L'ancien évêché de Bâle a été annexé en 1815 par la volonté des vainqueurs de Napoléon. Seule minorité soumise à un diktat, une partie des Jurassiens gagna son autonomie cantonale par un vote unique. C'était il y a 50 ans. Ministre du premier gouvernement, Pierre Boillat revient sur cet événement

FRÉDÉRIC KOLLER  
 @frederickoller

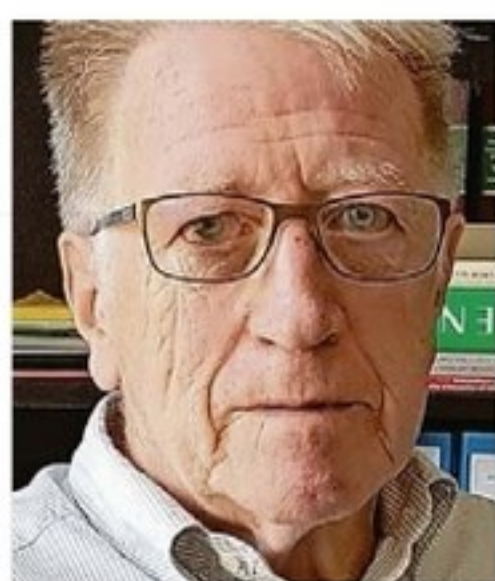
Le 4 juillet 2023, Yang Xiaokun, représentant spécial pour les droits de l'homme du Ministère chinois des affaires étrangères, se rendait à Delémont. Qu'est-ce qui pouvait bien amener l'émissaire d'un pays de 1,4 milliard d'habitants dans la paisible cité où l'attendait le gouvernement d'un canton de 73 000 habitants? La réponse tient en deux mots: la «Question jurassienne».

Après plusieurs années d'interruption, la Suisse et la Chine relançaient ainsi leur dialogue sur les droits de l'homme. L'occasion pour Berne d'expliquer «la manière dont la Suisse a géré le conflit politique interne qu'a été la création du canton du Jura ainsi que le rattachement de Moutier à ce dernier», selon les termes du communiqué du DFAE. La Chine est peuplée de 56 ethnies comprenant 55 «minorités nationales» dont deux au moins, les Ouïghours et les Tibétains, sont en révolte. Le Parti communiste chinois, dominé par l'ethnie han, ne pourrait-il pas s'inspirer de la méthode confédérale pour gérer ses «minorités»?

Les Jurassiens ne sont peut-être pas les Tibétains de la Suisse, mais l'histoire de leur lutte pour arracher la reconnaissance de leur canton n'en est pas moins révélatrice d'un certain génie helvétique: l'intégration pragmatique des minorités. Au fil des ans, pas moins d'une douzaine de délégations de pays en proie à des conflits internes ont fait le détour de Delémont: Sri-Lankais, Philippines, Sud-Africains, Arméniens, Libanais, Ukrainiens, Somaliens, Espagnols ou Catalans sont venus étudier le laboratoire jurassien. «La visite la plus marquante a été celle de parlementaires irakiens, en 2006. Ils étaient une cinquantaine», indique Julien Hostettler, responsable de la communication du canton.

## Annexion à la France, puis à la Suisse

«C'était bien vu», commente Pierre Boillat, l'un des cinq membres du premier gouvernement jurassien entré en fonction en 1979 qui rappelle que «le canton du Jura est le seul à avoir été constitué à la faveur d'une votation populaire». Alors que l'on fête ce week-end le cinquantième anniversaire du scrutin d'autodétermination du 23 juin 1974



**«L'équation était simple: continuer de se plier aux lois imposées par Berne, ou prendre en mains son propre destin»**

PIERRE BOILLAT, MINISTRE DU PREMIER GOUVERNEMENT JURASSIEN

qui amènera à la création du 26e canton de la Confédération, l'ancien ministre de la Santé et militant autonomiste évoque les spécificités de ce combat. Deux dates sont importantes. 1815 d'abord et le Traité de Vienne. Napoléon est défait, les puissances victorieuses restaurent en partie l'ordre ancien et réaménagent quelques frontières. Pour contenir la France, les empires veulent un Etat tampon et neutre. L'ancien évêché de Bâle annexé par la France révolutionnaire est alors attribué à la Suisse, ou plus précisément au canton de Berne en compensation de la perte de ses anciennes possessions argoviennes et vaudoises. Avec Genève et Neuchâtel, ces territoires renforcent le flanc ouest de la Confédération. L'évêché de Bâle? Ce sont sept districts – Franches-Montagnes, Ajoie, Delémont, Moutier, Courtelary, La Neuveville et Laufon – longtemps associés au Saint-Empire romain germanique et qui forment ce qu'on appellera par la suite le Jura historique. «Les Jurassiens étaient du côté des vaincus, nous faisons alors partie du territoire du Haut-Rhin», rappelle Pierre Boillat. Conséquence: «Contrairement à Genève, Vaud, Neuchâtel et au Valais, qui furent admis comme cantons à part entière dans la Confédération, les Jurassiens se virent imposer une domination bernoise.»

Il s'agit donc d'une deuxième annexion. Dans une Suisse qui cultive la notion de «Willensna-

tion», en d'autres termes une nation fondée sur la volonté politique de toutes ses parties de s'unir – à l'image de la construction européenne aujourd'hui – le Jura fait figure d'exception. C'est un «Sonderfall» dans le «Sonderfall» helvétique. «Les Jurassiens étaient bien contents que ces campagnes napoléoniennes soient terminées. Leurs soldats avaient ramassé une pluie d'obus en Russie. Mais on n'a pas eu grand-chose à dire.» Si on les avait consultés, estiment les historiens, ils auraient choisi de rejoindre la Confédération mais de préférence en tant que canton souverain. Du moins pour les districts du nord catholique. «Cette situation de subordination généra des conflits récurrents et une cohabitation difficile qui dura plus d'un siècle et demi.»

## «L'insulte de trop»

Deuxième date clé: 1947. «Lorsqu'un conseiller d'Etat d'origine jurassienne fut jugé inapte à diriger le Département cantonal des travaux publics par la majorité alémanique du parlement bernois, uniquement en raison de sa langue, ce fut un tournant majeur, poursuit l'ancien ministre. C'était l'insulte de trop.» Le 20 septembre, 2000 personnes manifestent devant l'Hôtel de Ville de Delémont. Un mouvement populaire – et non plus limité aux élites – va naître en faveur de la création d'un nouveau canton. On crée un drapeau, un hymne, une fête du peuple et une organisation militante: le Rassemblement jurassien. «L'équation était simple: accepter le statu quo et continuer de se plier aux lois imposées par Berne, ou bien agir pour prendre en mains son propre destin.»

Né en 1944, Pierre Boillat se souvient que la première sortie familiale en voiture, en 1950, fut pour la Fête du peuple à Delémont. Aux Bois, son village des Franches-montagnes, «on était regardés comme des héliotropes. Qu'est-ce que c'est que ces gens qui veulent changer de canton.» Une première initiative pour organiser un scrutin d'autodétermination fut balayée en votation cantonale en 1959. Loin de calmer les ardeurs autonomistes, cet échec va déboucher sur une mobilisation beaucoup plus large. Organe de presse (*Le Jura libre*), organisations de femmes, de la jeunesse (Groupe Bélier) et économiques, relais des «Jurassiens de l'extérieur» et ralliement de figures

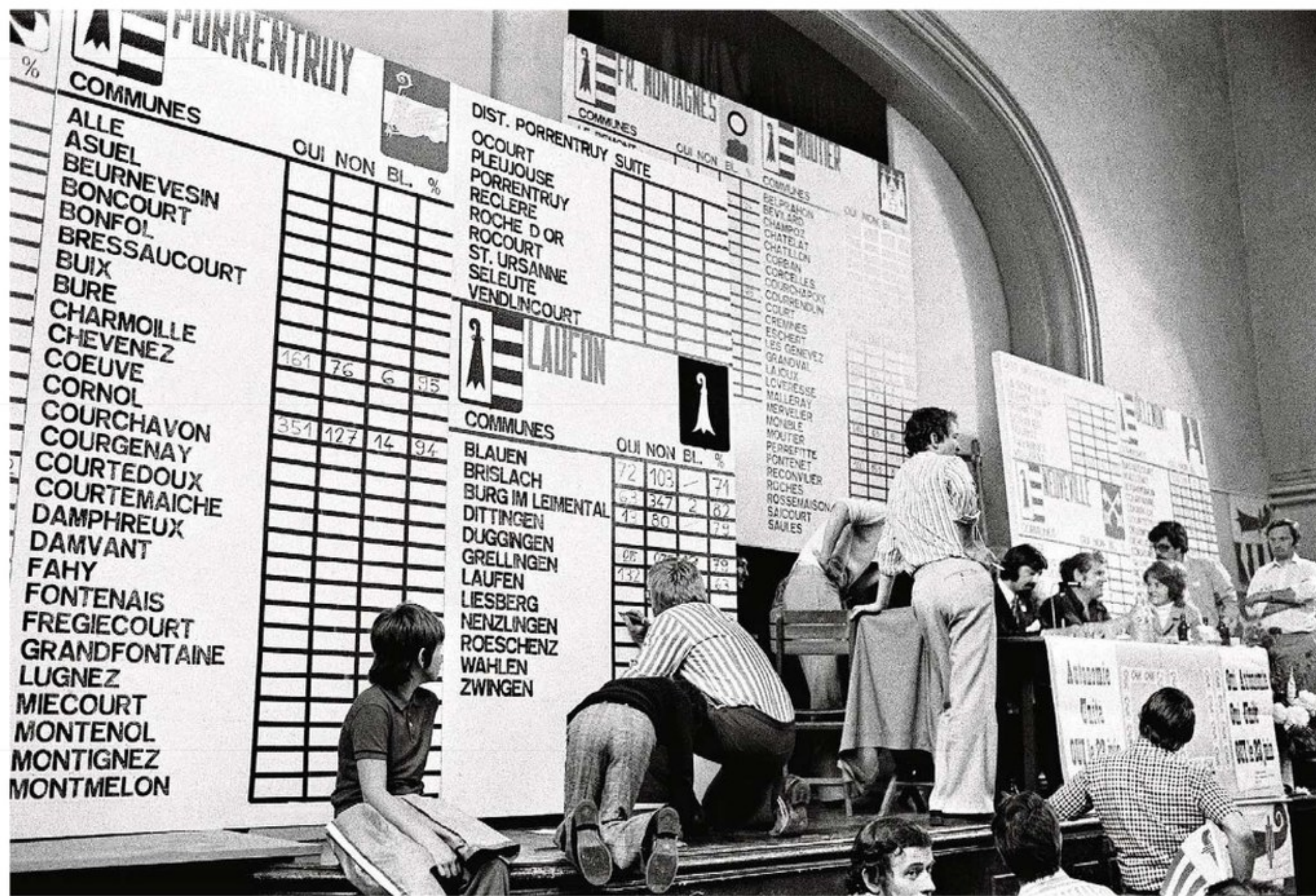
intellectuelles, le mouvement se structure sous l'impulsion et les écrits de Roland Béguelin et Roger Schaffter, fers de lance du Rassemblement jurassien. «Béguelin, de confession réformée, plutôt calviniste que luthérien, avait une plume acérée et sans concession. Schaffter était catholique, bourguignon, bon vivant, tout en rondeur. La conjonction de ces deux personnages très différents a bien réussi dans l'aboutissement de la cause.»

Alors étudiant en droit à Lausanne, l'ancien ministre rejoint le mouvement universitaire jurassien d'obédience autonomiste. «On travaillait sur des thèmes qui pouvaient servir à la rédaction de la Constitution d'un nouveau canton.» D'autres militants, très minoritaires, choisiront la voie violente en créant un Front de libération du Jura (FLJ) à l'origine de deux vagues d'attentats visant des biens militaires ou l'Etat bernois. La fuite à l'étranger de deux de ses membres va participer de l'internationalisation du conflit avec la crainte, à Berne, d'une instrumentalisation par la France, en pleine décolonisation, des affirmations identitaires des séparatistes jurassiens fondées sur la langue. La Question jurassienne devient alors un problème suisse.

## Une nécessaire remise en question

Sa résolution passe par un nouveau vote d'autodétermination permettant au Jura bernois dans un premier temps, puis à chacun de ses districts minoritaires dans un second temps, de choisir son destin: ce sera la solution des plébiscites en cascade. Pour cela, il faut d'abord un additif constitutionnel cantonal reconnaissant ce droit. «Il a fallu l'aval des Chambres fédérales comme pour toute modification constitutionnelle en Suisse, rappelle Pierre Boillat. On veut empêcher par-là qu'il y ait un coucou dans la maison. A l'époque, il y avait beaucoup plus de bagarres entre les cantons.» Cette procédure plébiscitaire «met en œuvre un fédéralisme qui va jusqu'à reconnaître la commune comme unité politique susceptible de décider de son destin politique cantonal», souligne l'historien Claude Hauser dans *L'Aventure du Jura* (Ed. Antipodes, 2004).

Le 23 juin 1974, à la suite d'un vote très serré, le Jura bernois vote en majorité en faveur de la séparation. C'est une surprise.



Lors du premier plébiscite jurassien, les résultats des différentes communes étaient annoncés et inscrits au fur et à mesure sur les tableaux au centre des séparatistes. (DELEMONT, 23 JUIN 1974/PHOTOPRESS-ARCHIV/STR/KEYSTONE)

Au niveau des districts, toutefois, Laufon, Moutier, Courtelary et La Neuveville se sont prononcés en faveur du maintien dans le canton de Berne. La tension est alors à son paroxysme entre séparatistes et antiséparatistes. On parle des «années de braises». Un second vote dans ces quatre districts actera la séparation. Le canton du Jura, limité aux trois districts du nord, sera confirmé par un vote national en 1978 (82,3% de oui), et entrera en souveraineté le 1er janvier 1979.

**«Nous étions regardés comme des héliotropes. Qui sont ces gens qui veulent changer de canton?»**

En 2021, après de multiples rebondissements et un ultime vote communal, Moutier choisit de rejoindre le dernier-né des cantons suisses. Malgré la dureté du conflit, qui a parfois pris une tonalité ethnique sur fond de division religieuse – on a parlé d'«ir-

landisation» du Jura – sa résolution n'aura fait que deux victimes dont l'une accidentelle. Est-ce la fin de deux siècles d'une anomalie helvétique et de décennies de déchirements pour redessiner les frontières? «Tout est aplani, veut croire Pierre Boillat. La configuration politique a bien changé. Il n'y a plus rien de tabou dans les affaires interjurassiennes ou intrajurassiennes par rapport aux appartenances politiques de l'époque.» L'ancien ministre de la Santé, issu des rangs du parti catholique conservateur devenu Le Centre, estime que le canton de Berne «a joué le jeu» lors de la création du nouveau canton. Genève et Soleure ont apporté leur assistance à la mise en place de son administration. Mais c'est une autre histoire.

Reste à savoir quelle leçon Yang Xiaokun, l'émissaire de Pékin, aura retenu de sa visite à Delémont. Le centralisme de la République populaire de Chine est aux antipodes du fédéralisme suisse. Peut-être vaut-il mieux poser la question aux réfugiés ouïghours et tibétains établis au Jura. Et que faut-il célébrer ce 23 juin? «On a créé un canton qui fonctionne, se félicite Pierre Boillat. Aujourd'hui, la situation financière est assez délicate. Cet anniversaire doit aussi être l'occasion d'une vraie remise en question.» ■

PUBLICITE

*«La liberté de choix, c'est avoir le courage de façonner soi-même son avenir.»*

Ricarda Giebel  
 Responsable  
 Projets  
 HR stratégiques  
 Suisse

Pour offrir à nos clients la liberté de choix.

SwissLife



# 10 Carnet du jour

## DEUIL

Son épouse, Iona **Vianu**;  
Ses fils:  
**Stefan Vianu**;  
Tudor et Consuelo **Vianu**, leurs enfants Hector et Juan;  
ainsi que sa famille en Suisse et en Roumanie

ont la grande tristesse de faire part du décès du

DOCTEUR ION VIANU

survenu le jeudi 20 juin 2024, à l'âge de 90 ans.

La cérémonie d'adieu aura lieu au temple d'Echichens, le lundi 24 juin, à 14h.

Ion repose à la Chapelle de Beausobre, avenue Vertoux 8, 1110 Morges.

Adresse de la famille : Vergers-de-la-Gottaz 20, 1010 Morges

## CONVOIS FUNÈRES

<b>GENÈVE</b> <b>Collex-Bossy</b> – 10 h 30: <b>M. Charles Leder</b> ; église <b>Genève</b> – 11 h: <b>M<sup>me</sup> Célia Amaro Mota</b> ; chapelle des Rois <b>Genève</b> – 13 h 30: <b>M. Jean Perez</b> ; chapelle des Rois <b>Genève</b> – 13 h 30: <b>M<sup>me</sup> Eva Thorimbert-Canepa</b> ; chapelle de l'Ange de la Consolation, cimetière Saint-Georges <b>Genève</b> – 14 h 45: <b>M<sup>me</sup> Jeannette Schütz</b> ; chapelle de l'Ange de la Consolation du centre funéraire de Saint-Georges <b>Grand-Lancy</b> – 14 h 30: <b>Luna Ramazzina</b> ; église Notre-Dame des Grâces <b>Meyrin</b> – 14 h 30: <b>Abbé Gilbert Perritaz</b> ; église de la Visitation <b>LAUSANNE</b> 13 h: <b>M. Roger Henchoz</b> ; centre funéraire de Montoie, chapelle B 14 h 30: <b>M. Franco Bovino</b> ; centre funéraire de Montoie, chapelle A 14 h 30: <b>M. Michel Cart</b> ; église du Sacré-Cœur, Ouchy	16 h: <b>M<sup>me</sup> Liliane Girard-Gilliard</b> ; centre funéraire de Montoie, chapelle A <b>VAUD</b> <b>Bofflens</b> – 14 h: <b>M. André Peillonnex</b> ; temple <b>Bussigny</b> – 14 h: <b>M. André Genaine</b> ; temple protestant <b>Denges</b> – 14 h: <b>M<sup>me</sup> Pervenche Monod-Rossier</b> ; temple <b>Goumoens-la-Ville</b> – 14 h 30: <b>M<sup>me</sup> Isabelle Nicole</b> ; église <b>Grandcour</b> – 13 h: <b>M<sup>me</sup> Janine Oulevey-Bardet</b> ; temple <b>Lutry</b> – 14 h 30: <b>M. Pierre-David Blanc</b> ; temple <b>Morges</b> – 14 h: <b>M<sup>me</sup> Elisa Pianezzola Feuz</b> ; chapelle de Beausobre <b>St-Prex</b> – 15 h: <b>M. Adao Da Costa</b> ; église catholique <b>Vaulion</b> – 14 h: <b>M<sup>me</sup> Berthy Reymond</b> ; temple <b>FRIBOURG</b> <b>Belfaux</b> – 14 h: <b>M<sup>me</sup> Rose-Marie Schenewey</b> ; église Saint-Etienne	<b>Farvagny</b> – 14 h 30: <b>M<sup>me</sup> Cécile Andrey-Ayer</b> ; église <b>Marly</b> – 14 h 45: <b>M<sup>me</sup> Françoise Richard</b> ; église Saints-Pierre-et-Paul <b>St-Aubin</b> – 14 h: <b>M. Georges Collaud</b> ; église <b>JURA</b> <b>Porrentruy</b> – 15 h: <b>M. Benjamin Tissot</b> ; chapelle de la morgue de l'hôpital <b>JURABERNOIS</b> <b>Moutier</b> – 13 h 30: <b>M. Michel Doriot</b> ; chapelle du cimetière de Chalière <b>NEUCHÂTEL</b> <b>Neuchâtel</b> – 14 h: <b>M<sup>me</sup> Claudine Mottier</b> ; chapelle de Beauregard <b>VALAIS</b> <b>Fully</b> – 16 h 30: <b>M. Amédée Bruchez</b> ; église <b>Saint-Léonard</b> – 17 h: <b>M<sup>me</sup> Anita Balet</b> ; église <b>Savièse</b> – 17 h: <b>M<sup>me</sup> Marie-Angèle Héritier</b> ; église de Saint-Germain <b>Sion</b> – 16 h: <b>M. Antoine Werlen</b> ; centre funéraire de Platta
---	--	--

## TÉLÉPHONES UTILES

<b>NUMÉROS D'URGENCE</b> Urgences santé/Ambulances: Tél. 144 Police Secours: Tél. 117 Sauvetage du lac: Tél. 117 Pompiers: Tél. 118 Secours routier: Tél. 140 La Main tendue: Tél. 143 Centre d'information toxicologique: Tél. 145 Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147 REGA: Tél. 1414 Air Glaciers: Tél. 1415	Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35 Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV) SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50 SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64	Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60 Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90 Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11
<b>HÔPITAUX ET CLINIQUES</b>  <b>GENÈVE</b> HUG: Tél. 022 372 33 11 HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20 HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36 HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00 HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55 HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62 HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42 HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00 Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11 Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50 Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47 Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45 Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44 Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15 Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11 Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77 Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55 Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00	<b>VAUD</b> CHUV: Tél. 021 314 11 11 Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84 Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11 Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133 Centre de la main: Tél. 021 314 25 50 Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00 Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39 Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69 Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33 Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99 Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44 Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11 Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11 Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18 Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12 Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11 Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11 Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00 Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64 Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61 Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43	<b>FRIBOURG</b> Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00  <b>NEUCHÂTEL</b> Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00 Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11 Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46 Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00 Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00  <b>VALAIS</b> Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00 Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00 Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00 Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12 Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey. 058 773 11 46  <b>JURA</b> Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21 Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65  <b>ADRESSES DE POMPES FUNÈRES EN SUISSE ROMANDE</b>  <b>GENÈVE</b> Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00 Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60 A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00

LE TEMPS

Newsletter  
Genève

> Chaque vendredi, les enjeux genevois de la semaine

Je m'inscris!

## CARNET DU JOUR

Les avis peuvent être envoyés par e-mail à l'adresse [carnets@letemps.ch](mailto:carnets@letemps.ch) jusqu'à 17h le jour avant la parution.

Tél. +41 22 575 80 50  
E-mail: [carnets@letemps.ch](mailto:carnets@letemps.ch)

LE TEMPS

## LE TEMPS IMPRESSUM

<b>Editeur/Rédaction</b> Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2 CH – 1209 Genève Tél + 41 22 575 80 50 info@letemps.ch	<b>Adjoints</b> : Vincent Bourquin Grégoire Nappay <i>Assistante et office manager</i> : Monique Graber Sangiorgio	<b>Opinions &amp; Debats</b> : Romain Clivaz <i>Culture &amp; Le Temps Week-end</i> : Stéphane Gobbo <i>Epoque &amp; Société</i> : Célia Heron <i>Sport</i> : Laurent Favre <i>Sciences</i> : Sylvie Logean	<b>Rédaction de Berne</b> Bundesgasse 8 CH – 3003 Berne Tél. + 41 22 575 80 50	<b>Relation clients</b> Le Temps SA Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève Lundi-vendredi 8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30 Tél. 022 539 10 75 <i>E-mail</i> : relationclients@letemps.ch <i>Tarifs</i> : découvrez nos offres sur <a href="http://www.letemps.ch/abos">www.letemps.ch/abos</a>	<b>Impression</b> CIL, Centre d'Impression Lausanne SA	réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite. ISSN 1423-3967 No CPPAP: 0413 N 05139
<b>Conseil d'Administration</b> <i>Présidence</i> : Abir Oreibi	<b>Chefs d'édition</b> Nicolas Dufour (web) Florian Fischbacher (web) Elise Kerchenbaum (print) Simon Moreillon (print) Julien Pralong (resp. web) Philippe Simon (resp. print)	<b>Iconographie</b> images@letemps.ch	<b>Rédaction de Lausanne</b> Rue de la Madeleine 18 CH - 1003 Lausanne Tél: +41 22 575 80 50	<b>Régie publicitaire</b> <i>Nationale</i> : Anne-Sandrine Backes <i>Adresse</i> : NZZ one - Route de Lutly 5C CH - 1131 Tolochenaz Tél.: 021 318 46 60 <i>Email</i> : letemps@nzzzone.ch <i>Régionale</i> : Sébastien Cretton Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél.: 022 575 80 50 <i>Email</i> : publicite@letemps.ch	<b>Tirage diffusé</b> 34 118 exemplaires (source: tirage contrôle REMP 2023)	
<b>Direction</b> Pierre-Adrian Irlé, <i>directeur exécutif</i> Madeleine von Holzen, <i>redactrice en chef</i> Jean-Christophe Potocki, <i>produits &amp; technologie</i> Olivier Schwarz, finances	<b>Chefs de rubrique</b> <i>International</i> : Aline Jaccottet <i>Suisse</i> : Nicole Lamon <i>Economie</i> : Aline Bassin	<b>Redactrice en chef</b> <b>T Magazine</b> Rinny Gremaud  La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur <a href="http://www.letemps.ch/contact/annuaire">www.letemps.ch/contact/annuaire</a>	<b>Rédaction de Neuchâtel</b> Case postale 2645 CH - 2000 Neuchâtel Tél: +41 22 575 80 50	<b>Redaction de Sion</b> Rue des Creusets 16 CH - 1950 Sion Tél. +41 22 575 80 50	<b>Audience REMP MACH Basic</b> 2024-1 : 86 000 lecteurs La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur sont notamment interdites toute	Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé



# Un GIEC sur la pollution est en gestation

**ENVIRONNEMENT** Un nouveau panel scientifique international inspiré de l'influent Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat est en train d'être mis sur pied. Loin d'être anodines, ses règles de fonctionnement font l'objet d'intenses tractations à Genève

PASCALINE MINET  
 @pascalineminet

Pesticides nuisibles aux abeilles, «polluants éternels» qui s'accumulent dans la nature, microparticules dans l'air, métaux lourds et matériaux cancérigènes ou perturbateurs endocriniens... La liste est longue des substances chimiques et autres polluants ayant des impacts sur l'environnement et la santé.

S'inspirant du GIEC, ou Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, un nouveau comité scientifique placé sous l'égide de l'ONU sera bientôt chargé d'informer les pays sur les risques de cette pollution. Les règles de fonctionnement de cette nouvelle organisation font l'objet de discussions cette semaine au Centre international des conférences de Genève. Certains points s'avèrent sensibles.

## Mettre la pollution à l'agenda politique

«L'ampleur de la pollution liée aux produits chimiques et aux déchets ne cesse de croître, et avec elle, les risques pour la santé et les impacts sur l'environnement augmentent aussi. C'est une des trois crises majeures à laquelle notre planète fait face, avec le changement climatique et la perte de biodiversité. Créer un panel d'experts permettra d'apporter des connaissances aux Etats, afin qu'ils identifient les solutions les plus appropriées pour mieux protéger les populations et les écosystèmes», souligne Sheila Aggarwal-Khan, directrice de la division industrie et économie du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), qui participe aux négociations.

Largement reconnu pour ses rapports sur le dérèglement climatique, le GIEC a été créé en 1988 par deux institutions des Nations unies: le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Il fait collaborer des centaines de chercheurs et chercheuses, qui produisent ensemble des évaluations de l'état du changement climatique, de ses



Le nouveau panel devra mieux informer les gouvernements sur les risques liés à la pollution. (ALEX KOKOULIN/ISTOCKPHOTO)

conséquences et des solutions qui peuvent y être apportées. Le «résumé pour les décideurs» tiré de ce rapport est approuvé par les Etats. Son mode de fonctionnement a inspiré la création en 2012 d'un autre comité international d'experts consacré à la crise de la biodiversité: la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, connue sous son acronyme anglais IPBES. La décision d'en créer un nouveau, sur les produits chimiques et les déchets, a été prise en 2022 lors de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement. Après déjà trois réunions prépa-

ratoires, il devrait entrer en fonction dès l'année prochaine. «Créer un tel panel permet de mettre une problématique à l'agenda politique. Les gouvernements sont confrontés aux données des scientifiques et associés à la production de documents. Cela porte ses fruits, comme on l'a encore vu avec l'IPBES, grâce à laquelle la crise de la biodiversité a pris davantage de place dans le débat public», estime Kari De Pryck, politologue à l'Université de Genève et fine connaisseuse du fonctionnement du GIEC, auquel elle a consacré un livre. Attention toutefois à ne pas trop attendre de ce nouveau comité, met en garde

**«Le secteur privé risque de tenter d'influencer le panel. Des procédures strictes sont indispensables»**

KARI DE PRYCK, POLITOLOGUE A L'UNIVERSITÉ DE GENEVE

l'experte: «C'est positif que des scientifiques informent les décideurs, mais il ne faut pas imaginer que cela va complètement dépolitiser les débats sur les produits chimiques et la pollution, qui sont liés à d'importants enjeux économiques. Il y a un fort risque que le secteur privé tente d'influencer les recommandations du panel, afin d'éviter des mesures qui lui seraient défavorables. C'est pourquoi des procédures strictes seront indispensables pour éviter de potentiels conflits d'intérêts.» Le juriste David Azoulay, du Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL), se montre également circons-

pect: «Une des difficultés est qu'une partie des connaissances sur les produits chimiques sont aux mains des entreprises qui les commercialisent, alors que celles sur le climat et la biodiversité sont essentiellement générées par la recherche publique. Il ne s'agit pas d'écarter complètement le savoir du secteur privé, mais d'éviter qu'ils ne participent à la rédaction de documents. Nous savons que dans certains cas, l'industrie est au fait des impacts négatifs de ses produits et les dissimule délibérément, en créant du doute ou en tentant de détourner l'attention vers d'autres sujets. Il faut éviter que ces pratiques se mettent en place au sein du nouveau comité scientifique.»

## Régler les désaccords via un vote?

La manière dont les futurs travaux de ce panel seront validés par les gouvernements préoccupe aussi David Azoulay: «La règle qui prévaut actuellement dans les organisations onusiennes est celle d'une adoption par consensus. Mais cela aboutit souvent à des situations de blocage. Nous l'avons encore vu lors des débats récents à Ottawa, sur l'adoption d'un traité mondial contre la pollution plastique, freinée par l'obstruction de quelques Etats. Il faudrait réfléchir aux manières de régler les désaccords, par exemple via un vote.»

Parmi les autres aspects discutés cette semaine figurent la prise en compte des savoirs traditionnels et la représentation des pays du Sud au sein du nouveau panel, mais aussi le lieu d'emplacement de son secrétariat. Genève semble bien placée, car la ville héberge déjà celui de plusieurs conventions internationales sur les produits chimiques dangereux (Convention de Rotterdam, de Minamata et de Stockholm). Il est aussi question que le nouveau comité – dont le nom n'a pas encore été choisi – soit placé à la fois sous l'égide du PNUE et de l'Organisation mondiale de la santé, la pollution et les produits chimiques jouant un rôle prépondérant dans certaines pathologies. ■

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Vendredi 21 juin 2024

lever: 05h43

coucher: 21h32

0 minute de soleil en plus

lever: 21h42

coucher: 04h32

lune croissante

taux de remplissage: 99%

Situation générale aujourd'hui à 13h

Haute pression

Basse pression

Isobares (hPa)

Front froid

Front chaud

Front occlus

de -15° à -10°

-10° à -5°

-5° à 0°

0 à 5°

5 à 10°

10 à 15°

15 à 20°

20 à 25°

25° et +

Bâle

17° 23°

Zürich

15° 20°

Saint-Gall

14° 20°

La Chaux-de-Fonds

12° 18°

Berne

15° 21°

Coire

15° 23°

Saint-Moritz

8° 18°

Lausanne

16° 22°

Geneve

16° 23°

Sion

16° 22°

Verbier

10° 16°

Locarno

16° 22°

CE VENDREDI SERA TRÈS INSTABLE

avec des averses et des orages parfois intenses; les plus forts toucheront principalement les Alpes avec d'importants cumuls de pluie. Cette perturbation active s'accompagnera d'une nouvelle baisse de la température. Quelques

éclaircies samedi matin, puis il faudra compter sur une nouvelle dégradation nuageuse accompagnée d'averses. Dimanche, la bise permettra tout au plus des accalmies régionales, voire une relative embellie du Léman à la vallée du Rhône.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI
	90 %	80 %	80 %	60 %	50 %
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	13° 19°	12° 20°	13° 25°	14° 26°	15° 26°
Limite des chutes de neige	2600 m	-	-	-	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	13° 21°	12° 21°	13° 27°	15° 28°	15° 28°
Limite des chutes de neige	2800 m	2600 m	-	-	-
Suisse centrale et orientale	13° 20°	12° 21°	14° 26°	14° 27°	16° 27°
Limite des chutes de neige	2700 m	-	-	-	-
Sud des Alpes	15° 26°	15° 22°	16° 25°	17° 25°	18° 26°
Limite des chutes de neige	-	3000 m	-	-	-

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.

Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666

en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch



# FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG  
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du jeudi, 20.06.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

## BONHÔTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur [bonhote.ch/produits](http://bonhote.ch/produits).

Fonds en obligations				
B. Sel.-Glob Bonds ESG IA (CHF)	CHF 3/1a	99.50	-	
B. Sel.-Glob Bonds ESG ID (CHF)	CHF 3/1a	99.50	-	
B. Sel.-Glob Bonds ESG IDUH (USD)	USD3/1a	100.79	-	

Fonds en actions				
Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2a	107.93	11.2	

Fonds immobiliers				
Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	149.50	8.3	

## S|Y|N|C|H|R|O|N|Y Funds

Fonds en obligations				
Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1e	93.38	0.1	
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR1/1e	97.99	-0.7	
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1e	105.01	0.0	
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/30x	92.10	-0.6	

Fonds en actions				
Synchrony (LU) High Div US Stocks A	USD1/1e	147.36	5.2	
Synchrony (LU) High Div Europ. St. A	EUR1/1e	122.66	5.8	
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD1/1e	123.58	10.0	
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1e	152.17	6.2	
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR1/1e	151.27	3.9	
Synchrony (LU) Swiss Sm&MidCaps A	CHF 1/1e	126.93	1.1	
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR1/1e	219.57	9.3	
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/10x	133.79	8.2	
Synchrony Europe Equity A	EUR4/31	100.91	7.2	
Synchrony High Div Sw.Stocks A	CHF 1/10x	129.55	4.3	
Synchrony High Gr.Econ.Eq. A	USD4/31	104.41	5.9	
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/10x	135.15	1.8	
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/10x	104.04	8.1	
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/10x	105.98	8.3	
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/10x	104.04	-	
Synchrony US Equity A	USD4/3e	202.66	14.7	

Fonds d'allocation d'actifs				
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/11	143.56	6.1	
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR2/11	147.31	5.2	
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/11	97.37	3.0	
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/11	131.16	9.0	
Synchrony (CH) Quantum (CHF)	CHF 1/11	97.23	1.6	
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/11	151.43	13.0	
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR1/1e	140.41	4.4	
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR1/1e	176.99	6.5	
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/11	122.50	3.4	
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/11	128.72	5.3	
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/11	117.88	5.5	
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/11	130.63	7.7	

## BBGI Global Investments

Autres fonds				
BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1e	156.90	9.0	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/1e	116.10	17.0	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg.	CHF 1/1e	93.80	9.5	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR1/1e	156.20	14.4	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg.	EUR1/1e	93.60	10.6	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD1/1e	124.90	11.3	
BBGI Commodities (USD) A	USD1/1e	109.80	9.2	
BBGI Natural Resources (USD)	USD1/11	182.40	1.2	
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD1/1e	71.90	-14.6	

## BCV

Fonds d'allocation d'actifs				
BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/11	101.37	6.3	
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/11	90.57	3.7	
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/11	98.54	9.2	
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/11	90.40	1.1	
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/11	139.05	12.4	
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/11	110.51	8.9	
BCV Stratégie Equipondéré ESG A	CHF 2/11	163.05	6.1	
BCV Stratégie Equipondéré ESG Amb A	CHF 2/11	98.08	4.7	
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/11	84.39	0.4	
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/11	112.85	3.6	
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/11	103.70	2.5	

## Berninvest

Fonds immobiliers				
Good Buildings SREF	CHF 5/5	133.50	1.1	
Immo Helvetic	CHF 5/5	206.00	1.5	

## BLACKROCK®

Fonds en obligations				
BGF FI Glob Ops D2 USD	USD1/1e	16.72	1.5	
BGF Glob Corp Bond D2 USD	USD1/1e	15.86	1.0	

Fonds en actions				
BGF Syst Glob Eq HI D2 USD	USD1/1e	23.54	11.1	
Glb Unicon Eq D Acc USD	USD3/31	185.39	12.5	

## bordier | 1844

Fonds en obligations				
BO Fd IV-Bordier Allo Bal USD	USD4/41	114.06	5.7	
BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR4/4e	103.64	1.0	
BO Fd IV-Bordier Glob Fix Inc USD	USD4/4e	113.93	2.2	

Fonds en actions				
BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur EUR	EUR4/4e	157.81	4.7	
BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur I EUR	EUR1/1e	147.34	5.1	
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD4/4e	193.49	6.7	
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR4/4e	123.75	9.8	
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur I EUR	EUR1/1e	130.46	10.2	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD4/41	236.53	15.0	
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD4/41	229.27	14.5	

## BRUNOWALTER FINANCE SA

Fonds en actions				
Al'round Quadinvest Fund ESG B	EUR2/1e	216.53	2.2	
Al'round Quadinvest Fund ESG C	EUR2/1e	162.12	2.3	
Al'round Quadinvest Fund ESG D	EUR2/1e	230.78	2.4	
Al'round Quadinvest Fund ESG Da	EUR2/1e	97.65	2.4	
Al'round Quadinvest Growth B	USD2/1e	304.72	11.2	
Al'round Quadinvest Growth C	USD2/1e	313.89	11.0	
Al'round Quadinvest Growth D	USD2/1e	320.22	11.4	
Al'round Quadinvest Growth Da	USD2/2e	268.71	11.4	
Al'round Quadinvest Growth OE	USD2/1e	298.37	11.0	

## bwm

Représentant pour la Suisse:  
LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions				
Classic Global Equity Fund	CHF 3/3a	572.67	12.1	
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3e	176.24	10.0	

## caceis INVESTOR SERVICES

Fonds en actions				
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1e	120.96	11.3	
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR1/1e	95.66	12.4	
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1e	131.84	8.9	

## carne

Fonds en actions				
Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1e	233.81	23.3	
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR2/1e	238.63	20.5	
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD2/1e	272.62	16.7	

## CITE GESTION PRIVATE BANK

Fonds d'allocation d'actifs				
WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1e	1107.99	4.5	
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1e	1034.08	3.1	
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/1e	1252.00	5.0	

## CREDIT SUISSE Part of UBS Group

Fonds en instruments du marché monétaire				
CS MoneyMarket Fund CHF B	CHF 2/1e	951.45	0.6	
CS MoneyMarket Fund EUR B	EUR 2/1e	1050.63	1.6	
CS MoneyMarket Fund USD B	USD 2/1e	1165.83	2.3	

Fonds en obligations				
CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1e	108.97	0.4	
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD2/21e	114.46	3.2	
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1e	111.75	0.6	
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1e	128.30	1.0	
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD2/21e	157.32	1.7	
CS (Lux) EM Corp IG Bd Fd B	USD2/2e	142.99	1.5	
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD2/2e	137.88	3.7	
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1e	497.51	0.2	
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD2/1e	174.87	3.2	
CSIP (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD 1/1e	158.53	4.5	

Fonds en actions				
CS (CH) 130/90 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1e	41.27	9.3	
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4e	440.37	5.7	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1e	14.99	9.4	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1e	23.13	9.4	
CS (CH) Swissac EF B	CHF 1/1e	547.14	7.7	
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD2/21e	584.50	-8.4	
CS (Lux) EU Qu Div EQ B	EUR 2/1e	22.97	5.4	
CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR	EUR 2/1e	4246.88	8.4	
CS (Lux) GL Qua Div EQ B	USD2/11	25.84	9.4	
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1e	15.05	4.7	
CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B	USD2/2e	208.99	-0.2	
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1e	2771.44	-5.7	
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD2/11	46.41	2.2	
CS EF (CH) S&M Cap Switz.Eq Fd B	CHF 2/1e	1430.18	4.5	

Fonds d'allocation d'actifs				
CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1e	114.23	3.8	
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1e	130.09	6.1	
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1e	99.40	1.2	
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1e	105.05	2.2	
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	EUR 1/1e	109.43	4.6	
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 1/1e	126.22	5.5	
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1e	118.22	8.8	
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD1/1e	199.26	3.7	
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1e	122.86	5.7	
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1e	140.65	8.3	
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1e	107.89	3.3	

Fonds immobiliers				
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5e	101.50	7.3	
CS REF Green Property	CHF 5/5e	113.00	-6.6	
CS REF Hospitality	CHF 5/5e	72.40	1.7	
CS REF Interswiss	CHF 5/5e	170.50	-4.7	
CS REF LivingPlus	CHF 2/1e	142.50	-0.6	
CS REF Slat	CHF 5/5e	218.00	2.8	

Investissements alternatifs				
CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1a	156.78	-4.0	
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/11	118.33	2.8	

Autres fonds				
CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	18.37	0.4	
CS (Lux) Com. Idx Pl USD Fd B	USD2/11	71.30	5.7	
CS (Lux) Commodity Allocation B	USD2/11	75.63	6.8	
CSIP (Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	255.13	7.1	

## CRONOS FINANCE

Fonds immobiliers				
Cronos Immo Fund	CHF 5/5	111.00	-5.5	

Fonds en obligations				
EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/1e	99.00	1.3	

Fonds en actions				
EG European Equities (EUR)	EUR 2/1e	412.10	7.3	
EG Global Equities (EUR)	EUR 2/1e	230.90	2.1	
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/1e	66.40	5.9	
Gutzwiller ONE	USD2/11	606.50	12.2	

Investissements alternatifs				
Gutzwiller TWO (USD)	USD2/101	174.60	0.4	

## DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions				
Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD2/1a	196.62	1.2	
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD4/4a	81.28	1.4	
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1e	202.05	6.0	
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4e	221.24	6.6	
ENETIA Energy Infra. Fund IB EUR	EUR 2/11	17196.13	1.5	
ENETIA Energy Transition Fund IB EURh	EUR 2/11	139.09	-2.0	
White Fleet IV-Ene Enr In S EUR(unhel)	EUR 1/11	11448.54	2.8	
White Fleet IV-RI St. B (USD)	USD 1/11	46.49	-4.1	
White Fleet IV-Sec. Tds S (USD)	USD 1/1e	201.76	12.5	

Fonds d'allocation d'actifs				
Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4e	124.14	5.9	

Autres fonds				
Physical Gold B3	USD 1/1e	127.07	12.4	

## Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers				
ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	145.50	6.6	

## ethos

Fonds en actions				
Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1e	478.28	3.2	

## GENERALI INVESTMENTS



# Economie & Finance

5,25%

**LA BANQUE D'ANGLETERRE A MAINTENU HIER SON TAUX DIRECTEUR INCHANGÉ À 5,25%**, comme attendu, malgré une inflation britannique revenue à son objectif, mais l'institution veut s'assurer de hausses de prix durablement faibles, dans un contexte d'élections législatives au Royaume-Uni début juillet.

**KRISTALINA GEORGIEVA**  
 Directrice générale du FMI

La France «peut faire plus» pour réduire son déficit budgétaire en profitant du retour de la croissance en Europe, a-t-elle déclaré hier alors que le pays vient d'être épinglé par Bruxelles sur sa dette.



+0,3%

**LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE FINALE EN SUISSE A AUGMENTÉ DE 0,3% EN 2023.** Cette évolution est essentiellement due à la hausse durable du trafic aérien après la pandémie de Covid-19. Les ventes de carburant d'aviation ont progressé de 19%.

SMI	12 128,16 +0,56%		Dollar/franc	0,8910	↑
Euro Stoxx 50	4947,73 +1,27%		Euro/franc	0,9541	↑
FTSE 100	8272,46 +0,82%		Euro/dollar	1,0708	↓
			Livre st./franc	1,1283	↑
			Baril Brent/ dollar	85,40	↑
			Once d'or/dollar	2355	↑

## La BNS assouplit sa politique monétaire

**CONJONCTURE** La Banque nationale suisse a revu à la baisse de nouveau son taux directeur hier pour atteindre 1,25%. Cette décision permet une dépréciation provisoire du franc et devrait soutenir l'économie

LASSILA KARUTA, ZÜRICH

La BNS a mis fin au suspense qui régnait depuis quelques semaines. Elle réduit à nouveau son taux directeur de 0,25 point de pourcentage à 1,25%. «La pression inflationniste a encore diminué depuis le trimestre dernier et l'abaissement d'aujourd'hui permet à la BNS de maintenir des conditions monétaires appropriées», a expliqué le président Thomas Jordan lors d'une conférence à Zurich.

Cette décision devrait soutenir la conjoncture en Suisse car l'institut d'émission réduit ainsi le loyer de l'argent, tant pour les entreprises que pour les particuliers contractant des crédits. Le pays devrait en effet continuer à connaître une croissance modérée, inférieure à sa moyenne de long terme. Selon la BNS, la hausse du produit intérieur brut (PIB) devrait s'établir à 1% en 2024. «Il s'agit toutefois du double de celle attendue pour la zone euro», fait remarquer Arthur Juras, le chef des investissements chez Oddo BHF Private Wealth Management dans un commentaire.

### Prévision d'inflation revue à la baisse

Dans ce contexte, il est probable que le chômage continue d'augmenter quelque peu et que l'utilisation des capacités de production poursuive son léger recul, a souligné la BNS. Le secteur industriel souffre en effet de la faible demande notamment dans l'Union européenne, et du franc fort. A moyen terme, l'économie devrait s'améliorer grâce à un léger regain de vigueur à l'international.

Nonobstant une accélération de l'inflation suisse depuis le dernier examen de la situation monétaire en mars, l'institut

d'émission a légèrement diminué ses prévisions pour cet indicateur de 0,1 point pour les différentes échéances prises en compte: il table sur un renchérissement de 1,3% cette année, de 1,1% en 2025 et de 1% en 2026. La hausse des loyers, qui a notamment contribué à une légère accélération de l'inflation entre février (1,2%) et mai (1,4%), devrait en effet s'atténuer. Une progression du taux

de référence hypothécaire, qui impacte les loyers, n'est en effet pas attendue. Ce sont les services qui actuellement alimentent la hausse des tarifs.

La progression de l'inflation à 1,4% sur un an en mai reste par ailleurs dans la fourchette de stabilité de prix de la BNS, à savoir entre 0 et 2%. Et cette valeur continue à être bien inférieure à celle de la zone euro (2,6% en mai) et des Etats-Unis (3,3%).

## Hypothèques, loyers, épargne: ce qui va changer

**CONSOMMATION** La baisse du taux directeur de la Banque nationale suisse est en principe une bonne nouvelle pour les propriétaires et le marché immobilier. Dans l'immédiat, les hypothèques Saron redeviennent attractives

ALEXANDRE BEUCHAT  
 ✉ @beuchat\_a

La BNS poursuit sur la voie de l'assouplissement monétaire. Quel est l'impact de cette décision pour les consommateurs? *Le Temps* fait le point en trois questions.

### ■ Les taux hypothécaires vont-ils baisser?

La décision de la BNS a pour conséquence immédiate de réduire les prix des hypothèques Saron. «Les hypothèques Saron redeviennent plus intéressantes que les hypothèques à taux fixe, d'autant plus que d'autres baisses de taux pourraient suivre, souligne Claudio Saputelli, économiste immobilier chez UBS. Selon le prestataire, les hypothèques Saron sont dès à présent plus avantageuses que les hypothèques à taux fixe sur 10 ans.»

Le Saron, directement indexé sur le taux directeur de la BNS, diminue de 0,25 point. Les hypothèques qui y sont liées devraient ainsi osciller entre 1,8 et 2,3%. Pour rappel, celles-ci se composent du taux de la Banque nationale, auquel les banques ajoutent une marge qui dépend de la solvabilité du client.

Depuis le début de l'année, les taux indicatifs des hypothèques fixes à dix ans ont légèrement remonté, passant de 2,26 à 2,35%, selon les calculs de Comparis. «Pour les hypothèques à taux fixe, nous ne prévoyons pas de grands changements, car cette deuxième baisse du taux directeur était de toute façon attendue sur le marché des capitaux cette année et a déjà été largement intégrée dans les prix», estime Fredy Hasenmaile, chef économiste chez Raiffeisen Suisse. La demande d'hypothèques Saron devrait être stimulée, alors que récemment plus de 80% des emprunteurs hypothécaires ont opté pour une hypothèque à taux fixe.

### ■ Les locataires vont-ils en profiter?

La baisse du taux directeur ne devrait pas avoir d'impact immédiat sur les loyers. Le taux hypothécaire de référence, applicable aux contrats de bail, a augmenté deux fois l'an dernier de 0,25 point, en juin et en décembre, pour atteindre 1,75%. Pour rappel, une augmentation de 0,25 point donne en principe au bailleur le droit d'augmenter les loyers de 3%.

Les locataires bénéficiant de contrats existants devraient échapper quelque temps à de nouvelles fortes hausses des loyers. Pour autant, le taux de référence ne devrait pas baisser durant les prochains trimestres, anticipe Claudio Saputelli. L'indice, qui est basé sur le taux d'intérêt moyen des créances hypothécaires en Suisse, se caractérise par sa relative inertie et ne reflète qu'avec décalage les évolu-

tions du marché. «Il faut toutefois se rappeler qu'à moyen et long terme, ce n'est pas tant le taux d'intérêt de référence qui est déterminant pour la croissance des loyers, explique Fredy Hasenmaile, mais la situation sur le marché du logement locatif, où l'aggravation de la pénurie de logements exerce une pression à la hausse sur les nouveaux loyers.»

### ■ Quel est l'impact sur l'épargne?

La décision de la BNS n'est pas une bonne affaire pour les épargnants. L'an dernier, les banques ont tardé à répercuter les hausses du taux directeur sur leur clientèle. Le président de la BNS, Thomas Jordan, avait même incité la clientèle à faire jouer la concurrence bancaire et à changer d'établissement.

A peine relevés, les taux des comptes d'épargne baissent déjà, relevait le mois dernier le site Moneyland. Certaines banques ont commencé à diminuer leurs taux, dans la foulée de la première détente monétaire de la BNS, en mars dernier. Le mouvement a été lancé par les banques cantonales bernoise, zougnoise et lucernoise.

La rémunération des comptes d'épargne pour les adultes oscille actuellement autour de 0,8%. Mais la fourchette reste large: le compte le mieux rémunéré offre toujours 2% d'intérêts, le moins bien rémunéré 0%. Quant aux comptes privés, ils restent proches de zéro. La tendance à la baisse de la rémunération de l'épargne pourrait s'accélérer. ■

tout par les incertitudes politiques en Europe», a expliqué le banquier central.

La contraction du taux directeur de 25 points de base a directement entraîné un repli de la devise helvétique. A 14h, un euro s'échangeait à 0,954 franc contre 0,948 à 9h20, soit avant l'annonce du jour. Le dollar s'est aussi renforcé à 0,891 franc (+0,7%).

«L'appréciation récente du franc, en particulier par rapport à l'euro, pourrait avoir été le facteur qui a incité la BNS à agir dès aujourd'hui au lieu d'attendre la réunion de septembre», estime pour sa part Adrien Pichoud, le chef économiste de la banque Syz.

### Les avis divergent

Il souligne en outre que le retour des incertitudes politiques en Europe ajoute un risque supplémentaire d'appréciation excessive du franc suisse dans les semaines à venir. Et cela aurait un impact négatif pour un secteur manufacturier toujours en difficulté, rappelle-t-il.

Si des aléas géopolitiques devaient continuer à provoquer l'appréciation du franc, la banque Syz pense que la BNS interviendrait sur le marché des changes, plutôt que d'utiliser le levier des taux d'intérêt. L'achat ou la vente de devises reste en effet un des outils utilisés par la banque centrale pour assurer la stabilité des prix.

Tout comme pour la décision d'aujourd'hui, les avis divergent sur les prochaines annonces de la BNS. Si la banque Oddo penche pour un nouvel abaissement en septembre, sa consœur Syz mise sur un statu quo jusqu'à la fin de l'année. En mars, l'institut d'émission avait aussi surpris les marchés en procédant à sa première baisse de taux. ■

## Un poids lourd allemand se développe dans le négoce à Lausanne

**MATIÈRES PREMIÈRES** EnBW mise sur l'Arc lémanique pour se renforcer dans le trading d'électricité, de gaz, de charbon ou de pétrole. Le groupe basé à Karlsruhe appartient largement au land de Bade-Wurtemberg, au sud-ouest du pays

RICHARD ETIENNE  
 ✉ @rietienne

Une nouvelle entreprise de négoce et de renom se développe en Suisse romande. EnBW (EnBW Energie Baden-Württemberg) a ouvert une antenne à Lausanne. Cette entreprise est une sorte de SIG ou de Groupe E, mais à l'échelle européenne. L'une des plus grandes entreprises énergétiques du continent, basée à Karlsruhe, qui emploie 29 000 personnes.

«Pour développer nos capacités commerciales et attirer les talents, nous disposons de bureaux dans les principaux centres de négoce d'énergie en Europe, comme autour du lac Léman», indique un porte-parole, Christopher Engelmann, contacté par *Le Temps*. «Nous avons commencé nos activi-

tés commerciales en Suisse avec l'établissement d'une succursale, et nous nous préparons à poursuivre notre croissance avec la création d'une société suisse qui reprendra les activités de la succursale», ajoute-t-il.

### Investir dans la transition énergétique

C'est ainsi qu'on peut voir qu'une société – EnBW Energie Baden-Württemberg AG, Karlsruhe (Allemagne), succursale de Lausanne – est inscrite au Registre du commerce vaudois aux côtés d'une autre, EnBW Energy SA. Le groupe négocie de l'électricité, du gaz, notamment liquéfié, du charbon, du pétrole, des garanties d'origine et des certificats de CO<sub>2</sub>.

EnBW fournit de l'électricité, du gaz, de l'eau ainsi que des services et des produits dans les domaines de l'infrastructure, de l'énergie et de l'e-mobilité à 5,5 millions de clients. Plus de 90% de son capital, coté en bourse, appartient à des entités publiques. Les principaux sont le land du Bade-Wurtemberg, dans le sud-ouest de l'Allemagne,

et un groupement de syndicats intercommunaux d'électricité dans ce même land.

Sur son site, le groupe indique qu'entre 2023 et 2025 il investira 14 milliards d'euros brut, «en grande partie pour accélérer la transition énergétique». Il veut se défaire entièrement du charbon en 2028, une énergie très présente en Allemagne. EnBW se présente aussi comme «le seul groupe énergétique intégré en Allemagne», avec une maîtrise de tous les métiers de l'énergie, de la production à l'acheminement en passant par sa commercialisation.

Il a publié un chiffre d'affaires de 56 milliards d'euros en 2023 pour un béné-

**«Ils n'arrivaient pas à recruter suffisamment de talents en Allemagne»**

FLORENCE SCHURCH, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE SUISSENÉGOCE

fice net de 3,3 milliards. Implanté dans neuf pays, il développe des parcs éoliens offshore en Grande-Bretagne, au Danemark et en Suède. En Suisse, EnBW possède une filiale de 1000 employés en Argovie, Energiedienst, dédiée à la production d'électricité d'origine hydraulique et photovoltaïque, dans les pompes à chaleur, le stockage d'électricité et l'électromobilité. En 2001, EnBW avait racheté les activités énergétiques du groupe rhénan Lonza pour près d'un demi-milliard de francs.

EnBW est membre de Suisssenégoce depuis janvier. «C'est la première entreprise de distribution d'électricité allemande parmi nos membres», se réjouit Florence Schurch, secrétaire générale de cette faïtière du secteur. «Ils nous ont dit vouloir être membre non pas parce qu'ils étaient parrainés par une banque ou pour recevoir des informations sur les réglementations et faire partie de la communauté du négoce en Suisse, des motifs régulièrement cités, mais parce qu'ils étaient intéressés par nos formations continues et qu'ils n'arrivaient pas à recruter suffisamment de

talents en Allemagne.» EnBW compte par exemple dans son effectif un ancien cadre de Gunvor.

### Quatre catégories de négociants

Dans un récent livre, le professeur français Yves Simon divise les négociants de matières premières en quatre catégories: les indépendants (par exemple Vitol et Trafigura), les groupes au sein desquels cohabitent des activités industrielles importantes (Cargill, Glencore), les négociants de deuxième génération. Créés ces dernières années, ces derniers regroupent des noms comme Castletone, Freepoint ou Trailstone, moins connus en Suisse parce qu'ils sont plus jeunes, moins importants et moins présents sur l'Arc lémanique.

EnBW fait partie de la quatrième catégorie: les négociants adossés à des grands groupes. A Genève, on peut citer dans ce cadre Cofco International, qui fait partie du conglomérat agroalimentaire chinois Cofco, Totsa et TGP, deux filiales de TotalEnergies, ou Litasco, la branche de négoce du russe Lukoil. ■



14 Bourses

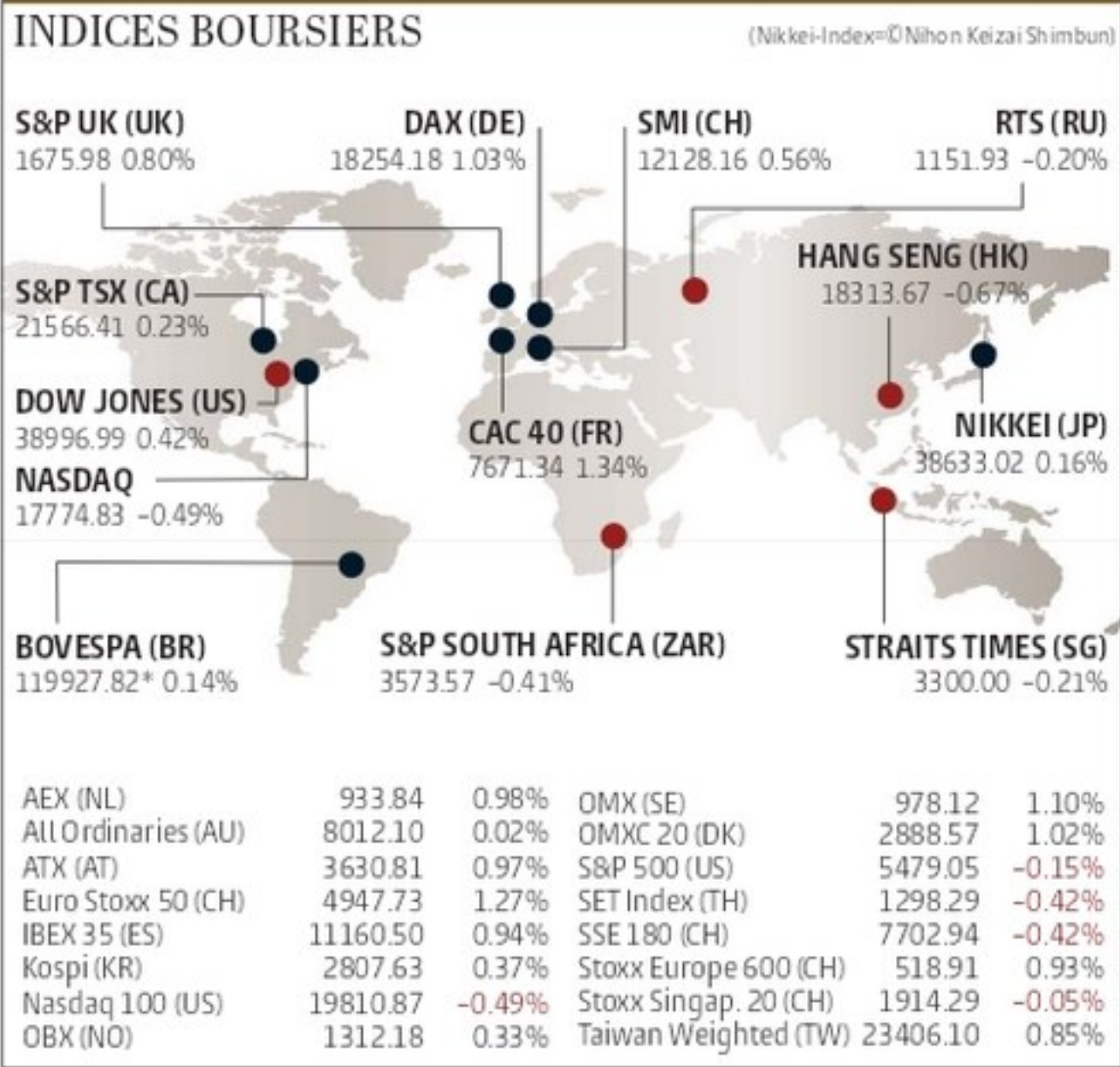
BOURSE 20.06.2024	↑ SMI 12128.16 0.56%	↑ SPI 16118.07 0.62%	↑ SLI 1962.98 0.68%	↑ SMIM 2620.73 1.01%	↓ VSMI 11.7681 -4.53%
-------------------	----------------------	----------------------	---------------------	----------------------	-----------------------

SMI						
Titre 20.06.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines	Haut
ABB NA	0.87	1.70	51.24	0.79	29.13	51.78
Alcon N	0.24	0.30	79.88	1.68	61.28	83.34
Geberit NA	12.70	2.33	544.20	1.30	409.00	571.20
Givaudan	68.00	1.57	4325.00	1.17	2724.00	4396.00
Holcim N	2.80	2.45	81.54	0.05	54.34	82.82
Kühne+Nagel	10.00	3.86	258.80	-0.99	234.50	301.90
Logitech NA	1.06	1.22	87.24	-0.02	49.35	93.50
Lonza Gr.	4.00	0.83	480.60	1.52	308.60	559.40
Nestlé NA	3.00	3.16	94.90	0.36	89.52	109.34
Novartis	3.30	3.50	94.33	0.44	79.21	95.41
Partners Gr.	39.00	3.31	1178.50	2.12	786.80	1325.50
Richemont	3.50	1.97	139.65	-0.92	102.95	154.00
Roche Hld.GS	9.60	3.84	250.00	0.08	212.90	278.60
Sika N	3.30	1.27	260.40	1.44	206.90	287.60
Sonova	4.30	1.57	274.20	1.71	205.80	300.60
Swiss Life	33.00	5.04	654.40	1.02	509.60	666.60
Swiss Re NA	6.22	5.49	113.15	1.53	83.10	117.20
Swisscom	22.00	4.39	501.00	0.52	486.80	565.80
UBS Group N	0.64	2.29	27.92	1.12	17.26	28.78
Zurich Ins. Gr.	26.00	5.35	486.00	0.68	401.70	492.90

↑ GAGNANTS	Cours du SPI du 20.06.2024			PERDANTS ↓		
Meyer Burger	0.008	+11.27%	Highlight	6.50	-6.47%	
Molecular Partn.	9.30	+10.85%	Swiss Steel H.	12.20	-5.13%	
Evolva Hold.	0.97	+6.59%	Relief Therap.	1.11	-5.13%	
Edisun Pow.	83.50	+5.03%	GAM NA	0.24	-4.23%	
Wisekey	3.80	+4.97%	Hochdorf	6.60	-3.51%	

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

Cours 20.06. clôture	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut	Bas	Comet	376.50	1.48	383	171
Accelleron	36.34	2.19	37.8	20.7	Comp. Fin.Tr.	141.50	0.71	157
Addex Therap.	0.06	-2.90	0.26	0.04	Cosmo Pharma.	70.40	±0.00	76.0
Adecoo Gr. NA	31.78	0.13	42.2	28.3	CPH	92.20	±0.00	93.0
Adval Tech	97.00	±0.00	128	85.0	Curatis N	6.50	-2.11	46.6
AevisVict. NA	16.10	±0.00	19.1	13.8	Datwyler	179.00	0.11	207
Airesis S.A	0.48	-	0.77	0.40	DKSH Hold.	62.10	1.31	71.6
Allreal NA	152.40	1.06	162	140	DocMorris	58.65	1.65	102
Also Holding	279.00	2.20	279	175	dormakaba	470.00	±0.00	504
ams-OSRAM	1.30	1.40	4.34	0.92	Dottikon	252.00	-1.95	270
APG SGA NA	197.50	-0.75	226	165	Edisun Pow.	83.50	5.03	116
Arbonia NA	13.10	1.87	13.5	7.10	EFG Int.	13.36	1.98	13.7
Arundel NA	0.21	±0.00	0.30	0.10	Emmi NA	909.00	0.33	964
Aryzta NA	1.67	-0.59	1.83	1.34	Ems-Chemie	745.50	1.71	781
Ascom na	7.91	-0.13	12.5	7.00	Epic Suisse	72.00	2.86	75.0
Asmaworld	1.55	-2.52	2.06	1.26	Evolva Hold.	0.97	6.59	5.70
Autoneum H. NA	132.00	1.23	167	98.8	Feintool Int.	18.50	1.37	23.9
Avolta	37.20	0.76	45.3	29.0	Flugh. Zürich	197.30	1.28	208
Bachem H. NA	79.85	2.97	91.7	54.0	Forbo Hold. NA	1078.00	0.75	1320
Balcois NA	159.40	0.50	160	126	Fund. Real	16.00	±0.00	17.3
Barry Callebaut	1546.00	0.65	1745	1215	Galderma Gr.	75.83	-0.30	77.0
Baselland. KB	852.00	0.71	900	830	Galenica NA	74.15	0.75	78.2
Basilea Pharm.	40.60	-0.49	49.0	32.0	GAM NA	0.24	-4.23	0.55
Basler KB PS	64.20	-0.62	69.6	60.8	Georg Fischer	62.90	-0.87	72.2
BB Biotech	38.80	0.26	49.8	35.4	Glarner KB N	21.00	±0.00	26.2
Belimo	435.00	1.26	479	369	Gip. Minoteries	244.00	-2.40	296
Bell Food	265.50	-1.48	285	244	Gurit Hold.	57.20	2.14	99.8
Bellevue Gr.	17.65	-0.56	28.0	17.0	Helvetia	124.00	1.47	137
Bergb. Eng elb.	41.00	-0.24	46.5	39.9	HiAG Immo.	72.00	±0.00	82.0
Berner KB	234.00	±0.00	253	230	Highlight	6.50	-6.47	15.3
BKW	143.60	1.34	168	122	Hochdorf	6.60	-3.51	29.0
Bossard	217.00	0.23	230	173	Huber+Suhrner	77.20	0.26	79.2
Bq. Cant. de G.	280.00	1.45	317	206	Hypo Lenzburg	4120.00	-1.44	4380
Bq. Cant. de J.	60.50	±0.00	66.5	49.2	Idorsia	2.04	0.49	7.60
Bq. Cant. Vaud.	98.25	1.39	113	91.9	Implenia	33.30	0.76	44.5
Bucher Ind.	358.00	1.13	406	314	Ina Invest	18.40	±0.00	19.0
Bundner KB	1760.00	±0.00	1815	1610	Inficon	1434.00	1.13	1508
Burckhardt	589.00	-0.17	666	436	Interroll	2560.00	±0.00	3080
Burkhalter	92.90	0.87	101	83.0	Intershop N	116.20	0.69	130
BVZ	1040.00	±0.00	1080	810	Investis	99.00	1.02	102
Bystronic	413.00	1.35	635	396	IVF Hartmann	128.00	-0.78	144
Calida Holding	30.40	0.33	36.5	25.0	Julius Bär NA	51.60	1.42	63.4
Carlo Gavazzi	297.00	-0.67	391	294	Jungfraubahn	190.80	0.74	211
Cembra Money	77.90	0.13	78.1	60.0	Kardex	238.00	-0.21	262
CI Com	1.25	-	2.84	0.90	Klingelnb.	17.15	3.63	20.1
Cicor Technol.	51.60	2.38	53.4	41.7	Komax	134.80	0.45	236
Clariant	13.95	1.45	15.3	10.8	Kudelski	1.41	-1.75	1.99
Coltene	48.40	-2.42	72.4	48.4	Kuros Bios.	11.40	3.45	13.0
					Landis+Gyr	74.50	1.64	80.1
					lastminute	20.20	1.00	29.5



La Banque 20.06.	Devises		Billets		avec 100 fr. on achète
	achète	vend	achète	vend	
1 Euro	0.9542	0.9544	0.92	0.98	101.83
1 Dollar US	0.8898	0.8899	0.85	0.93	108.11
1 Dollar canadien	0.6487	0.6489	0.61	0.69	145.99
1 Dollar australien	0.5934	0.5936	0.55	0.63	158.73
100 Dollar hongkong	11.4009	11.4026	10.70	12.50	800.00
100 Yens	0.5616	0.5617	0.52	0.61	16528.93
1 Livre sterling	1.1302	1.1307	1.05	1.20	83.33
100 Couronnes suédoises	8.5082	8.5103	7.80	9.35	1069.52
100 Couronnes norvég.	8.4424	8.4445	7.65	9.25	1081.08
100 Couronnes danoises	12.7930	12.7962	11.75	13.50	740.74

1 Bitcoin USD	64896.47 (20.06.)	64982.51 (19.06.)
---------------	-------------------	-------------------

Monnaies 20.06.	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	CAD	RUB
Franc suisse	-	1.1223	1.0479	0.8861	178.2985	1.5372	97.9241
Dollar US	0.8910	-	0.9337	0.7896	158.8830	1.3696	87.2455
Euro	0.9541	1.0710	-	0.8456	170.1551	1.4668	93.4417
Livre sterling	1.1284	1.2664	1.1825	-	201.2072	1.7346	110.4973
Yen	0.5608	0.0063	0.0059	0.0050	-	0.0086	0.5492
Dollar canad.	0.6505	0.7301	0.6817	0.5764	115.9892	-	63.6987
Rouble	0.0102	87.2455	0.0107	0.0090	1.8208	0.0157	-

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

	20.06.			20.06.
Saron	1.456	Euribor	1 mois	3.598
€STR	3.663	Euribor	3 mois	3.70
€STR	3 mois	Euribor	6 mois	3.689
€STR	6 mois	Euribor	12 mois	3.608
€STR	12 mois			

PÉTROLE/COMBUSTIBLES



	20.06.	18.06.
Baril NY WTI (Nymex) \$/bar.	81.15	81.55
Baril RBOB (Nymex) \$/gal.	2.48	2.47
Mazout Comb. ECO	20.06.	
de 3001 à 6000 litres	113.70 - 116.00	
Prix net du mazout par 100 litres à 15° en CHF. Source: L'Association des Négociants en Combustibles de Lausanne et environs.		

MÉTAUX PRÉCIEUX



CHF Pièces	achète 20.06.	vend 20.06.
8 Florin	390.50	421.00
Kruggerand	2046	2157
Maple leaf	2046	2149
Napoleon 20 Fr.	379.00	427.00
Souverain ancien	479.00	543.00
Souverain nouveau	479.00	539.00
Vreneli 20 Fr.	381.00	427.00

Or (Zurich)	2334	2335
Once/USD	66557	67057
Kg/CHF		

Argent (Zurich)	30.23	30.28
Once/USD	859.00	874.00
Kg/CHF		

Platine (Zurich)	983.50	993.50
Once/USD	27910	28660
Kg/CHF		

Palladium (Zurich)	907.00	912.00
Once/USD	25840	26210
Kg/CHF		

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich; \* = dernier prix mentionné; Div. = dividende; GS = bons de participation; I = actions au porteur; NA = actions nominatives; PS = bons de participation; St. = actions ordinaires; Vz. = actions privilégiées; le bas/haut sur 52 semaines se réfère uniquement aux transactions boursières. Monnaies/Métal et devises étrangères données fournies par UBS Group AG. Toutes les données sont sans garantie.

cours 20.06.2024 / 18.51 h CE(S)T

Source: Infront

PUBLICITE

Abonnement digital gratuit!

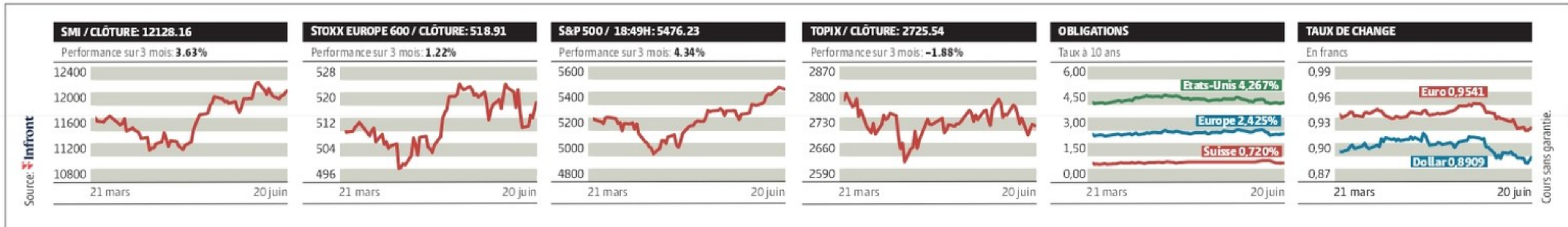
# Offrez le média que vous aimez!

L'Etat de Genève fait bénéficier d'un abonnement digital gratuit aux Genevois de 18 à 19 ans\*

Faites-en profiter un proche!

LE TEMPS







Donnez un  
nouvel élan à  
votre carrière



letempsemploi.ch

# Carrières

18

**LES INDEMNISATIONS EN CAS DE RÉDUCTION DE L'HORAIRE DE TRAVAIL SERONT VERSÉES DURANT MAXIMUM 18 MOIS**, contre douze actuellement. Cette mesure adoptée mercredi par le Conseil fédéral sera en vigueur du 1er août 2024 au 31 juillet 2025. Le but est de contrer une hausse du chômage.



**Delphine Bachmann, conseillère d'Etat genevoise** chargée de l'Economie et de l'Emploi, a annoncé hier le lancement de l'application *MeteoAtWork* pour protéger le personnel qui travaille à l'extérieur des effets des fortes chaleurs.

**Votre prochain rendez-vous formation:**

**vendredi 28 juin**

## Conjuguer fertilité et travail, l'idée naît

**SOCIÉTÉ** En Suisse, plusieurs entreprises proposent de préserver la fécondité de leurs collaborateurs, quel que soit leur sexe. Une pratique rare et controversée qui passe notamment par la congélation de gamètes

VINCENT MALAGUTI  
X @MalagutiVincent

Septembre 2023, le colloque «Entre médecine et société: la préservation de la fertilité» se tient aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). Il est organisé par le laboratoire FertiGenève et soutenu notamment par Merck et Ferring. L'un des points communs des deux multinationales, outre leur secteur d'activité: elles soutiennent financièrement la préservation de la fertilité de leurs salariés en Suisse. Merck l'a annoncé quelques jours avant le colloque aux HUG, avec le lancement du «Fertility Benefit Program for Employees».

Ferring propose cette pratique depuis le 1er juillet 2022, avec le programme «Building a Family at Ferring». Une autre société aide pécuniairement ses collaborateurs, de manière indirecte: Nestlé, via sa branche états-unienne. Cette dernière «offre des avantages financiers et consultatifs en matière d'infertilité». Contacté, le géant veveysan de l'agroalimentaire rappelle que ce n'est pas proposé à ses salariés en Suisse. Il n'a «pas prévu de le faire prochainement». Cependant, Nestlé confirme qu'«un collaborateur ou une collaboratrice suisses, établis aux Etats-Unis, pourraient être admissibles à ce programme».

### Planifier librement la parentalité

Chez Merck, «c'est une initiative proposée par nos employés», indique Florian Schick, président de Merck Suisse, au *Temps*. Elle vise à attirer ou retenir les talents, une méthode courante au sein de plusieurs multinationales aux Etats-Unis (Tesla, Apple, Starbucks). L'objectif est de permettre aux collaborateurs de planifier la parentalité comme ils le souhaitent, en parallèle de leur vie professionnelle. Pour Flo-



Tube d'ovules en stockage cryogénique pour la fécondation in vitro. (SCIENCE PHOTO LIBRARY)

rian Schick, cette démarche est logique: «Merck est une entreprise familiale, pionnière en matière de fertilité depuis un siècle. Elle met l'accent sur l'unification entre la famille et la carrière.»

Concrètement, Merck prend en charge les tests, les examens et l'ensemble du traitement, comprenant la congélation des gamètes. Le choix du prestataire demeure libre. Le processus est totalement anonyme et ouvert à tous les employés, sans suivi individuel. «Nous ne savons pas qui en bénéficie, si c'est une majorité de femmes ou d'hommes, indique le président de Merck Suisse. La seule

chose que nous faisons est de rembourser les coûts, une fois que le traitement a eu lieu.» Florian Schick n'a pas souhaité communiquer sur le coût exact de l'accompagnement par employé. «Il se situe dans une fourchette à cinq chiffres», se contente-t-il de dire.

Marco Taddei, responsable romand de l'Union patronale suisse, et Jessica Silberman Dunant, présidente de HR Swiss, estiment difficilement concevable que la pratique se généralise. Ils avancent deux arguments: la réticence des employeurs à s'immiscer dans la vie de leurs employés et le profil des entreprises. «Le

tissu économique est majoritairement fait de petites et moyennes entreprises. Beaucoup ignorent ces pratiques et sont loin de s'intéresser à ce sujet. Elles sont d'ailleurs préoccupées par les coûts de l'énergie et la pénurie de personnel», affirme Marco Taddei. En raison de leur rareté et de leurs contraintes, ces pratiques n'auront qu'une incidence marginale sur la chasse aux talents en Suisse, avance le responsable romand de l'Union patronale suisse. Un avis partagé par Isabelle Zinn, sociologue spécialiste des questions de diversité, d'équité, d'inclusion et des nouvelles formes de travail au

sein de la haute école spécialisée bernoise.

Pourtant, si la pratique ne suscite l'intérêt que de rares entreprises, elle est dans le viseur de l'administration fédérale depuis plusieurs années. En 2017, la Commission nationale d'éthique dans le domaine de la médecine humaine (CNE) a livré une position très critique sur «la cryoconservation comme prestation volontaire complémentaire de l'entreprise». Elle juge qu'il y a plus de risques pour les femmes concernées que d'avantages pour les employeurs. Une position qu'elle maintient en 2024.

Karine Lempen, professeure ordinaire de droit du travail à l'Université de Genève, va plus loin que la CNE. Elle juge cet avantage salarial comme étant une atteinte «disproportionnée et contraire» à la sphère privée. La Genevoise se base sur l'article 328 du Code des obligations pour l'affirmer. Cette disposition oblige la partie employeuse à ne pas s'immiscer dans la vie privée du personnel. Or, l'universitaire la pointe factuellement. HR Swiss le reconnaît également, tout en indiquant que son financement est légal pour autant qu'il soit déclaré comme un avantage en nature dans le certificat de salaire.

### Un résultat inverse aux objectifs?

Le soutien financier à la congélation des ovocytes, sans raison médicale, est susceptible d'être perçu comme un impératif à ne pas faire d'enfants durant la carrière, selon la Genevoise. «Une telle injonction» lui semble être de nature à augmenter le stress au travail. En outre, cette angoisse peut être renforcée par la pression de l'horloge biologique chez une salariée souhaitant congeler ses ovocytes. La qualité des ovules et la probabilité de tomber enceinte, naturellement ou par procréation médicalement assistée, diminuent avec l'âge, dès 30 ans, affirme le laboratoire FertiGenève, dans sa communication. Autre potentiel facteur d'inquiétudes pour les salariés: le délai de préservation des gamètes. En Suisse, il n'est pas possible de les conserver plus de dix ans, conformément à la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée. Au-delà de ce délai, elles sont détruites. «Cette pratique semble donc aller dans le sens inverse des mesures de conciliation travail-famille», conclut Karine Lempen. ■

### EXPERTISE

## Quand l'incapacité de travail est «à géométrie variable»



**JEAN-PHILIPPE DUNAND**  
AVOCAT ET PROFESSEUR  
DE DROIT DU TRAVAIL  
À L'UNINE

Les personnes employées bénéficient d'une certaine protection (limitée dans le temps) contre un licenciement notifié en temps inopportun, notamment pendant une incapacité de travail totale ou partielle résultant d'une maladie qui ne leur est pas imputable (art. 336c du Code des obligations).

La loi distingue deux hypothèses. Lorsque le licenciement est notifié pendant une période de protection prévue dans la loi, il est nul. La partie employeuse qui persiste dans son intention de mettre fin au contrat de travail doit donc notifier un nouveau licenciement une fois la période de protection

achevée. Deuxième possibilité: le licenciement est notifié avant une période de protection. Dans un tel cas, si le délai de congé n'a pas expiré avant cette période, il est suspendu et ne continue à courir qu'après la fin de cette période. La résiliation est valable et la partie employeuse n'a pas à la renouveler. Mais le délai de congé est prolongé et reporté au prochain terme.

Il incombe à la partie employée d'apporter la preuve que son empêchement de travailler n'est pas fautif. En cas de maladie ou d'accident, elle aura le plus souvent recours à un certificat médical, même si ce dernier ne constitue pas un moyen de preuve absolu. En principe, une incapacité de travail attestée par un certificat médical a un effet généralisé. Toutefois, depuis une quinzaine d'années, il arrive que certains médecins (souvent mandatés par des assureurs perte de gain) délivrent

des expertises médicales ou des certificats médicaux attestant que la personne employée présente une incapacité de travail limitée à sa place de travail, c'est-à-dire qu'elle conserverait une capacité de travail pour occuper un autre poste auprès d'une autre personne employeuse. Une telle pratique concerne principalement le cas des personnes employées qui sont incapables de travailler au service de leur employeur pour des raisons psychiques souvent liées à des situations de conflits interpersonnels ou de harcèlements au travail.

Bien que la question soit controversée, le Tribunal fédéral a jugé qu'une incapacité de travail limitée à la place de travail, parfois appelée «incapacité à géométrie variable», était de nature à priver la personne employée de la protection contre le congé donné en temps inopportun. Dans un arrêt récent du

26 mars 2024 (TF 1C\_595/2023), notre Haute Cour a confirmé sa position. Il s'agit du cas d'un lieutenant-colonel qui exerçait une fonction d'instructeur au sein de l'état-major du commandement de l'Instruction de l'armée suisse. Par décision du 25 mai 2022, l'employeur a résilié le contrat de travail du militaire de carrière avec effet au 30 novembre 2022 et l'a suspendu avec effet immédiat. Pour l'essentiel, il lui était reproché d'avoir, des années durant, de manière systématique et volontaire, fourni des informations erronées concernant son activité accessoire au sein du comité directeur de la Patrouille des glaciers. Au moment de la notification de son licenciement, l'employé se trouvait en incapacité de travail attestée par des certificats médicaux.

Selon le Tribunal administratif fédéral, dont l'avis a été confirmé par le Tribunal fédéral, le militaire ne pouvait

bénéficier d'une protection contre un licenciement donné en temps inopportun, car son incapacité était limitée à sa place de travail. En effet, les rapports médicaux versés au dossier faisaient état de troubles anxieux et dépressifs «déclenchés par des situations problématiques sur son lieu de travail», de risque élevé de rechute dépressive si l'employé «se confrontait à nouveau à son ancien poste de travail» et d'état de santé «influencé par des facteurs non médicaux, à savoir des difficultés sur son lieu de travail».

Cette jurisprudence paraît contestable car elle ne repose sur aucune base légale explicite. Elle ne devrait pas trouver application dans les cas où l'atteinte à la santé de l'employé est imputable à la partie employeuse, notamment lorsque celle-ci n'a pas pris les mesures adéquates pour prévenir l'atteinte ou y mettre fin. ■





Leader dans le secteur de l'innovation sociale et de l'entrepreneuriat, la Fondation immobilière pour le développement des entreprises sociales (FIDES) a pour mission de stimuler l'entrepreneuriat social et de créer de la valeur par la mutualisation, les synergies et l'innovation collective. Organisée en trois secteurs - Immobilier, Démonstrateur et Innovation collective - FIDES fournit des infrastructures de qualité pour soutenir les organisations à mission sociale, offre un cadre et des ressources pour encourager la mutualisation, le partage et les projets collectifs inter-institutions et propose un accompagnement pour développer des projets sociaux novateurs.

En vue du départ de son directeur pour la fin de l'année, Fides nous a mandatés pour rechercher

### Son futur directeur ou sa future directrice (100%)

**Nous recherchons une personnalité répondant au profil suivant :**

**Force de proposition inspirante**, vous accompagnez le Conseil de Fondation dans la définition de la stratégie, en assurez sa mise en œuvre et veillez à son évolution.

**Véritable chef-fe d'entreprise,** vous supervisez l'ensemble des opérations et garanteez leur efficacité et leur alignement avec les objectifs stratégiques, y compris l'entretien et la préservation des actifs immobiliers sous gestion.

**Fin-e gestionnaire**, vous gérez la planification financière, la gestion budgétaire et la gestion de risques afin de pérenniser et développer l'activité.

**Leader attentif-ve**, vous conduisez et motivez l'équipe de direction et le personnel, en promouvant une culture d'excellence, d'innovation et de collaboration.

Ambassadeur·trice des valeurs de la fondation, vous promouvez toutes les activités favorisant la réalisation de projets à forte valeur ajoutée pour soutenir le tissu des entreprises sociales. Votre personnalité rassembleuse, votre aisance relationnelle, votre tact ainsi que votre capacité à créer un climat constructif propice à l'innovation sont appréciés de vos partenaires.

Ce poste passionnant s'adresse à des personnes au bénéfice d'un cursus universitaire (Master), d'une expérience confirmée dans la conduite d'organisations complexes et de compétences avérées en développement stratégique, gestion opérationnelle et financière. Des compétences marquées en communication, négociation, et en gestion d'équipe complètent le profil recherché.

Une excellente connaissance du tissu social genevois représente un atout supplémentaire.

Si, tout comme Fides, vous souhaitez cultiver le faire ensemble et l'innovation sociale alors vous êtes la personne que nous souhaitons rencontrer.

Nous nous réjouissons de recevoir, par courriel, votre dossier complet d'ici au 12 juillet 2024.

**ENTREPRISE  
POSITIVE**  
CONSEIL EN MANAGEMENT ET  
RESSOURCES HUMAINES

ENTREPRISE POSITIVE  
Françoise Vonmoos  
Epenay 6, 1270 Trélex  
contact@entreprisepositive.ch  
www.entreprisepositive.ch



**Parlamentsdienste**  
**Services du Parlement**  
**Servizi del Parlamento**  
**Servetschs dal parlament**

Services du Parlement SP

**Juge de langue principale française**

80-100%

Tribunal administratif fédéral, Saint-Gall

Vous trouverez des informations détaillées sur ce poste en entrant le code de référence JRO\$540-10774 sur [www.emploi.admin.ch](http://www.emploi.admin.ch).



Eynard-Fatio  
BCAS

Au service des habitants de Genève depuis plus de 150 ans, le Bureau Central d'Aide Sociale (BCAS) déploie ses différentes activités de soutien auprès des enfants, des jeunes et des adultes, en proposant des solutions concrètes dans des domaines où l'État est peu présent. Au sein de son dispositif, l'EMS Eynard-Fatio est un établissement médico-social cinquantenaire ayant pour vocation de prendre soin de ses résidents âgés dépendants jusqu'à la fin de leur vie. Situé sur la commune de Chêne-Bougeries, en plein cœur du quartier de la Gradelle, il est entouré de verdure, bénéficie d'une situation très calme, offre 95 lits. Plus d'une centaine de professionnel-le-s compétent-e-s, s'engagent au quotidien pour le confort de nos résident-e-s.

Afin de reprendre la direction de l'EMS, nous vous offrons une fonction de

## Directeur·trice

Directement rattaché-e à la Commission administrative d'Eynard-Fatio, vous serez chargé-e de nourrir la réflexion stratégique grâce à votre expertise en matière de politique sociale en lien notamment avec l'accueil des personnes âgées, de préserver notre savoir-faire qualitatif, tout en engageant les transformations nécessaires pour faire face aux évolutions de la société. Vous mettrez en oeuvre la stratégie validée par la Commission, vous assumerez la responsabilité de la Direction opérationnelle, garantirez la qualité et la performance de l'offre de prestations, proposerez les budgets et les politiques de gestion pertinents, vous attribuerez les ressources, fixerez les objectifs et en contrôlerez leur bonne réalisation. D'autre part, vous assurerez l'exhaustivité et l'exactitude des états financiers, vous analyserez et gèrerez les risques opérationnels, et vous garantirez une gestion efficiente et respectueuse des RH. Enfin, vous représenterez l'EMS et en défendrez ses intérêts auprès de l'administration, du monde économique, politique et des divers partenaires institutionnels (FEGEMS, par exemple).

Bénéficiant d'une formation de haut niveau en gestion d'institutions de santé, d'organismes sans but lucratif ou équivalents, vous avez déjà exercé une fonction comparable avec succès depuis plusieurs années dans la région, à la tête d'une institution socio-sanitaire, idéalement en lien avec l'accompagnement des personnes âgées. Vous connaissez bien le contexte socio-économique, politique et administratif genevois, tout comme le cadre légal dans lequel nous agissons. Personnalité irréprochable, solide et respectée, adepte d'un management à l'équilibre entre le lien et l'exigence, vous avez une capacité à déléguer, êtes fin-e négociateur-trice et bon-ne gestionnaire. Entrepreneur-euse social-e visionnaire, dynamique et ambitieux-euse, mais pragmatique, vous êtes à l'aise avec tous types d'interlocuteurs et vous avez de l'intérêt pour les nouvelles technologies.

Si vous souhaitez relever ce défi avec passion et enthousiasme, que vous partagiez nos valeurs et que la qualité de la prise en charge des personnes âgées dans la dignité vous anime, n'hésitez pas à vous rendre sur le site de notre mandataire [www.emmenegger-conseils.ch](http://www.emmenegger-conseils.ch) afin de postuler.

Nous vous garantissons une parfaite discrétion.



emmenegger | compétences | conseils sa  
Genève & Lausanne  
[www.emmenegger-conseils.ch](http://www.emmenegger-conseils.ch)



**HEIDI.NEWS**  
IL EST TEMPS DE RACONTER LE MONDE

# Plonge dans l'info comme dans une série!

Abonne-toi  
au média Heidi.news




**Prix libre  
pour les moins  
de 26 ans**






# 18 Carrières



GANCI PARTNERS



L'hôpital fribourgeois (HFR) s'engage au quotidien pour la santé de la population. Actif sur quatre sites (Fribourg, Meyriez-Murten, Riaz et Tafers), il offre une gamme complète de soins stationnaires et ambulatoires de haute qualité, en plaçant le bien-être des patients au cœur de ses préoccupations. Engagement, solidarité et respect constituent les valeurs essentielles de ses 3800 collaboratrices et collaborateurs et rassemble plus de 100 professions. Au service de la population, tous poursuivent un but commun: fournir des prestations de qualité et garantir la meilleure prise en charge dans le domaine des soins stationnaires, ambulatoires et d'urgence. Chaque année, plus de 100 000 patients, soit près d'un fribourgeois sur trois, font confiance à l'expérience du corps médical et du personnel soignant de l'hôpital.

Afin de pérenniser ses infrastructures et de continuer à répondre aux besoins de la population, l'HFR a défini une nouvelle stratégie de transformation progressive vers un réseau de soins. Le développement de ce réseau passe notamment par la construction et la mise en place d'un centre hospitalier innovant et performant pour les cas aigus ainsi que par le développement et l'implémentation de centres de santé, garantissant la proximité avec la population.

En prévision du départ à la retraite de l'actuel titulaire, l'HFR recrute, en collaboration avec Ganci Partners, son·sa futur·e:

Directeur·trice Général·e (100%)

Responsabilités de la fonction

- Mettre en œuvre et développer la stratégie définie par le Conseil d'administration;
- Diriger, superviser et assurer le suivi des affaires du Conseil de direction;
- Assurer une bonne qualité des prestations et services de l'HFR en étroite collaboration avec l'ensemble des directeur·trices;
- Veiller à une bonne coordination des activités de l'HFR, notamment entre les différents sites hospitaliers, avec l'assistance du Conseil de direction;
- Assurer, développer et coordonner des relations constructives aussi bien à l'interne qu'avec les représentants de l'administration cantonale, les partenaires sociaux et les partenaires externes;
- Assumer la responsabilité d'une bonne gestion opérationnelle et financière de l'entreprise en respectant les conditions-cadres;
- Assurer la représentation de l'HFR vers l'extérieur, notamment au sein des instances de direction des associations sanitaires suisses et cantonales;
- Proposer des adaptations de l'organisation de l'établissement face aux enjeux actuels et futurs du domaine hospitalier pour assurer le bon positionnement de l'HFR dans le paysage hospitalier suisse;
- Collaborer dans la définition et la réalisation du nouvel hôpital.

Profil recherché


Le Conseil d'administration recherche un·e Directeur·trice général·e fédérateur·trice, pragmatique, loyal·e, capable d'instaurer une énergie positive, d'encourager la responsabilisation des collaborateurs et de prendre des décisions avec assurance. Au bénéfice d'une formation supérieure complète de niveau universitaire et d'une formation en management, vous avez acquis une solide expérience dans une fonction de direction de haut niveau au sein d'un établissement public dans le domaine de la santé.

Doté·e de grandes aptitudes à la collaboration interdisciplinaire et de qualités de leadership vous permettant de mobiliser et fédérer l'ensemble des professionnel·le·s, vous faites preuve d'engagement face aux responsabilités confiées. Grâce à une grande capacité d'analyse et de conception, vous avez la capacité d'assumer avec efficacité une fonction d'état-major complexe. Vous démontrez une remarquable résilience lors de situations émotionnellement complexes, tout en étant une personnalité communicative avec un haut niveau de savoir-être.

Vous possédez une parfaite maîtrise du français et de l'allemand. L'anglais représente un atout.

Votre candidature

Pour de plus amples informations, M. Patrick Buchs, Directeur régional chez Ganci Partners, se tient à votre disposition au 031 310 01 30 et se réjouit de recevoir votre candidature par e-mail: [patrick@gancipartners.ch](mailto:patrick@gancipartners.ch) d'ici au **5 juillet 2024**. Une totale discrétion vous est garantie.



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC  
**Office fédéral des routes OFROU**

Responsable (h / f) du domaine Gestion du patrimoine, filiale de Estavayer-le-Lac

80%-100% / Estavayer-le-Lac

Faites avancer la Suisse!

Vous contribuez de manière importante à la conservation des infrastructures de transport modernes dans la zone gérée par la filiale, en assurant la mise en œuvre des normes applicables aux routes nationales ainsi que des directives et des autres normes.

Vos tâches

- Surveiller l'état des travaux réalisés sur les infrastructures routières dans la zone de la filiale, et en rendre compte
- Gérer le processus de génération de projets de construction et d'entretien, présenter des demandes de projet
- Assurer une exploitation sans faille des routes nationales en collaboration avec les entités responsables de l'entretien courant au niveau cantonal
- Assumer la haute surveillance et le pilotage des mesures engagées dans le cadre des travaux mineurs du gros entretien
- Diriger le domaine Gestion du patrimoine et ses neuf collaborateurs

Votre profil

- Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil EPF ou HES
- Justifier d'une expérience en matière de conduite du personnel et de construction de tunnels, de ponts, de tranchées couvertes, de galeries et de tracés
- Avoir l'esprit de synthèse, une vision globale ainsi que des capacités d'abstraction, d'organisation et de coordination
- Faire preuve d'inventivité, de flexibilité, de loyauté et avoir la volonté de s'investir
- Bonne connaissance active d'une deuxième langue officielle et une connaissance passive d'une troisième langue officielle

L'Office fédéral des routes (OFROU) est responsable de la construction, de l'entretien et de l'exploitation du réseau des routes nationales et s'engage en faveur d'une mobilité sûre et durable sur l'ensemble du réseau routier. L'OFROU est un office du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).


En tant que collaborateur de l'OFROU, vous faites avancer la Suisse. Vous assumez la responsabilité de projets exigeants qui contribuent au développement des différentes régions du pays en les reliant entre elles. L'OFROU vous offre un cadre de travail moderne dans lequel vous contribuerez de manière significative à la bonne marche du pays.

L'administration fédérale est attentive aux différents parcours de vie et besoins de ses collaboratrices et collaborateurs et en favorise la diversité. Elle accorde la plus haute priorité à l'égalité de traitement.

Candidature en ligne sur [www.stelle.admin.ch](http://www.stelle.admin.ch), code de référence JRQ\$540-10341

Monsieur Stefano Coraducci, chef de la filiale d'Estavayer-le-Lac, tél. 058 461 87 40

Vous trouverez d'autres annonces intéressantes de la Confédération à l'adresse suivante: [www.em-ploi.admin.ch](http://www.em-ploi.admin.ch)



Fondation  
**Les Eglantines**

Av. de la Prairie 26  
1800 Vevey  
Tél. 021.925.43.00  
[www.eglantines.ch](http://www.eglantines.ch)

Au cœur de la ville de Vevey, nous accueillons une centaine d'adultes vivant avec un handicap physique, un polyhandicap, une déficience intellectuelle légère et/ou une atteinte dans leur santé psychique. Nous sommes un établissement socio-éducatif, reconnu d'utilité publique, fondé en 1950. La Fondation emploie 150 collaborateurs assurant des prestations d'hébergement, d'activités au sein d'ateliers à vocation socialisante et de centres de jour, ainsi que d'accompagnement à domicile.

Vous faites preuve d'**ouverture** et agissez en faveur d'une société plus inclusive? Vos habilités relationnelles sont reconnues? La difficulté et les défis du métier ne sont pas un obstacle à votre **responsabilité** professionnelle? Votre **respect** à l'égard des personnes accompagnées vise à soutenir leur pleine participation et garantir leur bien-être?

Alors vous êtes le/la leader que nous recherchons en qualité d'

ADJOINT/E DE DIRECTION  
RESPONSABLE DES PRESTATIONS  
poste CDI à 100%

Missions principales:

Membre du Conseil de Direction, vous assumez la responsabilité de l'ensemble des prestations directes aux bénéficiaires et de certains services transversaux. Avec le soutien de trois responsables de secteur, vous soutenez et supervisez les collaborateurs dans leurs missions afin de garantir une qualité de vie répondant aux besoins et aspirations des bénéficiaires. Dans ce but, vous développez une culture favorisant la qualité de service et l'image de la Fondation, renforçant l'autonomie et la responsabilité des collaborateurs et contribuant à soutenir leur motivation par un management coopératif. Sur délégation du directeur, vous représentez la Fondation à l'extérieur de l'institution.

Profil:

Formation HES en travail social ou jugée équivalente, complétée par une formation en management. Expérience confirmée dans la gestion d'équipe. Bonne connaissance de la politique sociale et sanitaire vaudoise ainsi que des organisations à but non lucratif, dans les activités du domaine socio-éducatif et socio-professionnel. Leadership coopératif, vision stratégique, esprit de synthèse, sens de l'écoute, humour, capacité à privilégier le dialogue et à favoriser une approche consensuelle dans la recherche de solutions.

*Vous êtes motivé/e et engagé/e, écrivez-nous afin de rejoindre et faire partie d'une équipe qui défend des valeurs où la qualité relationnelle est privilégiée.*

Délai de postulation:

18 juillet 2024.

Entrée en fonction:

1er janvier 2025 ou à convenir.

Renseignements:

Joseph Bieri, 021 925 43 02

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet accompagné d'une lettre de motivation à la Fondation Les Eglantines, Calina Farkas, Responsable RH, Av. de la Prairie 26. 1800 Vevey, ou à [administration@eglantines.ch](mailto:administration@eglantines.ch)

L'Association pour la danse contemporaine met au concours un poste de

Directrice/  
Directeur  
artistique  
et général·e  
100%

La directrice/le directeur assurera la gestion de l'ADC ainsi que la conception et l'organisation de la saison chorégraphique.

Lieu de travail — Pavillon ADC — Genève

Entrée en fonction — 1<sup>er</sup> juin 2025

Délai de candidature — 22 août 2024

Annonce complète sur [www.pavillon-adc.ch](http://www.pavillon-adc.ch)



# Dan Ndoye, déjà indispensable à la Nati

**TALENT** S'il n'a pas encore marqué dans cet Euro, et reste perfectible devant le but, l'attaquant vaudois est devenu un élément clé de la sélection de Murat Yakin par sa capacité à déchirer les lignes adverses, sa polyvalence et son sérieux défensif

LAURENT FAVRE, COLOGNE  
 @LaurentFavre

D'une certaine manière, c'est l'anti-Xherdan Shaqiri, qui n'a pas eu besoin d'une action de jeu suisse pour marquer mercredi soir contre l'Ecosse. Dan Ndoye, lui, a eu trois occasions nettes mais n'a pas marqué, ou alors en position de hors-jeu. Contre la Hongrie, l'ailier vaudois avait pareillement fait des différences, déchirant la défense adverse par sa vitesse de course, sans parvenir à conclure. Pouvait-il mieux faire? Sur sa première occasion (31e), où il prend appui sur Ruben Vargas pour poursuivre sa course côté gauche, le ballon lui revient un peu mollement, l'obligeant à se remettre sur son pied droit, s'arrêter, chercher le coin opposé d'une frappe à mi-hauteur un peu trop facile pour un gardien. Sur le corner qui suit, il jaillit derrière l'alignement pour récupérer un ballon trainant et marquer en pivot, mais en position de hors-jeu. Il aurait dû marquer à la 58e minute lorsqu'il se présenta seul face au gardien écossais, qui dévia le tir. Dan Ndoye s'était retrouvé en si bonne position en éliminant le défenseur Kieran Tierney dans un mouvement enchaînant contrôle aérien, protection de balle dos au but et dribble en pivot, un véritable geste d'avant-centre.

### Le plus jeune titulaire

En 13 sélections, le joueur de Bologne n'a pas encore débloqué son compteur personnel, ce qui est toujours une limite pour un attaquant, mais n'est apparemment pas rédhibitoire aux yeux de Murat Yakin, qui l'a titularisé lors des sept derniers matchs de l'équipe de



Dan Ndoye face au défenseur Grant Hanley lors du match de groupe Suisse-Ecosse de mercredi. (COLOGNE, 19 JUIN 2024/MEUSEL/IMAGO/BEAUTIFUL SPORTS)

Suisse. A l'Euro, il est l'attaquant qui a le plus joué, ne sortant qu'à la 86e minute les deux fois. Le sélectionneur apprécie sa polyvalence (il a joué à gauche après la sortie de Vargas) et sa discipline défensive et bien sûr sa capacité à enchaîner les courses à haute intensité.

A 23 ans et demi, Dan Ndoye est le plus jeune titulaire d'une équipe de Suisse qui comptait huit trentenaires au coup d'envoi contre l'Ecosse. Il peut encore progresser devant le but, même s'il n'a marqué qu'une seule fois plus de cinq buts dans une sai-

son, en 2022-2023 au FC Bâle. C'est cette année-là qu'il se révéla sur la scène internationale, comme Zeki Amdouni, le Français Andy Diouf ou l'Italien Riccardo Calafiori, en atteignant les demi-finales de l'Europa Conference League. Il était mûr pour

un second départ à l'étranger, après une première expérience trop précoce à l'OGC Nice. Acheté 9 millions d'euros par Bologne l'été dernier, il en vaudrait 14 millions selon le site spécialisé Transfermarkt, et 25 millions selon l'Inter Milan, qui voudrait

en faire le successeur du Néerlandais Denzel Dumfries. La vitesse est l'arme décisive dans le football. On pourrait croire que Dan Ndoye est un talent brut, qui doit désormais peaufiner sa technique. L'ancien junior de Saint-Prex n'a pourtant jamais survolé les catégories de jeunes, n'obtenant sa première sélection en équipe de Suisse qu'en M18. «Evidemment, dans la région, il faisait partie des gars à suivre, mais ce n'était pas un énorme talent au niveau suisse. Il a eu besoin de temps et de confiance autour de lui, et il a beaucoup travaillé. Il était très exigeant, toujours à l'écoute, respectueux», a expliqué la semaine dernière à La Côte Sébastien Richard, aujourd'hui entraîneur de Clermont en Ligue 2 française, mais à l'époque responsable du sport-études de Gland et entraîneur de la sélection vaudoise.

### «Sérieux» et «solaire»

Adolescent, Dan Ndoye a suivi un apprentissage de vente en magasin de sport mais ne pensait déjà qu'au football. Toujours dans La Côte, son patron d'alors a décrit un gamin «sérieux» mais «solaire», qui s'entraînait parfois à 7h du matin avant d'embaucher. Il a quitté en 2019 pour signer un contrat avec le Lausanne-Sport. La suite est allée très vite: 2020 Nice, 2021 Bâle, 2022 équipe nationale (première sélection le 24 septembre contre l'Espagne, un an après sa première convocation), 2023 Bologne. Et 2024 l'Euro en Allemagne et cette place de titulaire qu'il devrait conserver lorsque Breel Embolo et Steven Zuber postuleront pour l'un des trois postes offensifs. ■

## Kanté dans le désert, depuis trop longtemps

**FOOTBALL** Clé de voûte du titre mondial de la France en 2018, miné par les blessures et une affaire de racket, on le pensait en préretraite. Et voilà que N'Golo Kanté signe le come-back le plus spectaculaire depuis Zidane en 2006

On l'a retrouvé tel qu'on l'avait quitté. Si discret et à la fois omniprésent. Tout petit, presque le corps d'un enfant (1 m 68) au milieu des muscles autrichiens et pourtant un géant au cœur du jeu. Après deux ans d'absence en équipe de France, deux ans de galère et de blessures ponctués d'un transfert en Arabie saoudite que l'on imaginait sans retour, N'Golo Kanté est revenu chez les Bleus, à 33 ans, juste avant l'Euro, et ce n'est pas exagéré que de dire qu'il s'agit du come-back international le plus impressionnant depuis celui de Zinédine Zidane avant la Coupe du monde 2006.

### Partout et presque toujours juste

Désigné homme du match après France-Autriche (1-0), qu'il a terminé avec le brassard de capitaine à la suite de la blessure de Kylian Mbappé, N'Golo Kanté a impressionné tous les observateurs par son inépuisable activité, sa robustesse dans les duels et sa capacité à être partout et presque toujours propre et juste. «La France possède le meilleur joueur d'équipe du monde, s'est exclamé l'ancien joueur anglais Wayne Rooney. Il sait tout faire: presser, se placer et jouer dans les intervalles, casser les actions adverses et se projeter en attaque. Son énergie bonifie les autres joueurs, qui osent aller vers l'avant parce qu'ils savent que si le ballon est perdu, N'Golo Kanté viendra le récupérer. Pour moi, il est l'un des meilleurs milieux de terrain du monde.»

Ces éloges ont pris une tournure presque comique au sein même de l'équipe de France où beaucoup de



N'GOLO KANTÉ  
 MILIEU DE TERRAIN DE  
 L'EQUIPE DE FRANCE

joueurs, arrivés au moment de la Coupe du monde au Qatar ou plus récemment encore, ne le connaissaient que de réputation. «Il est vraiment très impressionnant», souffle le défenseur d'Arsenal William Saliba. «Je l'ai vu de mes yeux, ce n'est pas une légende...», s'est esclaffé le milieu de terrain Youssouf Fofana dans une vidéo. «C'est une dinguerie, une dinguerie, c'est juste du jamais vu...», répète le défenseur Ibrahima Konaté, qui joue pourtant à Liverpool. «On dirait qu'ils sont trois... L'équipe qui l'a à l'entraînement [lors du petit match] sait qu'elle a gagné», soupire Marcus Thuram. N'Golo Kanté n'est pas Zinédine Zidane. Il ne marque pas de buts, ne tire pas les coups francs, ne mène pas les offensives tricolores, ne fait ni roulette ni aile de pigeon. Il court, se replace, colmate, compense, récupère. Inlassablement. Trois statistiques relevées contre l'Autriche résumant sa manière de jouer: 11,7 km parcourus (c'est beaucoup pour un joueur qui évolue dans une zone assez définie), 9 ballons récupérés, aucune faute commise. Intense, clinique, efficace. Il fallait avoir l'œil de Didier Deschamps pour aller rechercher N'Golo Kanté en Saudi Pro League, à Al-Ittihad, où il avait signé en juin 2023. Fin psychologue, le sélectionneur savait sans doute que l'homme allait mieux. Kanté en avait en effet fini avec une sale histoire qu'il a traînée pendant des années et qui explique

en partie ses blessures. Mais de ça aussi, ce n'est pas lui et son sourire timide qui en parle le mieux. Au printemps 2023, une longue enquête de France Football révélait que le joueur avait été durant plusieurs années victime de mauvaises fréquentations auxquelles, au prétexte d'avoir été ses amis et de vouloir devenir ses agents, se comportaient en maîtres chanteurs, voire en malfaiteurs. Lui, le gentil N'Golo Kanté, le joueur préféré des Français, s'était retrouvé un jour assis à l'arrière d'une voiture, un pistolet posé sur l'un de ses genoux avec pour mode d'emploi cette menace: «Ton agent, ou tu le quittes ou on le descend».

### Entourage néfaste

On connaît, grâce notamment au cas très médiatisé de Paul Pogba, un autre champion du monde de 2018, les conflits de loyauté qui minent le quotidien de nombreux footballeurs issus de milieux défavorisés, des transfuges de classe tiraillés entre l'attachement sincère au milieu d'origine et le besoin de se protéger des jalousies et des cupidités. Cinq agents se réclament les représentants de Kanté lorsqu'il explose à Leicester en 2016. Lorsqu'il signe à Chelsea, l'un d'eux touche 4,8 millions d'euros de commission, à une époque où la mère du joueur continue de travailler comme femme de ménage. D'autres «amis» ne touchent rien et deviennent fous. N'Golo Kanté, qui déteste les conflits, mettra des années à se débarrasser de cet entourage néfaste. Aujourd'hui en paix, il peut à nouveau donner le meilleur de lui-même sur le terrain. Le sourire un peu gêné, il a reçu lundi le trophée de meilleur joueur de France-Autriche. «Ça commence bien», s'est-il sobrement félicité. Zidane aurait peut-être prononcé «bieng» mais n'aurait pas dit autre chose. ■ L. FE, DÜSSELDORF

### MAIS ENCORE

**La Serbie menace de quitter l'Euro** Le patron de la Fédération serbe de football a menacé hier de retirer son équipe de l'Euro 2024 après avoir entendu des supporters scander des slogans hostiles à son pays lors du match Croatie-Albanie (2-2) mercredi. «Nous allons demander à l'UEFA de prendre des sanctions, même si cela signifie pour nous de ne pas continuer la compétition», a-t-il affirmé. Les Serbes sont demiers du groupe C de l'Euro après une défaite contre l'Angleterre (1-0) et le nul contre la Slovaquie, mais peuvent toujours se qualifier pour les 8es de finale. (AFP)

## Entre les 8es et la crise, l'Angleterre hésite encore

**EURO 2024** Tenus en échec hier à Francfort par le Danemark (1-1), les Anglais ont confirmé les doutes nés après leur premier match contre la Serbie. En tête avec quatre points, ils seront en danger mardi contre la Slovaquie

Avec l'Angleterre, c'est tous les deux ans à peu près la même histoire. Les Anglais débarquent confiants (un pléonasme) et se représentent en favoris, forts d'un effectif impressionnant sur le papier. Et puis les individualités peinent à faire corps, le style de jeu suscite des critiques, la pression médiatique devient terrible après le premier mauvais résultat et l'élimination tombe presque comme un soulagement à quelques semaines de la reprise de la Premier League, la seule compétition qui compte vraiment. Beaucoup d'explications ont été avancées pour justifier le phénomène: le dédain anglais pour ces épreuves inventées par d'autres (c'était vrai avant), la fatigue d'une saison éreintante, les profondes inimitiés de clubs qui transpirent sous le maillot national. Nouveauté cette année: les joueurs de Manchester City (Stones, Walker, Foden) seraient trop formatés par le style de jeu si particulier et difficilement reproductible de Pep Guardiola. Car l'équipe d'Angleterre en était déjà au point 3 (le style de jeu suscite des critiques) après son premier match, gagné sans panache contre la Serbie (1-0). Elle passe donc au point 4 (la pression média-

tique) après son nul contre le Danemark (1-1), qui est passé plus près de la victoire et qui, surtout, s'est bien davantage affiché comme un collectif fort et cohérent, autour de son maître à jouer Christian Eriksen. Côté anglais, on n'a pas vu Phil Foden, le meilleur joueur de la saison, auteur de la meilleure occasion anglaise en seconde mi-temps (un tir sur le poteau à la 56e) et remplacé dès la 69e minute. On n'a pas vu non plus Jude Bellingham, le meilleur joueur anglais actuel.

### Les stars sur le banc

L'Angleterre a ouvert le score un peu chanceusement dès la 18e minute, Victor Kristiansen ne voyant pas Kyle Walker débouler dans son dos. Le latéral de City centrait, le ballon était dévié par deux pieds danois avant d'être servi sur un plateau devant Harry Kane (1-0). Le Danemark égalisait un quart d'heure plus tard sur une frappe lointaine (28 m) de Morten Hjulmand au ras du poteau (34e 1-1). En seconde période, Gareth Southgate sortait simultanément Foden, Saka et Kane pour faire entrer trois joueurs moins prestigieux (Bowen de West Ham, Watkins de Villa et Eze de Palace). Tout un symbole. Les Danois terminaient les plus forts et n'étaient pas loin de faire la décision, obtenant trois chances de buts en deux minutes. Ils fêtaient cependant ce match nul avec leurs supporters tandis que les Anglais faisaient grise mine. Ils savent déjà ce qui les attend ces prochains jours. ■ L. FE, FRANCFORT



# «Nous devons lutter pour notre humanité»

**GENÈVE** La saison d'été de la Scène Ella Fitzgerald démarre en beauté ce week-end. Dimanche, Souad Massi, l'une des plus grandes voix féminines d'Afrique du Nord, s'y produira entourée d'un combo rock

ELISABETH STOUD MANN  
X @estoudmann

Il est de ces artistes dont on sait qu'ils sont là pour rester. Leur flamme peut flamber ou vaciller, mais elle ne s'éteint pas. Ils avancent à pas sûrs, posant de-ci de-là un enregistrement comme un jalon dans un parcours à la fois poétique et engagé. La chanteuse algérienne Souad Massi, du haut de ses 25 ans de carrière, est de cette trempe. Elle se produit à Genève dimanche pour en faire la démonstration.

Le premier album international de Souad Massi, *Raoui*, publié en 2001, peu après son arrivée en France où elle se réfugie à la suite de menaces reçues dans une Algérie alors en pleine guerre civile, la consacre d'emblée. Elle y chantait déjà: «La Terre est devenue un enfer/Le feu a brûlé le printemps/ Arrêtez de faire la guerre/Vous faites la guerre à des enfants/Il n'en restera que la vérité». Dans un accompagnement acoustique, elle incarne alors une *folk woman* d'un genre nouveau, une Joan Baez, une Joni Mitchell en version arabe.

## Toujours plus haut

Sur la pochette de son dernier album, *Sequana*, paru en 2022, Souad Massi pose de face, les yeux fermés avec deux pâquerettes recouvrant ses paupières, pour dire son «indignation face à ce que nous vivons et ce que notre regard perçoit». Deux ans plus tard, alors que le monde ne cesse de se durcir, on sait que la chanteuse va porter sa voix d'artiste toujours plus haut. «La pâquerette est tellement résistante que cela me donne de la force. Je veux m'accrocher à cette beauté et la chanter.»

Quant à *Sequana*, qui est également le titre d'une chanson, c'est un chant d'amour à ses filles adolescentes pour les apai-

ser. «Nous sommes passées par des moments difficiles dans notre vie et j'avais envie de soigner, de réparer. Je n'arrive pas à leur parler de ça, alors j'ai fait ce que je sais faire, j'ai chanté. J'ai pensé à la déesse Sequana qui, du temps des Gaulois, possédait le double don de soigner et d'exaucer les vœux. On dit que Sequana vivait aux sources de la Seine et que jadis les gens allaient se tremper dans ses eaux pour se guérir.»

## «La femme est un rayon de lumière divine»

Née dans une Algérie où les femmes étaient les cibles des terroristes, Souad Massi s'est réfugiée dans la littérature: les grands classiques français, Hugo, Verlaine ou Baudelaire, le poète chilien Pablo Neruda auquel elle revient sans cesse ou le philosophe Rumi qui voit en la femme «un rayon de lumière divine». Elle y a puisé son inspiration, sa force, sa poésie, sa détermination aussi. «Les femmes sont toujours les premières cibles des guerres. Une belle femme libre et intelligente, ça dérange. Les femmes sont les miroirs de nos sociétés. En tant qu'artiste féminine, je pense qu'il est temps de nous unir. Je crois fermement qu'on peut faire front aux ennemis de la vie, à tous ceux qui veulent tuer notre humanité.»

Sur scène, derrière son apparente discrétion et ses tenues souvent foncées, c'est bien elle qui dirige son combo masculin, oscillant entre ballades, instrumentation traditionnelle et rock. Dimanche soir, en première partie, El Mizan, un groupe romand emmené par le chanteur algérien Anouar Kaddour Chérif, fera danser entre rock, funk chaâbi et raï. ■

**El Mizan et Souad Massi en concert,**  
Scène Ella Fitzgerald, parc La Grange,  
Genève, dimanche 23 juin à 18h.  
Entrée libre.



«Les femmes sont les miroirs de nos sociétés. En tant qu'artiste féminine, je pense qu'il est temps de nous unir», dit Souad Massi. (YANN ORHAN)

## De belles propositions pour un must estival

**CONCERTS** La Scène Ella Fitzgerald du parc La Grange, devenue l'épicentre des musiques de l'été genevois, s'apprête à accueillir des milliers de personnes plusieurs fois par semaine

Passé son week-end d'ouverture, avec samedi soir la fanfare techno O.U.M.P.H. et le groupe hip-hop mi-humain mi-marionnettes Puppetmastaz, la Scène Ella Fitzgerald du parc La Grange, entièrement financée par la ville de Genève, proposera pendant tout l'été trois concerts gratuits par semaine les lundis, mercredis et vendredis. Des prestations qui vont attirer entre 3500 et 6000 personnes par soir, de tous âges et genres, dans

une atmosphère familiale qui veut que l'on vienne parfois pique-niquer en amont ou pendant les concerts. Pour entretenir cet esprit, la gestion de la programmation et de la coordination de la Scène Ella Fitzgerald a été confiée à l'association Jaydos jusqu'en 2027.

## Lieu de rassemblement

L'association était déjà en fonction les années précédentes, mais de façon intérimaire en attendant une stabilisation de la situation post-covid. Pour rappel, le programme musical estival de la ville de Genève s'organisait auparavant autour de deux pôles: la cour de l'Hôtel de Ville pour le classique et

le jazz et la Scène Ella Fitzgerald pour les musiques actuelles. A cause de la rénovation de l'Hôtel de Ville, puis du covid, toutes les musiques se sont finalement rassemblées au parc La Grange. «Il y a cette tradition d'avoir des groupes qui viennent de partout dans le monde. Les nombreuses communautés étrangères de la ville sont au rendez-vous tout comme les Genevois» explique Nelson Schaer, batteur et directeur artistique de la Scène Ella Fitzgerald. Aux commandes des très belles propositions de cet été, il est entouré d'un comité de cinq membres dont la journaliste radio Anya Leveillé pour les concerts de musique classique. ■ E. ST.

## A la Salle Métropole, ferveur dans le «Requiem» de Fauré

**CLASSIQUE** Le chef Renaud Capuçon a dirigé l'Ensemble vocal de Lausanne et l'Orchestre de chambre de Lausanne dans la splendide messe des morts, adossée au plus rare «Polyptyque» de Frank Martin

JULIAN SYKES

Le *Requiem* de Fauré, c'est cette messe des morts très appréciée des mélomanes qui apporte un sentiment d'apaisement. Le public réuni mercredi soir à la Salle Métropole de Lausanne a vibré à la ferveur apportée par Renaud Capuçon, l'Orchestre de chambre de Lausanne (OCL) et l'Ensemble vocal de Lausanne (EVL), très bien préparé en amont pour la prestation par Pierre-Fabien Roubaty.

C'est à notre connaissance la première fois que Renaud Capuçon menait

un ensemble choral dans une œuvre de musique sacrée. Comme l'écriture instrumentale se focalise sur les cordes (les cordes graves en particulier qui confèrent une couleur si émouvante à l'œuvre), le violoniste avait de quoi stimuler son imagination. La première partie du concert affichait le *Polyptyque* du compositeur genevois Frank Martin. D'essence religieuse elle aussi, inspirée d'un polyptyque du peintre siennois Duccio di Buoninsegna qui représente «six images de la Passion du Christ», c'est une fresque pour violon solo et deux petits orchestres à cordes. On y sent Renaud Capuçon dans son élément, prêt à défendre une œuvre qui n'est pas évidente à la première écoute.

La complicité entre le chef-soliste et les musiciens disposés en arc de cercle autour

de lui est évidente, en dépit de quelques approximations ici ou là. Renaud Capuçon fait rayonner son violon «Panette» du luthier Guarneri à la sonorité lustrée, entouré d'un maillage de cordes qui s'en-

## Une fresque d'essence religieuse inspirée du polyptyque d'un peintre siennois

trelacent. Il insufflé une fébrilité évoquant *La Nuit transfigurée* de Schoenberg, tandis que d'autres passages font penser à Chostakovitch pour leur caractère étale et désolé. Mais c'est du pur Frank Mar-

tin dans les enchaînements harmoniques et ces passages en forme de marche halletante.

## Nuisance sonore au balcon

Le public a réservé l'accueil le plus chaleureux au *Requiem* de Fauré. L'EVL présente des voix transparentes et des pupitres vocaux bien soudés pour cette musique réclamant tant d'intériorité. Par moments, l'orchestre – comprenant un important pupitre de cuivres – a semblé couvrir un peu le chœur, avec ces grands crescendos ponctués d'accents sombres aux trombones et aux cors. Mais cette ferveur est essentielle à l'œuvre. Hélas la soprano Siobhan Stagg présente un timbre et un style vocal inappropriés pour le *Pie Jesu* où l'on rêverait d'une voix plus séraphique. Benjamin Appl soigne

le legato dans le poignant *Libera me*: la voix est belle et chaude, quoique pas cent pour cent homogène, et son chant paraît un peu maniéré quand il surarticule «illa tremenda».

Un incident s'est produit au balcon supérieur pendant la *Pavane* de Gabriel Fauré dans sa version avec chœur, en ouverture de soirée. Une sonnerie émanant d'un téléphone portable s'est mise à sonner durant plusieurs minutes, occasionnant une gêne très agaçante. Il fallait faire puissant effort d'abstraction pour se concentrer sur la musique – un exercice digne d'un atelier de méditation! L'écoute de la *Pavane* en a souffert naturellement. On a pu distinguer toutefois la poésie de cette pièce avec ses colorations mélancoliques aux vents et servie par un chœur aux voix équilibrées. ■



## François Gremaud, l'art de la joie à Vidy

**THÉÂTRE** L'artiste fribourgeois récrit d'une plume lumineuse «Zardoz», nanar culte de John Boorman avec Sean Connery. Son «Allegretto» donne des ailes

ALEXANDRE DEMIDOFF  
 ✉ @alexandredmiff

«Quelle batoille!» s'amusaient les parents de François Gremaud, usant du patois fribourgeois comme de la langue de la tendresse. Autrement dit: «Quel bavard!» Et on imagine bien le petit François cancanant dans sa baignoire, transformant les contes du matin en épopées du soir. *Allegretto*, à l'affiche du Théâtre de Vidy jusqu'à samedi, est le récit d'un éblouissement, celui que l'artiste vit à 8 ans à travers *Zardoz*, ce film abracadabrante de John Boorman, coiffé – et là est toute sa grâce – par le deuxième mouvement de la 7<sup>e</sup> *Symphonie* de Beethoven, l'*Allegretto* justement. Le comédien est au diapason: son éloquence mutine vous ravit.

Au seuil de son odyssée, François Gremaud vous attend, placcide et svelte comme le cygne en bordure de roselière. La scène est nue, à l'exception d'un piano à queue ouvert comme un coffre à murmures. François vient de se lancer. Il vous parle de Ludwig von Beethoven, de cette 7<sup>e</sup> *Symphonie* qu'il écrit à 41 ans, dans l'Europe chamboulée de 1812, celle qui voit Napoléon et ses troupes quitter en catastrophe la Russie.

### Poitrail de grizzli

Mais voici qu'il vous invite dans le salon fribourgeois des Gremaud, devant le poste Philips. Il découvre *Zardoz* (1974), son masque de pierre géant en ouverture, la voix du dieu Zardoz justement qui appelle ses fidèles à tuer la plèbe indocile. En cette année 2293, l'humanité est séparée entre les Brutes et les Éternels qui habitent le «Vortex», aussi apathiques que vernis. Mais Zed, un «exterminateur» plus doué – il a lu *Le Magicien d'Oz*, ce qui change tout – que les autres, incarné par Sean Connery, mettra fin à cette éternité...

Un nanar, pouffe la critique à l'époque. Un chef-d'œuvre, corrige le père de François, qui n'a que faire, lui, des querelles esthétiques. Il est subjugué par Zed,

Consuella (Charlotte Rampling), etc. Quarante ans plus tard, il vous les croque avec la gourmandise d'antan: Sean Connery et son poitrail de grizzli, sa culotte rouge et ses bottes de sept lieues à faire se pâmer Mylène Farmer; Consuella et son haut vert chlorophylle délicieusement échancré.

Nigaud, le scénario? François Gremaud en lustre les arêtes, jubilant à chaque tournant, s'amusant des procédés, libérant dans l'espace, d'un pas tantôt d'escrimeur, tantôt de ballerine, le courant d'un plaisir inaltérable. Ce qu'il retrace là, c'est l'origine d'une vocation, sa fascination de toujours pour le don de Shéhérazade. L'hypnose de la narration pour que l'épiphanie advienne.

### Double invisible

Mais ce qui rend *Allegretto* si précieux, c'est le dialogue que François Gremaud instaure avec la «batoille» d'autrefois. Il s'adresse à lui, au premier rang, lui qui ne sait pas qu'il deviendra comédien, qu'il fondera avec son compagnon, Michaël Monney, la 2bcompany, qu'il écrira à sa façon ironique et joueuse *Phédre*, *Carmen* et *Giselle* – autant d'envoies. Il prend soin de ce double invisible, ce François poupin qui l'habite, comme celui-ci veille sur l'adulte qu'il est devenu. Ils ont leurs apartés. Et vous êtes convié à leur conciliabule.

*Allegretto* est une boule à facettes. Tous les temps de la vie coexistent. En ce sens, c'est un hymne à l'enfance, non pas comme période circonscrite, mais comme territoire infini, mieux, comme palette. Ses couleurs sont celles de l'étonnement philosophique. Elles sont tendres et vives à la fois. Elles préfigurent l'éblouissement, cet instant où une musique, un tableau, une phrase vous dissolvent dans leur cosmos.

François Gremaud orchestre cet acmé-là avec l'espièglerie de Merlin l'enchanteur. La pianiste Nino Pavlenichvili est son invitée surprise. Son *Allegretto* vous enveloppe dans sa vague or et ombre. Un cygne «allegrettisé» était l'autre soir l'aiguilleur de notre ciel. Les «batoilles» de ce genre partagent leurs ailes. ■

**Allegretto**, Théâtre de Vidy, Lausanne, jusqu'au 22 juin.

### MAIS ENCORE

**Beausobre annonce une riche saison**

Le Théâtre de Beausobre a dévoilé hier l'affiche de sa prochaine saison, riche d'une soixantaine de spectacles. Plusieurs figures de la scène théâtrale et musicale française défileront à Morges, à l'instar de Sophie Marceau, Yvan Attal, Virginie Lemoine, les sœurs Labèque ou Renaud, entre autres. Comme chaque année, Beausobre accueillera plusieurs pièces des théâtres parisiens. Côté musical, sont attendus notamment Ibrahim Maalouf et Angélique Kidjo. (ATS)

# Cette année, le NIFFF consacre la revanche des femmes

**CINÉMA** Le Festival du film fantastique de Neuchâtel va quasiment atteindre l'égalité chez les réalisatrices, «sans que ce soit une posture», plaident ses responsables. Qui promettent aussi leur lot de films dingos

NICOLAS DUFOUR  
 ✉ @NicoDufour

Cette fois, la parité est presque atteinte. La compétition phare du Festival du film fantastique de Neuchâtel, le NIFFF, comprend quasiment autant d'œuvres réalisées par des femmes que par des hommes. Et, glissent les programmeurs, il y a une personne non binaire. S'agissant des femmes, pour un genre qui demeure très masculin, le pli n'est pas anodin. «Ce n'est pas une posture de notre part», assure le directeur Pierre-Yves Walder. «Nous ne faisons pas de favoritisme ou de bonus femme. L'argument peut peser seulement dans le cas du choix entre deux œuvres à la qualité égale. Et il faut souligner que la place des femmes au cinéma ne se résume pas au poste de réalisatrice, il faut penser aux auteures et productrices, par exemple.» En sus, l'invitée d'honneur est Asia Argento, connue aussi pour son implication dans le mouvement #MeToo.

Au sein de la compétition, le directeur signale *Animale*, conte sur une jeune femme qui travaille dans le milieu

fort mâle des courses de taureaux. Ou le retour du couple austro-allemand Veronika Franz-Severin Fiala avec *Des Teufels Bad*, thriller psychologique dans un village perdu.

Un peu absente ces dernières années, la Scandinavie revient grâce à une réalisatrice (Thea Hvistendahl) et avec une œuvre déjà très attendue puisque *Handling the Undead* adapte un roman du même auteur de *Let the Right One In* (ou *Morse*), découvert durant le NIFFF 2008, qui renouveau le genre vampirique en profondeur. Là, il est question de l'apparition de zombies «calmes», précise le programmeur, «ce qui pose la question: que faire avec ces gens qui reviennent?», et ce qui évoque aux sériephiles le feuilleton *Les Revenants*. D'une femme encore, une découverte indienne, *Ennenum*, «une anticipation intimiste».

### Une bonne présence française

Dans l'ensemble des sélections, le NIFFF 2024 (dont *Le Temps* est partenaire) compte une forte présence française. La compétition principale accueille la nouvelle fantaisie de Bruno Dumont. Il y a juste dix ans, l'intégrale de *P'tit Quinquin* fit se gondoler Neuchâtel tout entière. *L'Empire* est surnommé «Star Wars chez les ch'tis» et dispose de Camille Cottin et Fabrice Luchini pour consolider la blague.

Très attendu aussi, le nouveau cau-

chemar – fort sombre, se dit-il – du tandem Alexandre Bustillo-Julien Maury. *Le Mangeur d'âmes*. Plus léger, *Les Pistolet en plastique*, de Jean-Christophe Meurisse, promet une parodie de la mode *true crime* avec du Xavier Dupont de Ligonnières dans le cocktail de base. Et toujours de France, Pierre-Yves Walder relève *Eat the Night*, de Caroline Poggi et Jonathan Vinel, «sur notre rapport aux jeux vidéo».

Au reste, le NIFFF aura son lot de pépites asiatiques, y compris une histoire coréenne de cochon qui veut devenir humain et d'homme qui aspire à la bestialité (*Pig That Survived Foot-and-Mouth Disease*) ou un thriller chinois sur la lutte contre les narcotrafics (*Bursting Point*). Sans oublier les films «Ultra», frissons de minuit, dont un *survival* américain dans le désert (*Blood Star*) ou un jeu de massacre indien dans un train (*Kill*, tout simplement).

Quelques films honoreront le troisième âge, l'open air permettra de fêter les 70 ans de *Godzilla* avec le premier film de 1954, la clôture offrira une chasse à un tueur en série (Nicolas Cage, traqué par Maika Monroe), tandis que les fidèles découvriront le dernier opus de la trilogie de Ti West, *Maxxxine*, après les fabuleux *X* et *Pearl*. Des histoires brutales de figures féminines. La boucle est bouclée. ■

**NIFFF**, Neuchâtel, du 5 au 13 juillet. Rens. [www.niff.ch](http://www.niff.ch)

# L'acteur Donald Sutherland est mort

**DISPARITION** Après une carrière riche de plus de 200 films, l'interprète d'origine canadienne, figure du cinéma hollywoodien, s'est éteint à l'âge de 88 ans

AFP

Donald Sutherland, acteur éclectique notamment connu pour *Les Douze Salopards* ou son rôle de dictateur dans *Hunger Games*, est mort à l'âge de 88 ans, a annoncé hier son fils Kiefer Sutherland. «C'est avec le cœur lourd que je vous annonce le décès de mon père», a annoncé sur X le Canado-Britannique, lui aussi comédien, en saluant «l'un des acteurs les plus importants de l'histoire du cinéma».

En plus de cinquante ans de carrière et quelque 200 films, Donald Sutherland s'est imposé comme un acteur caméléon, capable d'incarner aussi bien de grands méchants du cinéma, des antiéros ou des personnages romantiques. Le Canadien avait reçu un Oscar d'honneur pour l'ensemble de sa carrière en 2017.

### De «M.A.S.H.» à «Hunger Games»

«Il n'a jamais été intimidé par un rôle, qu'il soit bon, mauvais ou laid», a ajouté son fils. «Il aimait ce qu'il faisait et faisait ce qu'il aimait, et on ne peut rien demander de plus. Une vie bien vécue.»

Après avoir joué dans des séries britanniques cultes comme *Chapeau melon* et *bottes de cuir*, Donald Sutherland avait

obtenu son premier grand rôle en 1967 dans *Les Douze Salopards*, avec Charles Bronson. Sa silhouette longiligne, son air absent et ses sourires énigmatiques lui assurent alors charisme et singularité.

Parmi ses autres succès, on compte notamment la farce antimilitariste *M.A.S.H* (1970) et le thriller *Klute* (1971) où il incarne un détective privé à la recherche d'un tueur pervers qui menace une call-girl jouée par Jane Fonda. Fellini lui a également confié le rôle de *Casanova* en 1977.

Plus récemment, il s'était distingué en président Coriolanus Snow, le dictateur cruel de Panem, tourmenteur de Jennifer Lawrence dans *Hunger Games*. ■

PUBLICITE

## SATORY ACHETE CHER MANTEAUX DE FOURRURE ANTIQUITES

En tout état, robes de soirée, chaussures, sacs à main de marque vintage, vaisselle, verres en cristal, briquets de marque, vieux vins, pendules, argenterie, montres, bijoux, pièces de monnaie, statues, tapis anciens, art africain, asiatique, pianos, meubles anciens et modernes et beaucoup d'autres choses.

**Tél. 078 268 68 73**

[françoise.satory@icloud.com](mailto:françoise.satory@icloud.com)



## genève enchères



**Mardi 25 juin 2024**  
 de 10h à 17h  
 Rue de Monthoux 38  
 1201 Genève

Vous avez des montres  
 ou des bijoux à vendre ?  
 Nous serons heureux de  
 vous accueillir.

T +41 22 710 04 04  
[geneve-encheres.ch](http://geneve-encheres.ch)

**JOURNÉE D'EXPERTISE**  
**MONTRES & BIJOUX**

## VOYAGE ÉVÈNEMENT L'ARABIE SAOUDITE RÉVÉLÉE

Du 16 au 27 octobre 2024 (12 jours)

- Découvrez un pays récemment ouvert aux voyageurs étrangers
- Visitez les tombeaux nabatéens d'Hégra au cœur du désert d'Al Ula
- Séjournez au Habitas Al Ula, un lodge exclusif dans un décor de canyons
- Se rendre à Médine, l'une des villes saintes de l'Islam, accessible depuis peu aux non-musulmans

Accompagné par  
 Patrik Ringgenberg  
 Grand connaisseur du  
 monde musulman



Prix par personne : CHF 8'900.- En petit groupe de 10 à 14 personnes

Au Tigre Vanillé • Rue de Rive 8 • 1204 Genève  
 Sarah Vigne • 022 552 40 67  
[sarah@autigrevanille.ch](mailto:sarah@autigrevanille.ch)  
[www.autigrevanille.ch](http://www.autigrevanille.ch)



**AU TIGRE VANILLÉ**  
 CREATION DE VOYAGES



«Nous jouons encore trop villageois, alors que nous avons un puzzle envié dans le monde entier»



PROFIL

**1940** Naissance le 24 octobre, à Genève.

**1969** Entre au Grand Conseil genevois sous la bannière libérale.

**1989** Conseiller d'Etat, responsable des affaires transfrontalières et européennes.

**1996** Président de la Fedre.

Claude Haegi aime les histoires humaines fortes. Cela se remarque d'emblée à sa manière de les conter. Quand l'une d'elles lui vient en tête, il vous fixe avec ses grands yeux verts, mis en valeur par de fines lunettes noires, avant de vous adresser un large sourire. On sent que chaque mot est pesé. Et immédiatement, on embarque avec lui. L'orateur hors pair, comme le décrit Etienne Blanc, ancien député de l'Ain et ami de longue date de l'ancien conseiller d'Etat, apparaît. Il rompt la frontière entre son interlocuteur et lui, pour le convier au cœur de sa mémoire.

En l'espace de quelques instants, on passe respectivement d'une enfance dans une vieille ferme de Haute-Savoie dans les années 1940, à un échange avec des squatteurs dans le quartier des Grottes, avant de plonger au cœur de son combat pour la sauvegarde du Palais Wilson, à la fin des années 1980. Il termine son périple par quelques anecdotes aux quatre coins de l'Europe en tant que président de la Fondation pour l'économie et le développement durable des régions d'Europe (Fedre), qu'il préside depuis 1996. Mais il le confesse lui-même: sa mémoire est fluctuante, et lui joue parfois des tours. Il lui arrive de ne pas se souvenir d'une date ou d'être témoin d'événements majeurs, mais de n'en constater la portée qu'avec le recul.

L'enfant d'un «territoire»

C'est ce qui lui arrive quand on lui parle de l'année 1973. Claude Haegi est alors député au Grand Conseil genevois. Le parlement cantonal s'apprête à s'exprimer sur un texte visant à rétrocéder une partie des impôts des frontaliers aux départements de l'Ain et de la Haute-Savoie. Le nom de ce dispositif: la compensation

financière genevoise (CFG), dont le montant est dévoilé à la fin du mois de juin de chaque année. «Sur le moment, ce vote ne m'a pas forcément marqué. Je n'avais pas conscience de la révolution que la CFG allait être. A l'époque, on parlait de quelques millions de francs suisses. Aujourd'hui, ce sont des centaines de millions. Si on avait à voter sur ce texte maintenant, les débats seraient beaucoup plus ardues.» A l'image des discussions qui ont lieu au moment de la répartition de cette CFG.

Depuis sa mise en place, la CFG demeure un pilier de la politique transfrontalière locale qu'il a défendu en tant que magistrat cantonal, il y a près de 30 ans. Un élément central du Grand Genève. Mais comme souvent avec Claude Haegi: la frontière saute et un débat sémantique s'engage, de manière très directe. «Le Grand Genève a été une erreur monu-

Mémoire sans frontière

CLAUDE HAEGI

L'ancien politicien libéral est un acteur majeur de la politique transfrontalière locale, depuis plusieurs décennies. Mais pour lui, la «région» ne s'arrête pas aux limites du Grand Genève

VINCENT MALAGUTI  
✉ @MalagutiVincent

mentale», affirme-t-il. Enfant, d'aussi loin qu'il se souvienne, il n'en a jamais entendu parler et ne voyait qu'un territoire, sans frontière. «Le Grand Genève est un terme très parisien pour désigner la pièce d'un puzzle beaucoup plus grand qui devrait être réfléchi, à une échelle beaucoup plus large. Nous jouons encore trop villageois, alors que nous avons un puzzle envié dans le monde entier.»

Un opiniâtre insomniaque

Le nom de ce puzzle? «Le diamant alpin», une vaste étendue englobant les régions de Lyon, Genève et Turin, imaginée il y a plusieurs décennies. Sa genèse? Un banal croquis, sur une nappe en papier, avec quelques notes. Claude Haegi en prend en permanence, comme il aime dessiner pour illustrer ses idées. Elles lui servent avant tout de mémoire pour vérifier sa cohérence, et

celle de ses interlocuteurs, sur de nombreux sujets, d'année en année. Cet éclectisme fait qu'on le considère souvent comme «dissipé.» Il réfute le terme, mettant en avant sa curiosité et son opiniâtreté, ce que lui reconnaît l'ancien député PLR Blaise Matthey: «Je m'intéresse à beaucoup de sujets, et ce depuis des années. Je n'arrive pas à ne pas réfléchir, à ne penser à rien.» Il doit parfois s'arrêter de penser pour pouvoir s'endormir. Et il n'est pas rare qu'il se réveille pour finir une réflexion sur un sujet en particulier.

Pour faire passer ses idées en tant que politicien ou défenseur de la frontière, Claude Haegi utilise à chaque fois la même méthode: une ténacité, une spontanéité, une audace et un choix des causes. Une méthode qui lui a permis de devenir l'incarnation humaine de la pensée de Denis de Rougemont. Ce dernier avait pour ambition d'allier la notion de région avec celle d'environnement. Claude Haegi se revendique être un «disciple» du philosophe helvétique. Et cette pensée, il l'a portée de Genève à Sarajevo, en passant par Washington.

Mais à 84 ans, Claude Haegi est un peu comme Ulysse: heureux d'avoir fait un beau voyage et puis d'être retourné, plein d'usage et de raison, à ses racines natales, après avoir parcouru le monde: les bords du Léman et les rues de Genève. Notamment la rue de l'Aubépine, où il aime se replonger dans son histoire familiale et ses racines italiennes, une glace à la main. Claude Haegi aime parler d'avenir et de rêve, probablement parce qu'il a réalisé le sien: abattre les frontières, qu'elles soient philosophique, humaines ou juridiques, pour se façonner une mémoire et une histoire dépassant toutes les frontières qu'il n'aurait jamais pu imaginer. ■

(GENÈVE, 18 JUIN 2024/DAVID VAGNIÈRES POUR LE TEMPS)

Un jour, une idée



Topofinder, une app pour découvrir le val de Bagnes autrement

GRÉGOIRE BAUR  
✉ @GregBaur

Les Ruinettes ou La Chaux. Si vous avez déjà skié à Verbier, ces noms de lieux ne vous sont pas étrangers. Mais vous êtes-vous déjà demandé ce que signifient ces toponymes, quelle est leur origine? Pour mettre en lumière ce patrimoine, la commune de Val de Bagnes, avec l'association Valais-Wallis Time Machine, lance Topofinder. Cette application gratuite, disponible via un navigateur internet, propose des randonnées augmentées permettant de découvrir les significations et anecdotes cachées derrière les lieux-dits de la vallée.

Les toponymes cachent une partie de notre histoire. «Ce sont des pans de la vie des populations qui étaient là avant nous qui apparaissent», sou-

ligne Alexandre Luyet, chef de projet au sein de Valais-Wallis Time Machine. Cette dernière a pu s'appuyer sur une base de données regroupant quelque 4000 toponymes de la région, publiée en 2000 déjà. Le travail de recherche et de récolte de ces noms, réalisé auprès des habitants des villages du val et commencé au milieu des années 1970, est l'œuvre de la société des patoisants de Bagnes «Y Fayerou» et du Centre régional d'études des populations alpines, basé à Sembrancher.

«Un vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle, dit le proverbe. Si nous avions fait ce livre en 1900 il aurait été deux fois plus épais. Et si nous l'avions réalisé aujourd'hui, il serait deux fois plus fin», souligne Jean-Pierre Deslarzes, qui a participé au recueil de ces toponymes durant des décennies.\*

Pour l'heure, deux randonnées sont proposées de façon augmentée. Le promeneur peut découvrir, en plus de la signification des toponymes, des images d'autrefois, la prononciation correcte des lieux ou quelques légendes entourant certains lieux. Le tout en utilisant son smartphone.

Et pour répondre à notre interrogation initiale. En patois, les «ruinettes» font référence aux chutes de pierres ou aux éboulements, tel le pierrier situé en contrebas du bâtiment des remontées mécaniques. La Chaux vient du pré-celtique *calmis*, qui fait référence à un haut pâturage dénudé, proche des sommets. Pas étonnant donc d'y retrouver un alpage. ■

**Topofinder.** Les randonnées sont disponibles en ligne et peuvent être téléchargées pour un usage hors connexion. [www.timemachinevs.ch/topofinder](http://www.timemachinevs.ch/topofinder)